

Registre des délibérations - décisions

TOME II

SEANCE PUBLIQUE DU :

Lundi 17 décembre 2012

Le présent registre a été coté et paraphé par Mlle Clémentine PAPA,
Agent territorial, en application de l'article R2122-8 alinéa 2 du Code Général des
Collectivités Territoriales et de l'arrêté n° 2011/1346/T/R de la Ville de Montpellier.

Montpellier, le 17/01/2013

Pour Madame le Maire,

et par délégation,

Mlle Clémentine PAPA

Chef du Service de l'Assemblée

Séance publique du lundi 17 décembre 2012

Convoqué le mardi 11 décembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 17 décembre 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Arnaud JULIEN, Gabrielle DELONCLE, Christian DUMONT, Claudine TROADEC-ROBERT.

Absents :

Mustapha MAJDOUL, Martine PETITOUT.

Délibération portant sur le lancement du concours de maîtrise d'œuvre d'architecture pour la réalisation de la Cité du Corps Humain.

Jacques TOUCHON rapporte :

Le projet de la Cité du corps humain, initié en 2008, s'inscrit dans la lignée des grands équipements de Montpellier qui ont assuré le dynamisme de notre territoire.

Après une première étude de positionnement en 2011, le Conseil Municipal du 16 décembre 2011 a approuvé le lancement des études de faisabilité économique et juridique et celui du 1^{er} octobre 2012 le choix du programmiste.

Menées sous la conduite du Comité d'Orientation Scientifique, ces études, qui ont associé des spécialistes locaux et nationaux, confirment aujourd'hui l'intérêt culturel, stratégique et commercial du projet pour le maintien et le développement des fonctions métropolitaines de Montpellier.

Il est donc aujourd'hui opportun de lancer les études de maîtrise d'œuvre, sous la forme d'un concours d'architecture, objet principal de cette délibération.

Les objectifs de la Cité du Corps Humain :

Le concept s'est précisé depuis l'origine du projet, pour rester centré sur des objectifs de notoriété, d'attractivité, de développement de la culture et d'impact économique. Le projet cherchera donc :

A maintenir l'attractivité identitaire et historique de Montpellier en donnant à voir les techniques et talents qui la distinguent aujourd'hui encore dans le domaine des sciences et cultures en relation avec le corps humain.

A favoriser l'accès de la population locale et régionale, y compris les enfants et scolaires, à une scénographie contemporaine dédiée non seulement à la culture scientifique, mais aux arts plastiques, vivants, visuels ...

A élargir la gamme des produits d'intérêt touristique de vacances et d'affaires en vue d'augmenter la fréquentation et de rallonger les séjours urbains en offrant un nouvel atout original et culturel à la destination montpelliéraine.

En synthèse, la Cité du Corps Humain, qui puise ses racines dans la tradition humaniste et médicale de Montpellier, développera une proposition unique en Europe : croiser, en un même lieu, les approches artistiques, scientifique et les questions de société pour explorer par le biais de différents médias (expositions, conférences, spectacles vivants, projections, ateliers de pratiques,...) les connaissances et les interrogations liées au corps humain.

Les études de faisabilité :

Etude portant sur les publics, l'offre et le positionnement économique

Les études de faisabilité ont été confiées à un groupement composé d'un spécialiste des études économiques - Finances Consult, d'un programmiste culturel - Maîtres du Rêve, et d'un cabinet d'avocats - Latournerie, Wolfrom et associés.

Ces études conclues en juillet 2012 ont permis de préciser les contours techniques et le contenu culturel du projet, en démontrant que son intérêt économique était assuré en situant la surface utile dans une jauge d'équipement inférieure à 6 000 m².

Elles confirment l'intérêt et la viabilité d'un équipement dans lequel les fonctions culturelles, réceptives et commerciales agissent en synergie, avec un fort impact sur l'attractivité du bassin de vie montpelliérain.

Rappelons les principales analyses et propositions de ces études :

- L'observation du tourisme grand public et de la clientèle locale a montré un fort intérêt pour le domaine culturel, notamment grâce à ses festivals, mais aussi à une population sensibilisée et cultivée, ainsi qu'à un fort taux de clientèle étrangère. Pour autant, la pratique culturelle scientifique et muséale reste faible et laisse une marge de progression de ce type d'activité réelle et conséquente.
- Pour satisfaire cette demande, l'étude préconise des dispositifs d'expositions scientifiquement rigoureux mais aussi immersifs, spectaculaires, sensoriels, et interactifs. Les parcours seront largement ouverts à l'art contemporain, à l'expression corporelle, aux arts visuels, cinétiques et à tout ce qui sollicite les sens et les émotions.
- Pour compléter les offres existantes et augmenter la fréquentation de la cité, l'étude a confirmé l'intérêt d'inscrire dans le projet une surface polyvalente dédiée à l'organisation d'événements permettant de recevoir des groupes dans un cadre thématique avec possibilité de restauration.
- L'étude de fréquentation a conclu sur une estimation du nombre d'entrées des expositions s'établissant à 200 000 visiteurs en moyenne par an. Cette prévision résultant de la qualité de la programmation culturelle et d'une politique dynamique de renouvellement de l'offre par les expositions temporaires.

L'étude financière

L'étude financière a conclu sur un compte d'exploitation prévisionnel s'auto-équilibrant à près de 70%, situant ainsi cet équipement dans la catégorie des investissements culturels particulièrement viables.

Sachant d'autant plus que l'opportunité financière d'un tel projet se mesure également en termes d'impact global sur l'image de la ville et sur les revenus indirects de la fréquentation touristique. Pour ces seuls revenus indirects, un calcul simplifié sur la base des ratios courants donne un bénéfice annuel de retombées économiques sur la ville estimé entre 8 et 10 M€ annuels.

Le financement

Le concours des collectivités, ainsi que celui de l'Etat et de la Communauté Européenne sera recherché à la fois pour l'investissement et pour l'exploitation.

Pour réduire les frais de fonctionnement et pour lancer les études, des possibilités de mécénat ont déjà été mobilisées et se concrétiseront par la création d'un fonds de dotation qui fera l'objet d'une délibération spécifique.

Le programme

Le projet portera sur un programme bâti d'environ 6 000 m² de surface utile, ouvert sur le parc Georges Charpak.

Le bâtiment à construire et son contenu scénographique comprendront principalement :

Un ensemble destiné à la production et à la présentation d'expositions: deux espaces d'exposition-permanente (exposition manifeste, plateau d'expérimentations), deux plateaux d'exposition temporaire ;

Des espaces dédiés à l'accueil de manifestations et à une pratique culturelle active par tous les publics : une salle d'accueil d'événements, un auditorium, des ateliers pédagogiques ;

Une salle d'actualité présentant la dynamique des recherches en cours sur la thématique, adossée à un espace invitant les visiteurs à découvrir sur le territoire du Grand Montpellier, les richesses patrimoniales, culturelles, sportives et ludiques qui impliquent le corps ou qui parlent de lui ;

Des surfaces d'accueil et de services avec restauration et boutique ;

Des locaux spécialisés et techniques divers : administration, petites réserves, ateliers, conditionnement et préparation d'expositions.

Le budget

Le coût prévisionnel des travaux (qui seront programmés entre 2015 et 2018) est de 23M € HT (architecture : 18M € HT ; scénographie : 5M € HT). L'engagement de cet investissement ne se fera qu'en dernière phase des études d'architecture et devra être soumis pour approbation au Conseil municipal lors du lancement puis de l'attribution des appels d'offres de travaux.

Le concours d'architecture

Le concours d'architecture traitera de la conception du bâtiment ; la scénographie fera l'objet d'un contrat séparé.

A l'issue de la phase de désignation des candidats amenés à concourir, 5 équipes seront invitées à proposer une esquisse.

Le jury proposera un classement, à la suite de quoi le pouvoir adjudicateur désignera le ou les lauréats. Après négociation et choix du titulaire, le conseil approuvera le contrat de maîtrise d'œuvre.

Les équipes qui auront remis une esquisse conforme au règlement de la consultation recevront une prime de 70 000€ HT.

Désignation des membres élus du jury

Il est demandé au Conseil municipal de constituer le jury de concours. Celui-ci, conformément aux dispositions prévues par l'article 24 du Code des marchés publics, comprend :

- Mme le Maire, Présidente du jury, ou son représentant ;
- cinq membres titulaires et cinq membres suppléants élus en son sein par le conseil municipal.

Les autres membres composant le jury (personnalités dont la participation présente un intérêt particulier au regard de l'objet du concours, personnalités qualifiées,...) seront désignés par Madame le Maire, Présidente du jury.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver le programme de l'opération défini ci-dessus et son enveloppe financière prévisionnelle ;
- d'approuver le lancement d'un concours de maîtrise d'œuvre en application des articles 24 et 70 du code des marchés publics ;
- de dire que les membres titulaires et suppléants élus en son sein pour participer au jury sont :

Membres titulaires :

- Jacques TOUCHON
- Michel PASSET
- Frédéric TSITSONIS
- Perla DANAN
- Jacques DOMERGUE

Membres suppléants :

- Michaël DELAFOSSE
- Martine PRUNIER
- Marc DUFOUR
- Agnès BOYER
- Nancy CANAUD

- d'autoriser Mme le Maire, ou son adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à ce projet. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 18/12/2012

Séance publique du lundi 17 décembre 2012

Convoqué le mardi 11 décembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 17 décembre 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOLI, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Arnaud JULIEN, Gabrielle DELONCLE, Christian DUMONT, Claudine TROADEC-ROBERT.

Absents :

Mustapha MAJDOUL, Martine PETITOUT.

AUBERGE DE JEUNESSE Avenant n°3 de prolongation du bail emphytéotique

Michel PASSET rapporte :

Par délibération en date du 9 novembre 2009, le Conseil Municipal a adopté la prolongation de 3 ans du bail emphytéotique entre la Ville et la FUAJ (Fédération Unie des Auberges de Jeunesse) pour l'Auberge de Jeunesse actuelle située boulevard Louis Blanc ainsi que le principe de doter Montpellier d'une Cité de la Jeunesse, lieu de ressources pour les jeunes de 12 à 29 ans et d'hébergement pour les jeunes voyageurs.

Dans ce cadre, considérant que la future Cité de la Jeunesse est programmée au sein du projet d'aménagement du quartier EAI et que l'avenant de prolongation du bail emphytéotique arrive à échéance le 22 décembre 2012, il convient de prévoir un avenant d'une durée de 3 ans.

Cette mise à disposition de locaux associatifs a été présentée devant la Commission d'Attribution des Locaux Associatifs (CALA) du 26 novembre 2012.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver le principe de prolongation du bail emphytéotique entre la Ville et la FUAJ ainsi que les termes de l'avenant annexé à la présente délibération,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer l'avenant n°3 de prolongation au bail emphytéotique à titre transitoire,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

AVENANT N°3 DE PROLONGATION DU BAIL EMPHYTEOTIQUE

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son Maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

La Fédération Unie des Auberges de Jeunesse, dûment représentée par sa Secrétaire Générale en exercice, Edith ARNOULT-BRILL, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

EXPOSE :

La Ville de Montpellier et la FUAJ ont signé le 1^{er} janvier 1987 un bail emphytéotique de 20 années entières et consécutives concernant les lots 4 et 5 de l'ensemble immobilier situé, 2 impasse de la Petite Corratierie à MONTPELLIER.

A l'échéance de ce bail deux avenants de prolongation de 3 ans ont été signés, le premier le 22/12/2006 et le deuxième le 22/12/2009.

Le deuxième avenant arrivant à échéance, la Ville propose de signer un troisième avenant de prolongation de ce bail pour une durée de 3 ans. Cette période sera mise à profit pour réaliser un projet d'étude de l'Auberge de Jeunesse.

Article 1 :

Le bail est prolongé dans tous ses effets pour une durée de 3 ans.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
Monsieur l'Adjoint Délégué

La secrétaire Générale de la FUAJ,

Michel PASSET

Edith ARNOULT-BRILL
Conditions acceptées
(cachet de l'association)

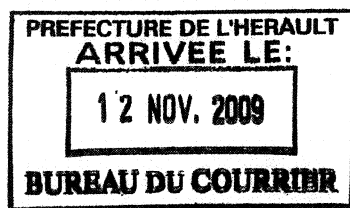
Ville de
Montpellier



Direction Réussite éducative
de la Jeunesse et Sports

Jeunesse

n° 2009 / 503



Séance publique du lundi 9 novembre 2009

Convoqué le mardi 3 novembre 2009, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 9 novembre 2009 à 18H30, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Magalie COUVERT, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah El ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophie BONIFACE-PASCAL, Gabrielle DELONCLE, Georges FRECHE, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Philippe SAUREL.

Absents :

Martine PETTITOUT.

PROJET DE CITE DE LA JEUNESSE

Adoption du Principe de ce Projet

Recherche de Partenariats

Auberge de Jeunesse : avenant n°2 de prolongation du bail emphytéotique

Au nom de la Commission, Michel PASSET rapporte :

La Ville de Montpellier conduit depuis plusieurs années une politique volontariste en direction des jeunes comme en témoigne notamment : la création de l'Espace Montpellier Jeunesse, la mise en place du Conseil Montpellicrain de la Jeunesse, de la Carte Eté Jeunes, et de nombreuses autres initiatives portées par une ambition forte d'écoute et de dialogue avec cette part active et importante de la population montpelliéraine.

La Municipalité souhaite aujourd'hui intensifier cette politique et démultiplier le partage et les échanges dans une déclinaison du « Vivre la Ville » pour la jeunesse en lançant un nouveau projet rassembleur et dédié à tous les jeunes souhaitant se former, se loger, travailler, se divertir, voyager... pour leur offrir la possibilité d'une participation active et citoyenne à la vie de la Cité en cohérence avec l'image d'une Ville jeune, étudiante et moderne, en forte croissance et ouverte à l'international.

Ce projet commun, baptisé « Cité de la Jeunesse », pourrait être défini comme un lieu pouvant regrouper sous un même toit tous les acteurs offrant des services à destination de l'ensemble des jeunes, en favorisant un accès cohérent à ces services, et faciliter toutes les initiatives proposées par les jeunes, à travers :

- le développement de l'Espace Montpellier Jeunesse ;
- la résidence du Conseil Montpellicrain de la Jeunesse ;
- un pôle de rayonnement de la ville étudiante ;
- un nouveau concept d'Auberge de Jeunesse innovant en augmentant largement sa capacité d'accueil.

Mais pourquoi pas également, en réflexion notamment avec le Conseil Montpellicrain de la Jeunesse :

- une Maison des Adolescents ;
- des lieux d'expression pour jeunes artistes émergents ;
- des activités ou certains services institutionnels.

Un lieu décroïonné, ouvert à l'ensemble des partenaires, lieu d'échange par excellence de convivialité, de mixité sociale, de rencontres, de création de liens, y compris internationaux et d'expression citoyenne.

La réflexion sur une localisation de ce lieu proche du centre ville, du plan Campus, des transports en commun et d'accessibilité diverses, trouve sa concrétisation dans l'opportunité présentée par la libération du site de la Caserne Tastavin.

Ainsi substituer une cité dédiée aux Jeunes à ce site militaire est une chance unique qui permet non seulement d'apporter une réponse positive au choix subi de retrait de l'armée, mais également de rappeler son ancienne affectation par l'internat et le « Petit Lycée » annexe du Grand Lycée pendant près d'un siècle, jusqu'en 1954, date à laquelle il fût transféré dans les locaux de la « Citadelle ».

Outre le fait que les usages existants et passés des bâtiments sont donc en adéquation avec les usages pressentis, ce site offre de multiples espaces avec :

- un parc qu'il est possible d'ouvrir aux habitants du quartier,
- une cour technique sur le côté et un autre jardin sur l'arrière,
- un espace commun d'activité entre le parc et le jardin,
- une souplesse d'utilisation liée aux multiples points d'entrée.

Il s'agira en outre de concevoir la programmation d'une auberge de jeunesse innovante, non seulement en fonction des ambitions d'évolution de ses propres services mais aussi des autres éléments à implanter sur le site, en s'adaptant aux potentiels offerts par l'ancienne Caserne. Ce lieu d'hébergement novateur, devra répondre aux nouvelles exigences des jeunes voyageurs, vers plus de services et plus de rencontres.

L'étude de ce projet fera appel à des partenariats les plus larges possibles dont : la Région, le Département, la Communauté d'Agglomération, l'Etat, l'Union Européenne, les Universités au titre de leur mission sociale d'animation de la vie étudiante, l'Auberge de Jeunesse actuelle, le monde associatif et syndical et tous les partenaires susceptibles d'adhérer à ce projet.

Le bail emphytéotique de l'actuelle Auberge de Jeunesse située boulevard Louis Blanc, liant la Ville à la FUAJ (Fédération Unie des Auberges de Jeunesse) parvenant à expiration le 22 décembre 2009, il est nécessaire de le proroger par la signature d'un deuxième avenant de prolongation d'une durée de 3 ans, dans l'attente de la concrétisation du nouveau projet.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de valider le principe de ce projet de Cité dédié à la Jeunesse et de lancer toutes les études et démarches nécessaires à sa définition et à son implantation sur le site de l'ancienne Caserne Tastavin,
- d'associer le Conseil Montpelliérain de la Jeunesse à toutes les étapes de ce projet,
- d'autoriser Mme le Maire ou l'adjoint délégué à signer l'avenant n°2 de prolongation, à titre transitoire, du bail emphytéotique liant la Ville et la FUAJ sur le site actuel de l'auberge de jeunesse,
- d'autoriser Mme le Maire ou l'adjoint délégué à solliciter tous les partenaires potentiels susceptibles de s'engager aux côtés de la Ville sur ce projet de Cité de la Jeunesse et à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

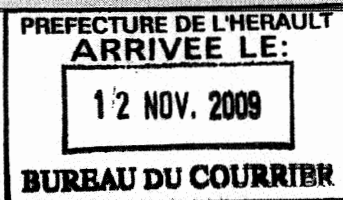
Pour extrait conforme, Madame le Maire - 1ère Vice-Présidente de l'Agglomération de Montpellier



Hélène MANDROUX

Publiée le : 10 11 2009

AVENANT N°2 DE PROLONGATION DU BAIL EMPHYTEOTIQUE



Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son Maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

La Fédération Unie des Auberges de Jeunesse, dûment représentée par sa Secrétaire Générale en exercice, Edith ARNOULT-BRILL, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

EXPOSE :

La Ville de Montpellier et la FUAJ ont signé le 1^{er} janvier 1987 un bail emphytéotique de 20 années entières et consécutives concernant les lots 4 et 5 de l'ensemble immobilier situé, 2 impasse de la Petite Corraterie à MONTPELLIER.

A l'échéance de ce bail un premier avenant de prolongation de 3 ans a été signé le 22/12/2006.

Cet avenant arrivant à échéance, la Ville propose de signer un deuxième avenant de prolongation de ce bail pour une durée de 3 ans. Cette période sera mise à profit pour réaliser un projet d'étude de l'Auberge de Jeunesse.

Article 1 :

Le bail est prolongé dans tous ses effets pour une durée de 3 ans.

Fait à Montpellier,
le

Madame Le MAIRE,
Hélène MANDROUX

La secrétaire Générale de la FUAJ,
Edith ARNOULT-BRILL

Conditions acceptées

(cachet de l' association)

Séance publique du lundi 17 décembre 2012

Convoqué le mardi 11 décembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 17 décembre 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Arnaud JULIEN, Gabrielle DELONCLE, Christian DUMONT, Claudine TROADEC-ROBERT.

Absents :

Mustapha MAJDOUL, Martine PETITOUT.

Observatoire de l'immobilier du commerce de l'agglomération de Montpellier - Convention de partenariat avec Montpellier agglomération - Autorisation de signature

Marc DUFOUR rapporte :

Montpellier Agglomération met en place un Observatoire de l'immobilier commercial dont l'objectif est d'être un outil de connaissance du marché immobilier qui recense les transactions commerciales intervenues (informations sur le montant des transactions par secteur géographique : loyers, valeur locative Grande Enseigne et murs).

Cet observatoire associe déjà plusieurs partenaires institutionnels : Montpellier Agglomération, la SERM, la CCI, l'Ordre des Avocats du Barreau, le Conseil régional des Notaires de la Cour d'Appel de Montpellier ainsi que des opérateurs privés : FNAIM 34, la Fédération des Promoteurs Immobiliers de Languedoc-Roussillon, des agences immobilières ou experts spécialisés dans l'immobilier commercial, un représentant du secteur bancaire.

Les analyses seront réalisées par la Cellule économique régionale du bâtiment et des travaux publics de Languedoc-Roussillon, une association réunissant services de l'Etat et principaux acteurs de la construction.

Il est proposé que la Ville devienne un partenaire de cet observatoire lui permettant de suivre l'évolution du secteur immobilier commercial sur son territoire et d'être partie prenante de la démarche et insérée dans le réseau d'échanges des différents partenaires.

La contribution attendue de la Ville est de deux ordres : d'une part, la communication de données sur les déclarations d'intention d'aliéner et d'autre part une participation financière d'un montant de 3 000 € TTC (sur un budget total de 20 000 € TTC)

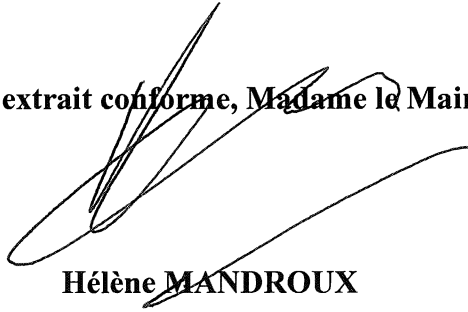
En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

-D'autoriser la participation de la Ville à l'observatoire de l'immobilier du commerce de l'agglomération de Montpellier,

-D'autoriser Madame le Maire à signer la convention ci annexée.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke at the bottom.

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18/12/2012 |

OBSERVATOIRE DE L'IMMOBILIER DU COMMERCE

DE L'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

ET DE SON AIRE URBAINE

CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre, d'une part :

- La Communauté d'Agglomération de Montpellier, dont le siège social est situé La Coupole au 50 place Zeus, CS39556 34961 Montpellier Cedex 2, représentée par son Président en exercice, M. Jean-Pierre MOURE,
- La Ville de Montpellier, dont le siège social est situé au 1 Place Georges Frêche, 34267 Montpellier Cedex 2, représenté par son Maire en exercice, Me Hélène MANDROUX,
- La Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier, dont le siège social est situé immeuble Etoile Richter au 45 place Ernest Granier, 34960 Montpellier Cedex 2, représentée par son Directeur Général, M. Thierry LAGET,
- La Société d'Equipeement de la Région de Montpellier, dont le siège social est situé immeuble Etoile Richter au 45 place Ernest Granier, 34960 Montpellier Cedex 2, représentée par son Directeur Général, M. Thierry LAGET,
- La Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier, dont le siège social est situé Hôtel Saint-Côme au 32 Gd Rue Jean Moulin, 34000 Montpellier représenté par son Président André DELJARRY,
- Le Chambre Départementale des Notaires de l'Hérault, dont le siège social est situé Parc Euromédecine au 565 avenue des Apothicaires, 34196 Montpellier Cedex 5, représenté par le Président de l'Hérault, Maitre Jean-Philippe ANDRIEU,
- L'Ordre des Avocats du Barreau de Montpellier, dont le siège social est situé Maison des Avocats au 14 rue Marcel de Serres, CS49503 34961 Montpellier Cedex, représenté par son Bâtonnier, Maitre Michèle TISSEYRE,
- La Fédération des Promoteurs Immobiliers Languedoc Roussillon, dont le siège social est situé, Immeuble Le Cristal au 1475 avenue Albert-Einstein, 34000 Montpellier, représenté par son Président, Xavier BRINGER,
- La FNAIM Hérault, dont le siège social est situé au 455, rue Alfred Sauvy Immeuble Le Lancaster, 34470 Pérols, représenté par son Président, Bruno CASSIN,
- L'Ordre des Experts Comptables, Conseil régional de Montpellier, dont le siège social est situé au 661 rue Louis Lépine – BP 31175 – 34009 Montpellier Cedex 1 représenté par Pascal RESPLANDY
- Arthur Loyd, SARL IE Sud Montpellier, dont le siège social est situé Immeuble Olympie au 91 rue de Thor à Montpellier (34000), représentée par son Directeur M. Michel PEINADO,

- Action Sud Commerces, dont le siège social est localisé, 113 r Raymond Recouly à 34070 MONTPELLIER, représenté par son directeur Philippe MONTEIL
- Cabinet Michel Simond, dont le siège social est localisé Golf de Montpellier Massane - L'Orée des Mas, 34670 BAILLARGUESreprésenté par son directeur Christophe BELLIVIER
- CENTURY 21 Mercom Transactions, dont le siège social est situé au 64 avenue du Pont Juvénal 34000 Montpellier, représenté par son co-gérant Marc THELENE
- Colliers Immobis Entreprises, dont le siège social est situé au 42, Place Vauban – Les Portes d'Antigone - 34000 Montpellier, représentée par son Gérant, M. Christian FIOL,
- Emplacement n°1, dont le siège social est situé au 7 Boulevard du Jeu de Paume, 34000 Montpellier, représenté par son directeur Cyril FERAUD
- Pierres Commerces, dont le siège social est localisé 12 rue de Verdun, 34000 Montpellier, représenté par ses dirigeants, Pierre OMS et Jacky MAOUDEAUX

Et d'autre part :

La Cellule Economique Régionale BTP du Languedoc-Roussillon, dont le siège social est situé au 520 allée Henri II de Montmorency à Montpellier Cedex (34064), représentée par son Président en exercice, Jean-Claude DEPOISIER, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en vertu Conseil d'Administration de la CER en date du 3 avril 2012.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Création de l'observatoire

A l'initiative de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les parties signataires de la présente convention de partenariat créent l'« Observatoire de l'Immobilier du Commerce de l'Agglomération de Montpellier et de son aire urbaine ».

Cet observatoire associe divers partenaires comme l'Agglomération de Montpellier, la Ville de Montpellier, la Saam, la Serm, la CCI Montpellier, les professionnels de l'immobilier, les promoteurs, les notaires, les avocats, les experts immobiliers....

Il bénéficie en outre du concours de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier.

Son objet est de fournir une information sur le montant des transactions (loyers, valeur locative Grande Enseigne et murs), qui, via un référentiel par localisation et activité puisse permettre :

- de faciliter la connaissance du marché de l'Immobilier du Commerce et sa régulation,

- d'être un outil d'aide à la décision en matière de programmation, de réalisation et de mise sur le marché de produits nouveaux pour l'accueil d'activités tant pour les collectivités territoriales que pour les opérateurs privés,
- de répondre aux demandes d'implantation d'activités nouvelles ou aux besoins des commerces déjà installés,
- d'anticiper l'évolution de la demande.

Le territoire couvert correspond à la réalité économique du marché montpelliérain de l'immobilier du commerce.

Le fonctionnement de l'observatoire est assuré par la Cellule Economique Régionale du Bâtiment et des Travaux Publics Languedoc-Roussillon (CERBTPLR), qui s'engage en ce domaine à partir des informations fournies par les parties.

L'observatoire réalise une analyse des transactions en Immobilier du Commerce deux fois par an.

Article 2 : Fonctionnement de l'observatoire

Article 2.1 : Rôle de la CERBTPLR

L'« Observatoire de l'Immobilier du Commerce de l'Agglomération de Montpellier et de son aire urbaine » est animé par la CERBTPLR compte tenu de son expérience et de son indépendance dans le domaine traité.

La CERBTPLR, association "loi 1901", est un carrefour d'échanges et d'aide à la décision dans le secteur du BTP. Structure légère d'animation et de production, elle associe des organismes professionnels (bâtiment, Travaux Publics, production de matériaux), des maîtres d'ouvrage publics et privés du logement, des maîtres d'œuvre, des organismes financiers spécialisés dans le financement des ouvrages et des entreprises, des administrations, des collectivités.

Plusieurs missions lui sont assignées :

- fournir aux professionnels des instruments pour définir leur politique de développement,
- éclairer les décisions de l'Administration à partir de la connaissance des marchés et de l'appareil de production,
- faciliter la concertation et le dialogue entre les divers partenaires du BTP,
- être un organe d'information et de réflexion, à disposition des instances régionales

La Cellule intervient selon différents modes :

- conduite d'études,
- suivi de la conjoncture régionale et départementale,
- animation d'observatoires (emploi formation BTP, immobilier d'entreprises)
- organisation de journées thématiques.

Ainsi, de par sa structure, sa représentativité de l'ensemble des intervenants de la filière BTP, son indépendance et sa neutralité, la CERBTPLR présente toutes les garanties pour assurer le fonctionnement de l'« Observatoire de l'Immobilier du Commerce de l'Agglomération de Montpellier et de son aire urbaine »

Article 2.2 : Comité de suivi

Un comité de suivi est mis en place. Il regroupe les opérateurs techniques représentants les signataires de la présente convention. La liste de ces opérateurs est jointe à la présente convention (annexe 1). L'animation de ce comité est assurée par la CERBTPLR, sa coordination par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il se réunit :

- aussi souvent que nécessaire pour élaborer cette analyse, sous la responsabilité de la CERBTPLR.
- au moins 1 fois par an pour réfléchir à l'évolution du marché de l'immobilier du commerce et de l'« Immobilier du Commerce de Montpellier et son agglomération », sous la responsabilité de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Article 3 : Information traitée

Article 3.1 : Nature de l'information traitée

Les informations recueillies et analysées par l'observatoire sont des informations statistiques et économiques, portant sur les transactions commerciales.

Les transactions sont appréciées sur des critères de localisation, de surfaces traitées et d'activité.

L'évaluation du montant des transactions au m2 pondéré se fonde sur trois critères : loyer, valeur locative Grande Enseigne et murs. :

Article 3.2 : Cadre d'exploitation de l'information

Les informations sur les transactions commerciales, confiées par les parties sont exploitées en vue d'analyses statistiques établies par la CERBTPLR pour l'« Observatoire de l'Immobilier du Commerce de l'Agglomération de Montpellier et de son aire urbaine »

Dans le cadre d'une exploitation quantitative des données, la CERBTPLR traite l'ensemble de ces éléments de manière agrégée.

L'ensemble des informations particulières à chaque transaction est consigné dans une base de données informatisée et protégée. La CERBTPLR respecte la confidentialité des informations non agrégées qui lui seront transmises.

Aucune information agrégée ne sera communiquée ou diffusée par la CERBTPLR ou les parties avant les présentations officielles des données prévues dans la présente convention. Passées ces présentations officielles, chaque partenaire pourra diffuser les informations agrégées à sa convenance en précisant la source suivante : l'« Observatoire de l'Immobilier du Commerce de l'Agglomération de Montpellier et de son aire urbaine »

Article 3.3 : Modalités de transfert et mise à jour des informations

Les parties transmettront à la CERBTPLR deux fois par an les informations nécessaires au fonctionnement dudit observatoire. La responsabilité de la CERBTPLR ne pourra être engagée dans le cas de défaillance d'un des opérateurs précités ou de retard de transmission des données.

Le transfert d'information se fait par envoi d'un fichier informatique Excel via e-mail courant de la semaine suivant chaque fin de semestre.

L'agrégation des données est effectuée par la CERBTPLR dès réception de toutes les données et la CERBTPLR s'engage à restituer semestriellement, dans les meilleurs délais aux parties, un tableau contenant les données agrégées (Annexe 2 : Grilles de saisies).

Article 4 : Territoire

Le territoire que les partenaires se proposent d'observer est celui déterminé par le tableau figurant en annexe 3. Il correspond à la réalité économique du marché montpelliérain de l'immobilier du commerce.

Rapporté aux 54 communes analysées, le découpage géographique s'articule autour de 4 types de territoires (centre ville de Montpellier, zones commerciales, quartier, village) eux-mêmes subdivisés en 4 en fonction d'un degré de commercialité décroissant. Au final, avec l'appui d'une zone spécifique tourisme, pas moins de 17 classes sont ainsi étudiées.

Ce territoire pourra être adapté par voie d'avenant notamment en fonction des évolutions économiques constatées.

Article 5 : Publicité des résultats d'analyse

Article 5.1 : Analyse des transactions commerciales

Les résultats statistiques agrégés feront l'objet d'une présentation écrite par la CERBTPLR avant la fin du 2ème mois suivant le semestre analysé.

Ces résultats statistiques (tableaux, graphiques...), seront complétés par des articles décrivant la vision du marché, rédigés par la CERBTPLR et validés par l'ensemble des partenaires.

Ce document constituera l'analyse de l'immobilier du commerce

Seront également mentionnés dans cette analyse :

- les noms et logo des partenaires financeurs de la présente convention, les logos des contributeurs seront de taille inférieure.
- l'origine de l'analyse : « Observatoire de l'Immobilier du Commerce de l'Agglomération de Montpellier et de son aire urbaine ».

Article 5.2 : Présentation publique

Une présentation publique de l'analyse de l'immobilier du commerce sera organisée au siège de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en présence de l'ensemble des partenaires.

Ce n'est qu'une fois cette présentation réalisée, que cette analyse ou les chiffres qui en sont issus pourront être communiqués, édités et /ou diffusés, partiellement ou en totalité, sur les supports des différents partenaires. Dans tous les cas la source de l'information « Observatoire de l'Immobilier du

Commerce de l'Agglomération de Montpellier et de son aire urbaine » devra être mentionnée, les logos, des partenaires participants devront être toujours lisibles.

Article 5.3 : Responsabilité de la CERBTPLR

La CERBTPLR n'est pas responsable des éventuelles inexactitudes concernant les informations publiées après validation.

Les parties ne pourront en aucun cas se retourner contre la CERBTPLR pour diffusion ou publication d'informations inexacts.

Article 6 : Participation financière

La mise en œuvre de l'« Observatoire de l'Immobilier du Commerce de l'Agglomération de Montpellier et de son aire urbaine » fera l'objet d'une évaluation financière par la CERBTPLR après réalisation d'une phase de test.

Le financement de l'observatoire se fera sur la base d'un budget prévisionnel annuel maximum estimé à 20 000 € TTC, selon la répartition suivante :

-	Communauté d'Agglomération de Montpellier	6.000 € TTC
-	Ville de Montpellier	3.000 € TTC
-	Société d'Equipeement de la Région de Montpellier	3.000 € TTC
-	Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier	2.000 € TTC
-	Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier	1.000 € TTC
-	Chambre Départementale des Notaires de l'Hérault	1.000 € TTC
-	Ordre des Avocats, Barreau de Montpellier	1.000 € TTC
-	Fédération des Promoteurs Immobiliers Languedoc Roussillon	1.000 € TTC
-	FNAIM Hérault	1.000 € TTC
-	Ordre des Experts Comptables	1.000 € TTC

Le budget de l'observatoire donnera lieu à des versements semestriels à l'issue de la phase de test pour la première année puis de chaque analyse.

Article 7 : Phase de test

La très grande diversité des modes de gestion de l'information par les nombreux opérateurs concernés rend nécessaire une phase de test préalable au lancement de cet observatoire qui sera réalisée dans le courant du deuxième semestre 2012.

Cette phase de test permettra de préciser les moyens à mettre en œuvre pour la mise en place de cet observatoire ainsi que son éventuel phasage et la nature exacte des prestations à réaliser.

A terme d'autres sources d'informations détenues par d'autres opérateurs devraient enrichir cet observatoire et conforter sa pertinence.

Une fois la phase de test réalisée, la présente convention pourra être modifiée, si nécessaire, par voie d'avenant.

Article 8 : Caractère intuitu personae du partenariat

La présente convention est réputée avoir été conclue en considération de chacun des signataires. C'est pourquoi, chacune des parties s'interdit de céder sa participation à la présente convention sans l'accord exprès et préalable des autres parties, qui n'ont pas à fournir de justification de leur décision.

Article 9 : Durée

Le partenariat entrera en vigueur à la date de signature des présentes et est conclu jusqu'au 31 décembre 2012. Il est renouvelable tacitement par périodes annuelles pour une durée de cinq ans, soit jusqu'au 31 décembre 2016.

Article 10 : Confidentialité

Chaque signataire s'engage à ne pas divulguer ni exploiter les informations dont il pourra avoir connaissance hors informations destinées à être publiées dans le cadre de la présente convention.

Article 11 : Loi applicable et différents

La présente convention, ainsi que les actes qui en seront la conséquence y compris les avenants éventuels, est soumise au droit français.

Tout conflit, problème d'interprétation ou d'exécution de la présente convention fera d'abord l'objet d'une tentative de règlement à l'amiable.

Toutes contestations relatives à l'exécution des présentes ou de leurs suites, seront de la compétence exclusive du Tribunal Administratif du siège de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Article 12 : Signatures

Le présent contrat comprend 23 pages (y compris les 3 annexes).

Fait à _____, le _____, en exemplaires originaux, chaque partie ayant reçu le sien dont 3 exemplaires pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**POUR LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DE
MONTPELLIER**

Le Président

Jean-Pierre MOURE

**POUR LA SOCIETE
D'AMENAGEMENT DE
L'AGGLOMERATION DE
MONTPELLIER ET LA SOCIETE
D'EQUIPEMENT DE LA REGION DE
MONTPELLIER**

Le Directeur Général

Thierry LAGET

POUR LA VILLE DE MONTPELLIER

Le Maire

Hélène MANDROUX

**POUR L'ORDRE DES AVOCATS
DU BARREAU DE MONTPELLIER**

Le Bâtonnier

Michèle TISSEYRE

POUR LA FNAIM HERAULT

Le Président

Bruno CASSIN

**POUR ARTHUR LOYD, SARL IE SUD
MONTPELLIER**

Le Directeur

Michel PEINADO

POUR CABINET MICHEL SIMOND

**POUR LA CHAMBRE DE
COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE
MONTPELLIER**

Le Président

André DELJARRY

**POUR LA CHAMBRE
DEPARTEMENTALE DES NOTAIRES
DE L'HERAULT**

Le Président de l'Hérault

Jean- Philippe ANDRIEU

**POUR LA FEDERATION DES
PROMOTEURS IMMOBILIERS
LANGUEDOC ROUSSILLON**

Le Président

Xavier BRINGER

**POUR COLLIERS IMMOBIS
ENTREPRISES**

Le Gérant

Christian FIOL

POUR EMPLACEMENT N°1

Le Directeur

Christophe BELLIVIER

POUR PIERRE ET COMMERCE

Les Dirigeants

Pierre OMS – Jacky MAOUEAUX

Ordre des Experts Comptables

Le Directeur

Cyril FERAUD

**POUR CENTURY 21MERCOM
TRANSACTION**

Le Cogérant

Marc THELENE

POUR ACTION SUD COMMERCE

Le Directeur

Philippe MONTEILS

**POUR LA CELLULE ECONOMIQUE
REGIONALE BTP DU LANGUEDOC-
ROUSSILLON**

Le Président

Jean-Claude DEPOISIER

Séance publique du lundi 17 décembre 2012

Convoqué le mardi 11 décembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 17 décembre 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Arnaud JULIEN, Gabrielle DELONCLE, Christian DUMONT, Claudine TROADEC-ROBERT.

Absents :

Mustapha MAJDOUL, Martine PETITOUT.

Convention d'exploitation du domaine public -Kiosque Boulangerie Pâtisserie - Désignation de l'exploitant - Décision - Autorisation

Marc DUFOUR rapporte :

Par délibération 2012/446 du 1er octobre 2012, la Ville a décidé la suppression du marché Esplanade et la création du marché Comédie. Cette décision entraîne par manque de place sur le nouveau marché la suppression d'étals alimentaires.

M Durandet, titulaire depuis 2003 d'un étal de boulangerie-pâtisserie sur le marché Esplanade ne pourra pas faire partie du nouveau marché. Il est proposé d'attribuer à M Durandet l'exploitation d'un des deux anciens kiosque à fleuriste laissé vacant afin qu'il continue l'activité exercée sur le marché.

La convention sera d'une durée de 6 ans renouvelable une fois par reconduction expresse des deux parties. La redevance annuelle sera d'un montant de 8 400 € indexé de 3 % par an. A l'issue de la première période 6 ans, il est convenu entre les deux parties de revoir les modalités et le montant de la redevance.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

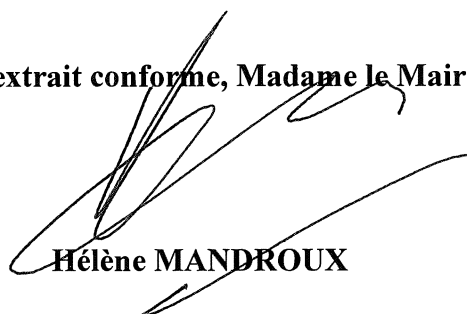
D'attribuer par convention d'occupation du domaine public l'exploitation d'un kiosque allée Paul Boulet à M. Durandet,

D'approuver le projet de convention joint,

D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document utile à l'affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

DIRECTION
DE L'ESPACE PUBLIC

**KIOSQUE BOULANGERIE
PATISSERIE**

**CONVENTION D'OCCUPATION DU
DOMAINE PUBLIC**

AFFAIRES ECONOMIQUES

ENTRE, d'une part :

- La Ville de Montpellier, domiciliée en Mairie de Montpellier, 1 place George Frêche - 34267 MONTPELLIER CEDEX représentée par Madame Hélène MANDROUX, son Maire, agissant en cette qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 2 avril 2008 désignée par les termes «*La Ville*» ou «*l'Administration municipale*»,

ET, d'autre part :

- La Maison Durandet 5 Place Alexis Laissac 34 000 Montpellier

désigné par les termes «*l'exploitant*» .

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 - Objet

La présente convention a pour objet, l'exploitation d'un kiosque situé allée Paul Boulet, à usage de dépôt de pain, pâtisserie et vente à emporter de sandwiches et boissons fraîches sans alcool.

L'exploitant se déclarant le bien connaître.

ARTICLE 2 – Régime juridique

Le régime étant celui de l'occupation du domaine public, l'exploitant ne pourra en aucune façon se prévaloir de la législation commerciale.

L'exploitant ne peut, sans autorisation préalable spéciale et écrite de la Ville, interrompre son exploitation même partiellement, ni céder ou sous-traiter tant à titre gratuit qu'onéreux tout ou partie de ses droits à l'exploitation de son établissement.

L'exploitation est acquise à titre personnel, non cessible et révocable.

ARTICLE 3 - Durée

La présente convention est conclue pour une durée de 6 ans à compter de la signature renouvelable une fois par reconduction expresse des deux parties.

ARTICLE 4 - Remise des lieux - Aménagement - Etat des lieux

Les lieux sont remis à l'exploitant avec, en aménagement intérieur :

- Un tableau électrique équipé d'un interrupteur différentiel bipolaire (monophasé) ou tétrapolaire (triphasé) réglé à 30 Ma.
- 3 coupes circuits à cartouche :
 - o 1 de 5 A éclairages uniquement
 - o 1 de 20A appareils
 - o 1 de 32 A appareils
- Un conjoncteur téléphonique agréé France Télécom
- Une vanne quart de tour d'alimentation en eau potable en 15/21
- Une évacuation eaux usées en diamètre 50 avec siphon
- Un coffre bois pour groupe réfrigérant en 130 x 70 x 60 avec 2 grilles de ventilation sur l'extérieur 500 x 500 à ventelles anti vandalisme et anti oiseaux et rongeurs

L'exploitant prendra le local qui lui sera remis dans l'état où il se trouve sans pouvoir exercer aucun recours contre la Ville, ni faire aucune réclamation pour quelque cause que ce soit. Il sera fait un état des lieux contradictoire avant l'entrée dans les lieux. Au terme de la convention, l'inventaire initial sera amendé.

L'exploitant ne pourra faire aucune construction, démolition ou modification de ceux-ci sans le consentement express écrit de la Ville.

Il devra, en outre, souffrir, et sans indemnité, qu'elle qu'en soit la durée, les réparations qui seraient rendues nécessaires, étant entendu que la Ville s'efforcera de limiter, dans la mesure du possible, la gêne qu'elle pourrait causer.

L'exploitant effectuera les aménagements, les acquisitions et l'installation du matériel nécessaire à son exploitation à ses frais.

De même, ces travaux devront recevoir avant leur réception, l'accord de la Ville. L'état des lieux initial sera alors amendé.

L'exécution de ces travaux et aménagements, n'engagera que la seule responsabilité de l'exploitant, la responsabilité de la Ville ne pouvant être engagée à l'occasion du contrôle exercé par elle sur les projets d'aménagement et sur l'exécution des travaux effectués par l'exploitant.

La Ville se réserve le droit de faire remettre le local en l'état primitif aux frais et risques de l'exploitant, lorsque les travaux n'auront pas été approuvés par elle ou lorsqu'à la réception, ils ne correspondront pas au projet initial autorisé.

L'exploitant devra, ainsi que ses entrepreneurs, respecter les consignes qui leur seront données par les services compétents de la Ville pour le fonctionnement des chantiers.

La Ville prendra à sa charge toutes les réparations touchant au gros oeuvre qui seront rendus nécessaires consécutivement à une utilisation normale des lieux.

L'exploitant est tenu d'assurer toutes réparations dites locatives nécessaires pour maintenir les lieux concédés ainsi que les installations en bon état d'entretien.

Il répond des dégradations provenant sûrement par suite d'abus de jouissance et du fait de la clientèle. La Ville se réserve le droit de faire visiter les lieux à tout moment par toute personne de son choix et de prescrire à l'exploitant les travaux à effectuer pour le bon entretien de ces locaux et de leurs installations.

ARTICLE 5 - Charges du concessionnaire

L'exploitant aura à sa charge les consommations d'eau, d'électricité, de gaz et de téléphone. Il se chargera aussi des divers abonnements et contrats à souscrire auprès des concessionnaires et distributeurs habilités, de telle manière que la Ville ne puisse en aucun cas être recherchée ni contrainte de se substituer à lui.

Il acquittera sans aucun recours possible contre la Ville, les contributions personnelles mobilières, tous impôts et taxes de toute nature afférents à l'exploitation de son kiosque.

ARTICLE 6 - Assurances

L'exploitant devra assurer, selon les principes de droit commun :

- les risques locatifs liés à la mise à disposition des bâtiments objet de la présente convention ;
- ses propres responsabilités, pour les dommages causés aux tiers, liées à l'exercice de ses activités dans les locaux mis à disposition ;
- ses propres biens ;
- ses propres préjudices financiers (perte d'exploitation, perte de jouissance, etc...).

Aucune clause de renonciation à recours n'est applicable entre la collectivité, l'exploitant et leurs assureurs.

Dans le cas où l'activité exercée par l'exploitant dans les bâtiments objet de la présente convention entraîne, pour la collectivité propriétaire et/ou les autres occupants des bâtiments concernés, des surprimes au titre de leur contrat incendie, explosion, celles-ci seraient, après justification, à la charge de l'exploitant.

L'exploitant devra produire chaque année à la collectivité, une attestation de son assureur sanctionnant ces dispositions.

ARTICLE 7- Conditions financières

7-1 - Redevance et paiement

L'exploitant versera à la Ville une redevance dont le montant est fixé 8 400 Euros pour l'année 2013. Un prorata temporis sera appliqué pour 2012.

La redevance est exigible trimestriellement et à terme échu, soit au 31 mars, au 30 juin, au 30 septembre et 31 décembre.

Le montant et les modalités de la redevance seront revus à l'issue de la première période de 6 ans.

7-2 Dépôt de garantie

L'exploitant devra, à la signature de la convention et préalablement à son installation, justifier d'un cautionnement d'un montant de 8 400 €, soit personnellement et directement, soit par l'intermédiaire d'un établissement spécialisé (banque, établissement de crédit...).

Ce cautionnement garantira :

1°) la réparation des éventuels dommages considérés comme supérieurs à l'utilisation normale du kiosque ou de dégradations, la Ville faisant alors effectuer les travaux nécessaires à la remise en état ;

2°) le paiement de la redevance en cas de non paiement et de résiliation de la convention pour non respect de celle-ci ;

7-3 Révision du montant de la redevance

Le montant de la redevance sera majoré annuellement de 3 % au 1er janvier de chaque année à partir du 1^{er} janvier 2014.

ARTICLE 8 - Conditions générales d'exploitation

L'exploitant exercera son activité dans le respect des lois et règlements, notamment en matière d'hygiène, de salubrité, de sécurité et du droit du travail.

L'exploitant sera tenu d'ouvrir le kiosque **a minima** 5 jours par semaine de 10h à 19h.

Il est autorisé une fermeture cumulée pour congés de 5 semaines par an.

L'exploitant sera tenu de se conformer aux lois et décrets relatifs à l'affichage de prix et à l'étiquetage des denrées et marchandises. Les tarifs seront à la disposition de la clientèle.

Seule la vente à emporter est autorisée. Aucun équipement destiné à la consommation sur place n'est admis.

ARTICLE 9 - Fin de la Convention

9.1 - Obligation de l'exploitant à la fin de la convention

Au terme normal de la convention, l'exploitant devra avoir évacué les lieux et les laisser en bon état.

La Ville aura la faculté au cas par cas, d'opter soit pour le maintien dans les lieux des matériels et mobiliers mis en place par l'exploitant, soit pour leur suppression.

Si la Ville opte pour le maintien en place des matériels et mobiliers, elle remboursera à l'exploitant, ou obligera le ou les nouveaux exploitants, à lui rembourser, les dépenses exposées pour l'achat et la mise en place de ces matériels et mobiliers, « valeur à dire d'expert » ou rachat à l'amiable sur justificatifs fournis par l'exploitant.

Si la Ville opte pour la suppression des matériels et mobiliers, et à défaut pour l'exploitant d'en assurer l'enlèvement, il y sera procédé aux frais, risques et périls dudit exploitant.

9.2 - Résiliation de la convention

a) du fait de l'exploitant

La résiliation ne pourra être prononcée que si elle est justifiée par des circonstances graves ou exceptionnelles de nature à bouleverser les conditions matérielles ou économiques des activités autorisées. Dans tous les cas la demande devra être présentée, au moins 6 mois à l'avance, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à la Ville, assortie de toutes justifications utiles. Les conditions de rachat éventuel du matériel et du mobilier seront celles fixées à l'article 9.1.

b) du fait de la Ville

1 - Résiliation dans l'intérêt du service

La Ville pourra résilier à tout moment avant terme la convention dans l'intérêt du service moyennant un préavis de 3 mois pleins à dater de la notification donnée par lettre recommandée avec accusé de réception.

L'exploitant pourra alors obtenir une indemnité compensatrice sur la base des dépenses justifiées qu'il aura supportées pour l'aménagement des lieux mis à sa disposition. Un coefficient de vétusté de 15 % par an sera appliqué.

L'exploitant ne bénéficiant pas de la propriété commerciale, aucun dédommagement ne sera dû pour une quelconque perte de clientèle.

2 - Résiliation pour inobservation de la convention

En cas d'inobservation caractérisée de la présente convention et après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, non suivie d'effets dans le délai d'un mois à dater de la réception de celle-ci, en cas de non paiement ou paiement partiel de la redevance pendant six mois consécutifs minimum ou en cas de gestion défectueuse ou de mauvaise tenue générale de l'établissement, ce dont la Ville sera seul juge, celle-ci peut résilier la convention par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant le respect d'un préavis de un mois.

En cas de résiliation prononcée en application du présent paragraphe, aucune indemnisation ne sera versée au concessionnaire.

La Ville se réserve en outre le droit de demander au tribunal compétent réparation du préjudice subit.

ARTICLE 10 - Domiciliation - Compétence juridictionnelle

Toutes les contestations qui pourraient naître de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention sont du ressort du Tribunal Administratif de Montpellier.

Pour l'exécution de toutes les clauses des présentes, l'exploitant fait élection de domicile dans les locaux visés par les présentes.

Montpellier, le

L'exploitant,

Pour la Ville,
Madame Le Maire

Hélène MANDROUX

Séance publique du lundi 17 décembre 2012

Convoqué le mardi 11 décembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 17 décembre 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Arnaud JULIEN, Gabrielle DELONCLE, Christian DUMONT, Claudine TROADEC-ROBERT.

Absents :

Mustapha MAJDOUL, Martine PETITOUT.

Adhésion au label "Ville engagée contre le SIDA"

Jacques TOUCHON rapporte :

Le label « Ville engagée contre le SIDA » est attribué par l'association Elus Locaux Contre le Sida (ELCS). L'association ELCS a été créée en 1995 par Jean-Luc ROMERO, sa finalité est de rappeler aux élus locaux et nationaux qu'ils ont le devoir de se mobiliser et doivent aussi être les militants de l'action contre le Sida, à un moment où l'on assiste à une démobilisation importante dans la lutte contre la maladie.

1. Pour sensibiliser les citoyens sur la nécessité de la prévention contre le Sida et sur la solidarité à l'égard des personnes séropositives ou ayant déclaré la maladie.
2. Pour mettre en oeuvre une politique de lutte contre le Sida planifiée sur la durée et dans la collectivité locale. Cette politique sera définie en concertation avec les pouvoirs publics, les intervenants locaux, les associations nationales et locales de lutte contre le Sida.

L'adhésion à ELCS implique :

- un engagement dans la lutte contre le sida (en accord avec le manifeste), en soutenant l'association et ses actions de terrain,
- la mise à disposition d'un permanent d'ELCS pour répondre aux questions de la collectivité adhérente en priorité,
- chaque année, en vue de la préparation des Etats Généraux des Elus Locaux Contre le Sida, l'organisation de réunions régionales et départementales afin de rencontrer les acteurs de la lutte contre le Sida, du monde politique, associatif et médical. Les XVII^e Etats Généraux des Elus Locaux Contre le Sida se sont déroulés le lundi 26 novembre 2012 à partir de 16h30 au Palais du Luxembourg à Paris,
- l'affichage du logo de la collectivité adhérente à ELCS,
- l'adhésion annuelle d'un montant de 400 € pour une ville de plus de 50.001 habitants.

Le label "Ville Engagée" contre le sida :

Ce label est apposé aux panneaux indicateurs à l'entrée de la ville. Il favorise la visibilité de l'engagement politique dans la lutte contre le sida.

Pour devenir "Ville engagée", il faut :

- soutenir la lutte contre le sida, en acceptant le manifeste joint en annexe "Manifeste des Elus Locaux Contre le Sida "
- soutenir l'action ELCS, en étant déjà collectivité adhérente ou en votant une subvention à l'association
- que le dossier soit accepté par ELCS.

Les actions déjà menées par la Ville de Montpellier :

La Ville de Montpellier a une politique volontariste dans la lutte contre le sida, elle mène déjà de nombreuses actions d'information, de prévention et d'actions de solidarité.

- La Ville, à travers le Service Communal d'Hygiène et de Santé, relaie chaque année avec l'ensemble des acteurs associatifs et institutionnels locaux, les grandes journées de sensibilisation que sont la Journée Mondiale de lutte contre le SIDA et le Sidaction. Elle a récemment accueilli la conférence de presse du « AIDES summer tour ».

- Le mois de décembre 2012 au sein de la Maison de la Prévention Santé sera entièrement dédié à la thématique "Mon corps, ma sexualité" au sein de laquelle la prévention du SIDA occupe une place centrale.

- Une distribution gratuite de préservatifs masculins et féminins est mise en place à la Maison de la Prévention Santé ainsi qu'à l'Espace Montpellier Jeunesse. Celle-ci s'accompagne d'une orientation des publics vers le Centre de Dépistage Anonyme et Gratuit (CDAG) du CHU (Saint Eloi).

- La Ville participe au groupe de travail du collectif SIDA piloté par l'Agence Régionale de Santé- Languedoc-Roussillon.

- Une page web entièrement dédiée à la sensibilisation à cette cause existe sur le site internet de la ville : <http://www.montpellier.fr/1195-le-sida.htm>

-Le CCAS a une convention d'aide et soins à domicile pour les personnes porteuses du VIH.

Le label "Ville Engagée" contre le sida permet une valorisation et une visibilité de l'engagement politique déjà pris par la Ville de Montpellier dans la lutte contre le Sida.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal pour l'année 2013 :

-d'approuver l'adhésion à l'association ELCS pour un montant de 400 (quatre cents) euros, le montant sera prélevé sur les lignes de crédit du Service Communal d'Hygiène et de Santé, nature 6281.

-d'autoriser la signature en ligne du "Manifeste des Elus Locaux Contre le Sida ", par M Jacques TOUCHON Adjoint délégué à la prévention, à l'environnement et à la santé.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 18/12/2012

Direction des Relations aux
Publics
Service Communal Hygiène
et Santé

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2012 / 576

Séance publique du lundi 17 décembre 2012

Convoqué le mardi 11 décembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 17 décembre 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Arnaud JULIEN, Gabrielle DELONCLE, Christian DUMONT, Claudine TROADEC-ROBERT.

Absents :

Mustapha MAJDOUL, Martine PETITOUT.

Charte du coeur de l'association RMC/BFM

Jacques TOUCHON rapporte :

L'arrêt cardiaque est responsable de 40 000 décès par an en France. Le taux de survie suite à un arrêt cardiaque diminue très rapidement, il peut être augmenté par l'utilisation rapide d'un défibrillateur automatique externe (DAE).

La Ville de Montpellier s'est équipée de 36 DAE répartis sur l'ensemble du territoire montpelliérain. Leur localisation est précisée sur des plaquettes de communication et sur le site internet de la Ville.

L'association RMC/BFM œuvre en faveur de la prévention et de l'information en santé publique. Elle a pour objectif de communiquer et de promouvoir l'implantation des DAE dans les lieux publics et les entreprises.

L'association RMC/BFM a mis au point une application gratuite pour smartphones intitulée « Arrêt cardiaque » qui permet de localiser les DAE à proximité.

Le référencement des DAE de la Ville de Montpellier dans cette application gratuite « Arrêt cardiaque » permettrait au grand public d'accéder rapidement au DAE le plus proche, augmentant considérablement les chances de survie de la victime.

Un tel dispositif permettrait également de valoriser la politique d'implantation municipale des DAE.

Le référencement des DAE dans l'application « Arrêt cardiaque » est soumis à la signature de la « Charte du cœur ». Cette charte a été signée par plusieurs villes françaises ainsi que par de nombreuses entreprises.

La signature de la « Charte du cœur » engage à :

- Sensibiliser et informer sur les risques cardiaques et les gestes qui sauvent en cas d'arrêt cardiaque ;
- Encourager l'apprentissage des gestes de premiers secours ;
- Installer des DAE sur le territoire ;

La Ville de Montpellier œuvre déjà en ce sens : elle fait partie du Réseau Français des Villes Santé de l'OMS ; signataire d'une charte de prévention et de prise en charge des maladies cardiovasculaires (Fédération Française

de Cardiologie) ; la Ville offre aux Montpelliérains des formations gratuites aux gestes de premiers secours et à l'utilisation d'un défibrillateur. De plus la Ville de Montpellier a équipé ses structures recevant du public de 36 DAE.

La signature de la « Charte du cœur » permettrait donc à la Ville de Montpellier de poursuivre sa politique volontariste en matière de santé publique, plus spécifiquement dans le domaine de la prise en charge des arrêts cardiaques.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer la « Charte du cœur »,
- d'autoriser le référencement des DAE de la Ville de Montpellier sur l'application gratuite pour smartphones « Arrêt cardiaque ».

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 18/12/2012

Séance publique du lundi 17 décembre 2012

Convoqué le mardi 11 décembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles du Conseil municipal, le lundi 17 décembre 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Arnaud JULIEN, Gabrielle DELONCLE, Christian DUMONT, Claudine TROADEC-ROBERT.

Absents :

Mustapha MAJDOUL, Martine PETITOUT.

CCAS de Montpellier Réaffectation des locaux de SAINT-CÔME 13, rue de l'Ecole Normale

Christiane FOURTEAU rapporte :

Depuis 1988, le CCAS de Montpellier est propriétaire de locaux dit "Saint Côme" situés 13, rue de l'Ecole Normale. Jusqu'au mois de mai 2011, ces bâtiments étaient affectés à l'accueil des personnes âgées. Afin de répondre à la dépendance toujours plus lourde de ce public, une étude a été menée en 2006 sur ce bâtiment.

Les conclusions ont révélé que la mise aux normes et l'adaptation aux nécessités de prise en charge des aînés induisaient un coût supérieur à la construction d'un nouvel établissement. La décision a donc été prise de construire un nouvel EHPAD Françoise GAUFFIER qui a ouvert ses portes en mai 2011. Située dans le quartier d'Ovalie, cette construction moderne et fonctionnelle donne la possibilité aux seniors les plus dépendants d'accéder aux services et soins dont ils ont besoin à des tarifs accessibles pour les plus démunis. Cette nouvelle structure de 75 lits a permis le transfert des résidents de Saint Côme et l'ouverture de 24 lits réservés aux personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer.

En application du code des Affaires Sociales et des Familles, le Centre Communal d'Action Sociale anime une action générale de prévention et de développement social dans la commune. Aussi, dans un contexte de crise économique, il paraît judicieux d'employer au mieux les ressources du CCAS, notamment les locaux de Saint-Côme, pour les besoins des montpelliérains en situation précaire.

En conséquence, il appartient au Conseil Municipal de se prononcer sur le changement d'affectation de ce bâtiment conformément aux dispositions L123-8 CASF et L2241-5 CGCT.

Le projet de réaménagement adopté à l'unanimité par le Conseil d'Administration du CCAS lors de sa séance du 19 septembre 2012 comprend deux parties, l'une permettant le redéploiement des certains services du CCAS et la création d'un véritable pôle d'action gérontologique, l'autre étant affectée à l'ouverture d'une résidence sociale à destination des publics montpelliérains précaires.

Maintien du lien social et prévention de la dépendance pour les personnes âgées : création d'un pôle gérontologique de maintien à domicile

La première porte sur la partie plus récente du bâtiment et prévoit le regroupement des trois services de la direction des services à la personne (DSP), à savoir le service d'aide à domicile (SAD), le service de soins infirmiers à domicile (SSIAD) et le service social de la Maison des seniors, actuellement situé rue Ferdinand Fabre. Le dernier étage du bâtiment serait destiné à accueillir la salle de formation des personnels du CCAS actuellement implanté au Mas BEL JUEL.

En collaboration avec les autres directions du CCAS, au premier rang desquelles la direction de l'âge d'or (DAO) et la direction des établissements pour personnes âgées (DEPA), seraient développées des activités sociales, d'accueil, d'information, de coordination gérontologique et de loisirs permettant le maintien du lien social, la prévention de la dépendance et l'aide aux aidants familiaux dans le cadre des dispositifs mis en œuvre au plan national et soutenu par l'Agence Régionale de Santé.

Création d'une résidence sociale

L'autre partie du bâtiment, l'aile la plus ancienne, permettra l'ouverture d'une résidence sociale qui conformément aux textes s'orientera vers l'accueil de divers publics montpelliérains en situation d'isolement et connaissant une situation sociale précaire :

- Jeunes isolés en formation ou en parcours d'apprentissage, dé-cohabitant, en rupture familiale qui ne peuvent accéder à un premier logement car en situation précaire ;
- Personnes logeant en habitat insalubre ou frappé de péril, hébergées chez des tiers, en rupture familiale, souvent bénéficiant de minima sociaux et ne pouvant accéder à un logement ordinaire ;
- Travailleurs en mobilité professionnelle qui n'arrivent pas à accéder à un logement "ordinaire" du fait d'une situation sociale difficile et/ou de ressources modestes

De plus, sans porter atteinte à la diversité des résidents, certains logements pourraient être réservés au public vieillissant, afin de créer des synergies avec le pôle de maintien à domicile voisin, entre autres un système de mutualisation des services d'aide à la personne.

Ce projet sera confié à la société d'économie mixte ADOMA (ex SONACOTRA), partenaire historique du CCAS pour la gestion du Foyer du Bosquet à la Mosson et gestionnaire par ailleurs du Foyer du Lavandin, rue du Père Soulas et de la pension de Famille FERMAUD-MERCI.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De se prononcer sur le changement d'affectation des locaux de la résidence Saint-Côme en vue d'engager dans les meilleurs délais les études et travaux pour la réalisation des projets à caractère social portés par le Centre Communal d'Action Sociale

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 18/12/2012

Séance publique du lundi 17 décembre 2012

Convoqué le mardi 11 décembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 17 décembre 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Arnaud JULIEN, Gabrielle DELONCLE, Christian DUMONT, Claudine TROADEC-ROBERT.

Absents :

Mustapha MAJDOUL, Martine PETITOUT.

Délégation de Service Public Parking Laissac Choix du délégataire

Philippe THINES rapporte :

Par délibération du Conseil Municipal du 22 décembre 2008, la Ville a confié à la société des Transports de l'Agglomération de Montpellier (TaM) l'exploitation du parc de stationnement Laissac pour une durée de 3 ans.

Suite à une procédure de renouvellement infructueuse, un avenant de prolongation d'une durée d'un an a été conclu avec le délégataire. Le principe de cet avenant a été adopté en Conseil municipal le 16 décembre 2011.

Par délibération du 7 novembre 2011, après avoir recueilli les avis du Comité Technique Paritaire et de la Commission Consultative des Services Publics Locaux, le Conseil municipal a approuvé le principe de la gestion et de l'exploitation du parc de stationnement Laissac dans le cadre d'une délégation de service public et autorisé le lancement d'une procédure de désignation du futur délégataire en application des articles L 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Suite aux formalités de publicité, la Commission de délégation de service public réunie le 10 avril 2012 a ouvert les plis contenant les candidatures de quatre sociétés : URBIS, EFFIA, VINCI et TaM.

Après analyse de ces candidatures la Commission de délégation de service public réunie le 24 avril 2012, a retenu les quatre candidatures. Un cahier des charges contenant l'ensemble des prescriptions de la Ville a été envoyé aux quatre sociétés. Trois candidats ont fait parvenir leur offre dans les délais impartis. La société Urbis Park s'est excusée.

La Commission, dans son rapport motivé d'analyse des offres du 1^{er} octobre 2012, a proposé d'entamer des négociations avec les sociétés TaM et EFFIA et de ne pas retenir l'offre de la société VINCI.

Après étude et discussions, la proposition de TaM s'est révélée intéressante pour la Ville. En effet, le parking Laissac souffrant d'une mauvaise image, la Ville a porté une attention toute particulière aux engagements du futur délégataire en matière de maintenance et d'entretien du parking. Dans son offre, TaM a su répondre aux attentes de la Ville, en insistant sur l'entretien, le nettoyage et la remise en peinture du parking. A cela s'ajoute un niveau de redevances satisfaisant. Mme le Maire propose donc de retenir la société TaM.

Les caractéristiques de la convention retenue sont les suivantes :

- une durée de 3 ans dont l'échéance est fixée au 31 décembre 2015 ;
- une redevance composée d'une partie fixe garantie s'élevant annuellement à 135 000 €, d'une redevance variable correspondant à 7% du chiffre d'affaires réalisé dès le premier euro, et d'une redevance de contrôle d'un montant annuel de 5 000€. Il ressort du compte d'exploitation prévisionnel, joint en annexe du contrat, que le montant net cumulé de redevance qui sera versé à la Ville est estimé à 572 527 € dont 419 340 € de redevance fixe ;
- une politique tarifaire maintenant les formules d'abonnement existantes (résidants, forfait Grand Cœur, travail) aux tarifs actuels. Pour les usagers horaires, le fractionnement à la demi-heure sur les 3 heures suivant la première heure est conservé.

Dans ces conditions, l'économie générale du contrat apparaît très satisfaisante, TaM assurant, dans le cadre d'une exploitation équilibrée, au-delà d'une redevance significative pour la Ville, une amélioration de la qualité du service rendu aux usagers à hauteur des attentes de la Municipalité, en parallèle de tarifs et abonnements attractifs.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'autoriser Mme le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer avec TaM le contrat de délégation de service public annexé à la présente délibération ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

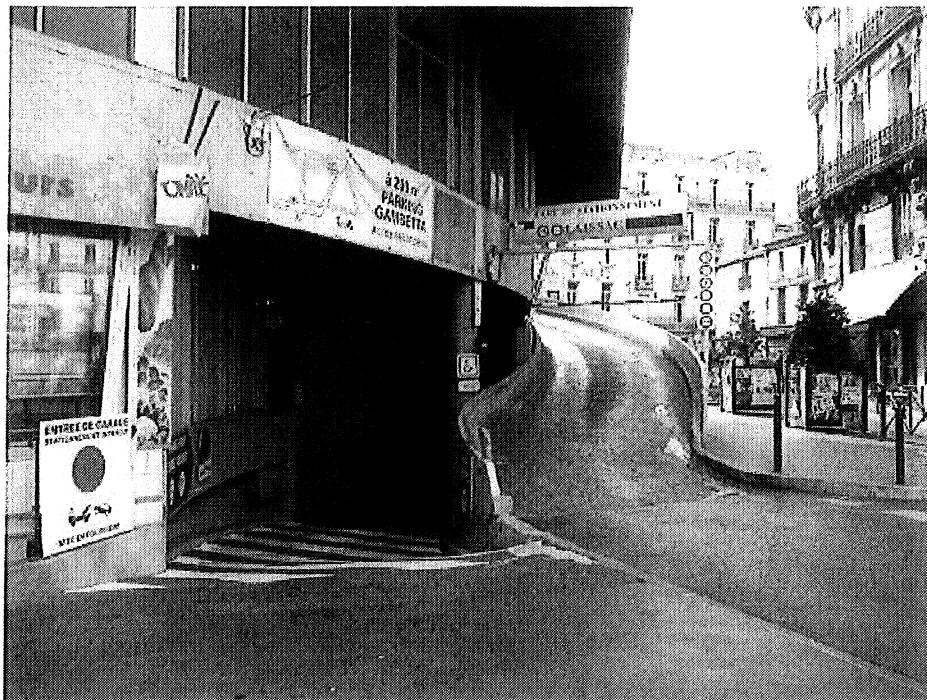
Hélène MANDROUX



Publiée le : 18/12/2012

Délégation de Service Public

Parking Laissac



RAPPORT SUR LE CHOIX DU DELEGATAIRE

Préambule

Le Parc de stationnement Alexandre Laissac a été construit dans le cadre d'une convention de concession approuvée par le Conseil Municipal de Montpellier le 3 Février 1966.

C'est un parc en élévation situé place Laissac à Montpellier. Il fait partie d'un ensemble immobilier qui comprend également un marché « Les Halles Laissac ».

La capacité globale du parking est d'environ 265 places de stationnement réparties sur 5 niveaux et un sous-sol. Depuis février 2011, 12 places sont neutralisées pour des raisons de sécurité.

Le parking Laissac sera probablement démoli en 2016. Un nouveau parking sera édifié dans le secteur du Nouveau St Roch. C'est pourquoi la Ville a choisi une durée de convention de 3 ans, ce qui est relativement court.

Actuellement, l'exploitation de ce parking est assurée par la Société Anonyme d'Economie Mixte Transports de l'Agglomération de Montpellier dans le cadre d'une convention de délégation de service public arrivant à échéance le 31/12/2012.

La Ville de Montpellier, par délibération du 7 novembre 2011, a approuvé le principe de l'exploitation du parking Laissac dans le cadre d'une délégation de service public et décidé le lancement de la procédure de mise en concurrence conformément aux articles L.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, après avoir recueilli les avis de la CCSP et du CTP.

A cet effet, la Ville de Montpellier a envoyé le 23 janvier 2012, un avis d'appel public à la concurrence au BOAMP, Midi Libre et Moniteur des Travaux Publics. La date limite de remise des candidatures était fixée au 2 mars 2012.

Après analyse des candidatures la Commission de délégation de service public réunie le 24 avril 2012, a retenu les candidatures de 4 sociétés : EFFIA, Vinci, Urbis Park et TaM.

Un cahier des charges contenant l'ensemble des prescriptions de la Ville a été envoyé à ces 4 sociétés. Trois candidats ont fait parvenir leur offre dans les délais impartis. La société Urbis Park s'est excusée.

La Commission de délégation de service public s'est réunie le 23 juillet 2012 afin de procéder à l'ouverture des offres.

À l'issue de l'analyse des offres, et suivant l'avis de la Commission de Délégation de Service Public du 01 octobre 2012, il a été décidé d'engager les négociations avec la Société EFFIA et la société TAM et de ne pas retenir la société VINCI.

Les réunions de négociations se sont tenues le 12 octobre 2012. À l'issue de ces réunions, les candidats ont été invités à remettre une nouvelle proposition.

Le présent rapport fait état du contenu des nouvelles offres modifiées en fonction des remarques émises lors des auditions du 12 octobre, et analyse les offres au vu des critères suivants :

- La qualité du service à l'utilisateur et des moyens mis en œuvre pour exécuter les missions de la délégation, et plus généralement la valeur technique de l'offre ;
- Le montant détaillé de redevance ;

- La pertinence du montage financier de la délégation, les conditions économiques et financières ;
- Le niveau des garanties apportées pour assurer le maintien des biens en parfait état ;
- Les moyens mis en œuvre pour assurer la transparence financière des comptes de la délégation.

Ce rapport a pour objet de présenter les motifs du choix de l'entreprise délégataire ainsi que l'économie générale du contrat.

OBJET DES NEGOCIATIONS

Les points abordés pendant les négociations sont les suivants :

Pour TaM

- 1/ Possibilité de prévoir des travaux d'embellissement (peinture) en début de contrat ;
- 2/ Maintien de la grille tarifaire actuelle afin de préserver l'attractivité du parking ;
- 3/ Révision du niveau de la redevance fixe à la hausse, et de proposer un seuil de déclenchement de la part variable de la redevance moins élevé ;
- 4/ Précisions sur les charges d'exploitation mentionnées dans l'offre.

1/ La société TaM propose de repeindre 2 fois/an les escaliers et les murs de la terrasse. Une première reprise de peinture se fera dès l'entrée dans les lieux.

De plus, elle prendra à sa charge le décollage des affiches et le nettoyage des graffitis sur les rampes d'entrée et de sortie des véhicules.

Dans le cahier des prescriptions pour l'exploitation et l'entretien du parking, il est dit que le nettoyage des graffitis, autocollants et affiches dans l'ascenseur se fera une fois par semaine. Au niveau des escaliers, halls, tunnel piétons, emprise extérieur du parking, locaux extérieurs et vélo parc, le nettoyage se fera dès constatation.

Au vu du devenir incertain du parking, le candidat préconise de ne pas repeindre le sol du parking (coût élevé des travaux).

2/ TaM maintiendra les tarifs actuels en vigueur.

3/ Un effort a été fait par le candidat concernant la redevance fixe. Celle-ci passant de 100K€/an à 135K€/an.

Pour la part variable, il n'existe plus de seuil de déclenchement. Celle-ci se déclenche dès le 1^{er} euro du chiffre d'affaires réalisé. Elle représentera 7% du CA HT réalisé.

4/Les précisions concernant les charges d'exploitation ont été apportées.

Pour EFFIA

- 1/ Mesures à adopter en cas de dégradation (graffitis...) ou de vandalisme dans le parking et si un budget est prévu à cet effet ;
- 2/Nouvelle proposition financière au vu de la grille tarifaire actualisée ;
- 3/ Précisions sur les charges d'exploitation mentionnées dans l'offre.

1/ La société EFFIA s'engage à reprendre autant que de besoin les travaux de nettoyage des graffitis. Les agents en poste de nuit et de week end auront pour mission ce nettoyage. Un budget de 13K€/an est prévu en cas de nécessité de faire appel à une entreprise extérieure (location nacelle par exemple). Il peut s'agir du décollage d'affiches sur les murs extérieurs du parking.

2/ Un effort a été fait sur les niveaux de redevances. Désormais, la part fixe se monte à 180K€/an au lieu de 165K€/an.

Concernant la part variable :

- Si le CA annuel réalisé est compris entre 515K€ et 665K€ HT, la redevance variable sera égale à 10% de la part du chiffre d'affaires supérieur à 500K€. Dans la précédente offre, le déclenché était à 500K€.

- Si le CA annuel réalisé est supérieur à 665K€ la redevance variable sera égale à la somme de 10% de la part de CA comprise entre 515K€ et 665K€ et de 50% de la part de CA supérieure à 665K€.

A noter : les seuils de déclenchement de la part variable ont été élevés de 15K€ chacun.

3/ Les précisions demandées sur les charges d'exploitation ont été apportées.

I. VALEUR TECHNIQUE DE L'OFFRE, QUALITE DU SERVICE A L'USAGER ET DES MOYENS MIS EN ŒUVRE POUR EXECUTER LES MISSIONS

1. LES TRAVAUX

A. Programme prévu au cahier des charges

L'ouvrage sera certainement démoli en 2016. C'est pourquoi, seuls des travaux nécessaires à la sécurité de l'ouvrage tels que la neutralisation de nouvelles places de stationnement ou à l'entretien courant seront entrepris.

Au vu de ces éléments, la Ville a choisi une durée de convention assez courte égale à 3 ans, du **01/01/2013** au **31/12/2015**.

Il n'était pas possible sur une durée aussi courte de réaliser des travaux lourds de réhabilitation du parc.

EFFIA : Le candidat prévoit, en début de délégation, des travaux de rafraîchissement (peinture au sol et signalétique) pour un montant de 20 000€.

- ✓ **TaM** : Le candidat prévoit une remise en peinture de l'escalier et des murs de la terrasse, au rythme de 2 fois par an. Une première mise en peinture aura lieu au moment de l'entrée dans les lieux.

Aucun des 2 candidats n'a envisagé de lourds travaux de rénovation comme convenu dans le document programme.

Cependant, **TaM** s'engage à repeindre 2 fois/an les escaliers et les murs de la terrasse. De son côté **EFFIA** propose de rafraîchir, en début de contrat, le parking en repeignant le sol et les éléments de signalétique. Sur les 3 ans de contrat, **TaM** aura repeint 6 fois les escaliers et les murs de la terrasse du parking tandis qu'**EFFIA** n'aura effectué qu'une seule remise en peinture en début de contrat.

B. Le niveau des garanties apportées pour assurer le maintien des biens en parfait état et entretien du parking.

TaM s'engage dans son offre à maintenir l'ouvrage et ses équipements dans un état satisfaisant en assurant l'entretien courant de sécurité jusqu'au terme du contrat. Les principes de la maintenance sont contenus dans un corpus normatif :

Norme européenne NF EN 13306 X 60-319 de juin 2001,

Norme NFX 60-010

Norme FD X60-000 de mai 2002.

La maintenance préventive et corrective de 1er niveau sera effectuée par les agents d'exploitation. **TaM** s'engage à faire respecter les délais usuels d'intervention des sociétés spécialisées pouvant intervenir sur le site. **TaM** réitère les délais d'intervention imposés

par la Ville dans le CCTP. Une structure spécialisée auditera annuellement le parking. Ce rapport pourra être transmis à la Ville sur simple demande.

Pour TaM, les travaux de niveaux I, II et III seront pris en charge par le délégataire. Les travaux de niveaux IV et V, ainsi que le coût des travaux de mise en conformité du gros œuvre, des installations et équipements et notamment : les gardes corps, l'étanchéité, les réseaux d'alimentation en eaux, les réseaux d'écoulement, le réseau d'incendie, les ascenseurs, le réseau électrique, seront pris en charge par la Ville. Un planning détaillé d'entretien des installations est fourni dans l'offre. Une structure spécialisée auditera chaque année le parking. Le rapport pourra être remis à la Ville.

Dans le cahier des prescriptions pour l'exploitation et l'entretien du parking, il est dit que le nettoyage des graffitis, autocollants et affiches dans l'ascenseur se fera une fois par semaine. Au niveau des escaliers, halls, tunnel piétons, emprise extérieur du parking, locaux extérieurs et vélo parc, le nettoyage se fera dès constatation. A cela s'ajoute l'entretien des rampes d'accès du parking (décollage d'affiches).

EFFIA détaille la maintenance des équipements. La maintenance préventive et corrective de 1er niveau (contrôle visuels pour le matériel de péage, niveau des consommables, unité centrale, extincteurs, détection incendie...) sera effectuée par les agents d'exploitation. Quand le personnel n'est pas en mesure de réparer la panne, une société chargée de la maintenance en temps réel sera mandatée. Le responsable du site suivra l'avancement des travaux par la société. Si rien n'est fait dans les délais, des pénalités seront affectées auprès de la société.

De plus, des travaux de nettoyage des graffitis seront entrepris autant de fois que nécessaires par les agents en poste la nuit et les week end.

Dans l'ensemble, les garanties proposées par les candidats pour assurer le maintien des équipements du parking en bon état sont satisfaisantes.

EFFIA procédera, durant toute la durée de la convention, à l'enlèvement des graffitis autant que de besoin.

Pour TaM, les graffitis seront enlevés dès constatation. TaM s'engage à entretenir en bon état les rampes d'accès du parking en procédant au décollage des affiches.

2. LA TARIFICATION

	€ TTC	Actuels	Effia	TaM
Tarification horaire	1h	2,10 €	2,10 €	2,10 €
	1h30	3,10 €	3,10 €	3,10 €
	2h	3,60 €	3,60 €	3,60 €
	2h30	4,60 €	4,60 €	4,60 €
	3h00	5,10 €	5,10 €	5,10 €
	3h30	6,30 €	6,30 €	6,30 €
	4h	7,30 €	7,30 €	7,30 €
	5h	8,00 €	8,00 €	8,00 €
	6h	9,60 €	9,60 €	9,60 €
	7h	10,80 €	10,80 €	10,80 €
	8h	11,80 €	11,80 €	11,80 €
	9h	12,80 €	12,80 €	12,80 €
	10h	13,80 €	13,80 €	13,80 €
	11h	14,50 €	14,50 €	14,50 €
	12h	15,10 €	15,10 €	15,10 €
	13h	15,60 €	15,60 €	15,60 €
	14h	16,10 €	16,10 €	16,10 €
	15h	17,20 €	17,20 €	17,20 €
	plafond 24h	18,30 €	18,30 €	18,30 €
	1h de 22h à 6h	0,60 €	0,60 €	0,60 €
	Ticket perdu			
Tarification abonnement	Forfait Grand Coeur	98,00 €	98,00 €	98,00 €
	AR Permanent	89,00 €	89,00 €	89,00 €
	AR Nuit +Dimanche et JF	41,00 €	41,00 €	41,00 €
	AR N-1	98,00 €	98,00 €	98,00 €
	AT Permanent	117,00 €	117,00 €	117,00 €
	AT N -1	124,00 €	124,00 €	124,00 €
Abonnement avec place dédiée	véhicule partage "MODULAUTO"		34,00 €	34,00 €
	véhicule électrique 4 roues + rechargement		40,00 €	40,00 €
forfait stationnement + liaison gare	1 jour	-		15,00 €
	2 jours	-	-	25,00 €
	3 jours	-	-	30,00 €
	4 jours	-	-	35,00 €
	5 jours	-	-	40,00 €
	6 jours	-	-	45,00 €
	7 jours	-	-	50,00 €
	8 jours	-	-	55,00 €
	9 jours	-	-	60,00 €
	10 jours	-	-	65,00 €
	Jour supplémentaire	-	-	5,00 €

- ✓ **EFFIA** : Le candidat EFFIA maintient la grille tarifaire actuelle.
- ✓ **TaM** : Le candidat TAM maintient la grille tarifaire actuelle.

Les deux candidats répondent aux attentes de la Ville.

3. LES CONDITIONS D'EXPLOITATION

Les conditions générales

Le document-programme impose une ouverture 24h/24 et 7j/7j avec présence permanente de personnel.

- ✓ **EFFIA** : La société EFFIA affecte 5 agents (dont 2 déjà en place avec l'actuel délégataire) à l'exploitation du parking. En plus de cet effectif, un maître chien sera présent le soir et la nuit. Le candidat s'engage s'il le faut à reprendre des agents en poste à ce jour
- ✓ **TaM** : La société TaM affecte 5,65 agents pour l'exploitation du parking. Il n'est pas fait appel à une société extérieure. Le candidat s'engage s'il le faut à reprendre des agents en poste à ce jour

Les conditions d'ouverture du parc de stationnement sont bien respectées par les 2 candidats.

Surveillance, gardiennage

- ✓ **EFFIA** : Le candidat fait appel à un maître chien pour effectuer des rondes la nuit.
- ✓ **TaM** : La surveillance s'effectuera par les agents en place.

Les offres sont satisfaisantes pour les deux candidats.

Le nettoyage

Pour **EFFIA**, le nettoyage de niveau 1 sera effectué par les agents en poste (vidage de corbeille, ramassage des déchets). Les autres opérations seront sous-traitées.

Pour **TaM**, toutes les tâches de nettoyage seront réalisées par les agents en poste.

Dans son offre, TaM a inclus un planning de nettoyage très précis.

Dans l'offre de **TaM**, les prestations de nettoyage sont largement développées avec un planning précis pour chaque tâche de nettoyage. Dans l'offre d'**EFFIA**, il est seulement dit que les tâches de niveau I seront prises en charge par le personnel et pour le reste, une entreprise spécialisée sera recrutée.

Les services aux usagers

Les 3 candidats proposent sensiblement les mêmes services.

Avec **TaM**, les clients bénéficieront des services suivants :

- Certification AFAQ AES
- Prêt de cabas/offre de sac
- Prêt de parapluie
- Kit de démarrage batterie
- Accompagnement à la place
- Le kiosque à journaux
- Recharge pour voiture électrique
- Place de courtoisie
- Garde d'équipements pour les 2 roues
- Auto partage

Avec **EFFIA**, les services seront les suivants :

- Certification ISO 9001
- Service clients téléphonique
- Enquête de satisfaction auprès de la clientèle
- Réservation de places par internet
- Places fair play (femme enceinte, sénior...)
- Accompagnement à la place
- Garde d'équipement 2 roues
- Journaux gratuits
- Aide au démarrage avec booster
- Prêt de parapluie
- Auto partage

EFFIA et **TaM**, ont mené une réflexion sur l'accessibilité et l'attractivité du parking.

En effet, **TaM** propose dans ses forfaits (au prix public) une liaison tramway stationnement/gare. A cela s'ajoute un affichage (avec l'accord de la gare) au niveau du local d'accueil du parking, des heures de départ et d'arrivée des trains. Et enfin, **TaM** suggère de renommer le parking Laissac/Gare afin d'attirer les usagers de la SNCF.

De son côté, **EFFIA** propose de reprendre la signalétique aux abords du parking afin de mieux diriger les clients. **EFFIA** est aussi gestionnaire du parking de la gare et propose d'indiquer aux clients, lorsque le parking de la gare est complet, la possibilité de se garer au parking Laissac.

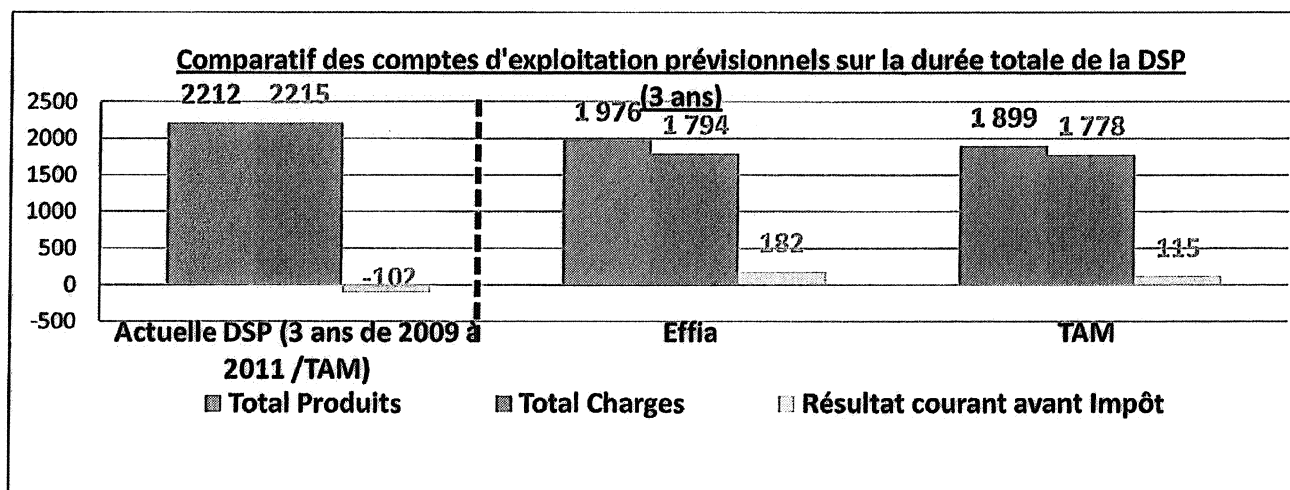
Les services offerts aux clients sont nombreux et quasiment similaires pour les 2 candidats.

La proposition de TaM d'intégrer le nouveau forfait gare-stationnement est très intéressante. Il permet de favoriser l'intermodalité, ce qui est en cohérence avec la politique de la Ville.

II. Analyse Financière et les moyens pour assurer la transparence financière des comptes de la délégation

A. Pertinence du montage financier de la délégation

- Les comptes d'exploitation prévisionnels :



- Concernant les recettes d'exploitation :

Le parking Laissac se situe dans une zone de requalification urbaine, ce qui a impacté fortement son activité en 2011.

Les projections de chiffre d'affaires sur les 3 ans proposées par les 2 candidats sont par conséquent inférieures au chiffre d'affaires global réalisé lors de la précédente délégation.

- ✓ **Effia** : la société Effia projette des recettes de 1 976 K€ HT sur les 3 ans du contrat de délégation (658 K€ HT de CA annuel moyen) soit 12 % de moins que l'actuelle DSP. Elles sont sensiblement plus optimistes que celles de TaM.
- ✓ **TaM** : la société TAM projette des recettes de 1 899 K€ HT sur les 3 ans du contrat de délégation (633 K€ HT de CA annuel moyen) soit 15.5 % de moins que l'actuelle DSP.

○ Concernant les charges d'exploitation :

Tableau comparatif des charges d'exploitation sur la durée de la DSP (3 ans)

En euros HT	DSP précédente (TAM) Cumul 3 ans	%	Effia Cumul 3 ans	%	TAM Cumul 3 ans	%
Achats de marchandises	0 €	0%	27 900 €	1%	0 €	0%
Achats de matières premières et autres	0 €	0%	68 100 €	4%	0 €	0%
Autres achats et charges externes	704 800 €	32%	235 232 €	13%	692 585 €	39%
Impôts et taxes	119 900 €	5%	134 182 €	7%	132 252 €	7%
Charges de personnel	488 600 €	22%	601 095 €	32%	399 832 €	22%
Dotat° aux amort	136 600 €	6%	40 038 €	2%	20 037 €	1%
Redevances versées à la Ville	766 000 €	35%	630 000 €	34%	552 900 €	31%
Autres charges		0%	135 173 €	7%		0%
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	2 215 900 €	100%	1 871 720 €	100%	1 797 606 €	100%

Les prévisions des charges d'exploitations sont en dessous des dépenses réalisées lors de la précédente délégation :

Pour les 2 candidats, les charges d'exploitation prévisionnelles sur 3 ans sont autour de 20% inférieures aux charges réalisées sur le même nombre d'exercice durant la précédente DSP.

Ceci s'explique principalement par un montant des redevances en baisse et des dotations aux amortissements en nette diminution en raison d'investissement moindre sur la nouvelle DSP (seule une reprise de VNC).

Tableau comparatif des charges d'exploitation hors redevances et hors dotations sur la durée de la DSP (3 ans)

En euros HT	DSP précédente (TAM) Cumul 3 ans	%	Effia Cumul 3 ans	%	TAM Cumul 3 ans	%
Achats de marchandises	0 €	0%	27 900 €	2%	0 €	0%
Achats de matières premières et autres	0 €	0%	68 100 €	6%	0 €	0%
Autres achats et charges externes	704 800 €	54%	235 232 €	20%	692 585 €	57%
Impôts, taxes et versements assimilés	119 900 €	9%	134 182 €	11%	132 252 €	11%
Salaires et traitements + Charges Sociales	488 600 €	37%	601 095 €	50%	399 832 €	33%
Autres charges		0%	135 173 €	11%		0%
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	1 313 300 €	100%	1 201 682 €	100%	1 224 669 €	100%

Les charges d'exploitation doivent être comparées dans leur globalité car les choix de gestion et de rattachement sont propres à chaque candidat.

Les prévisions de charges d'exploitation hors redevances et dotations des deux candidats sont très proches 1 201K€ HT pour Effia et 1 224 K€HT pour TaM. Elles sont près de 9% inférieures à la précédente DSP sur la même durée (3 ans) pour des prévisions d'activité en diminution d'environ 15 %.

○ **Investissement et Amortissement**

Le délégataire assurera la prise en charge financière de la somme correspondante aux travaux de mise en sécurité du parking effectués ces dernières années.

Le montant de la valeur nette comptable de ces investissements est évalué à ce jour au montant de 20 038,64 € HT.

- ✓ **Effia** : Le candidat Effia prévoit 20K€ d'investissement supplémentaire pour la remise en état du parking (peinture au sol et signalétique).

○ **Concernant le résultat courant avant impôt.**

Les deux candidats présentent des budgets prévisionnels avec un solde positif du résultat courant avant impôt. Il est à hauteur de 182 K€ pour Effia soit du 9.2 % CA HT global et de 115 K€ soit 6% pour TaM. Ce solde positif est une mesure de sécurité en cas de sous évaluations de certaines dépenses ou d'une activité en dessous des prévisions en raison de l'actualité du parking.

B. Analyse des redevances proposées à la Ville :

Pour être conforme au cahier des charges de la délégation la proposition de chaque candidat doit comprendre :

1. Une redevance fixe
2. Une redevance variable en fonction du chiffre d'affaires réalisé (CA).
3. Une redevance de contrôle fixé à 5 000 euros annuel destiné à couvrir les charges supportées pour assurer le suivi et le contrôle de la Délégation,

➤ Tableau comparatif des offres de redevance

	DSP précédente (TAM)	Effia	TAM
Redevance Fixe	- 220 K€ HT en 2009, 230 K€ HT en 2010, 240 K€ HT en 2011 - Pour info : en 2012 (exercice fortement impacté par les travaux de la ligne 3 du tramway) la redevance fixe = 100 K€ HT.	180 K€ HT par an soit 540 K€ HT sur les 3 ans de contrat.	135 k€ HT soit 405 K€ HT indexé sur les 3 ans de contrat.
Redevance Variable	- 80% de la tranche du CAHT au-delà du seuil de déclenchement fixé à 670K€ en 2009, 700K€ en 2010, 730K€ en 2011. - En 2012 (exercice fortement impacté par les travaux de la ligne 3 du tramway) 90% de la tranche du chiffre d'affaire hors taxe (CAHT) au-delà du seuil de déclenchement fixé à 610 K€ HT.	- Si le CA annuel réalisé est compris entre 515 k€ et 665 k€ HT, la redevance variable sera égale à 10% de la part de chiffre d'affaires supérieure à 500 K€. - Si le CA annuel réalisé est supérieur à 665 K€ la redevance variable sera égale à la somme de 10% de la part de CA comprise entre 515 K€ et 665 K€ et de 50% de la part de chiffre d'affaires supérieure à 665 K€.	7% du CA HT réalisé
Redevance de contrôle	Nulle	5 K€ HT par an soit 15 K€ HT sur les 3 ans de contrat	5 K€ HT par an soit 15 K€ HT sur les 3 ans de contrat
Total redevances perçues sur les 3 années selon estimations CA HT candidats	766 K€ HT sur 3 ans de 2009 à 2011	CAHT = 680 K€ HT R = 630 K€ HT	CAHT = 633 K€ HT R = 553 K€ HT
Total redevances perçues pour 630 K€ de CA HT annuel.		589 K€ HT	553 K€ HT
Total redevances perçues pour 680 K€ de CA HT annuel.		630 K€ HT	556 K€ HT
% Redevance fixe + redevance contrôle / Total des redevances	90%	88%	75%

La comparaison des niveaux de redevances que percevrait la Ville doit être établie à partir d'un niveau de CA HT identique en raison d'une redevance variable calculée en fonction du CA HT réalisé. La comparaison des redevances proposées s'effectue sur une base de CA HT basse de 630 K€ de CA HT annuel soit 1 890 K€ de CA HT sur la durée de la DSP et d'une base de CA HT haute de 680 K€ de CA HT annuel soit 2 040 K€ de CA HT sur la durée de la DSP.

- ✓ **Effia** : L'offre d'Effia se compose de la redevance de contrôle de 5 000 € annuel conforme au document programme, d'une redevance fixe de 540 K€ HT sur la DSP (180 K€ annuel) et de la redevance variable qui se déclenche selon les modalités suivantes :

- Si le CA annuel réalisé est compris entre 515 k€ et 665 k€, la redevance variable sera égale à 10% de la part de chiffre d'affaires supérieure à 515 K€.
- Si le CA annuel réalisé est supérieure à 665 K€ la redevance variable sera égale à la somme de 10% de la part de CA comprise entre 515 K€ et 665 K€ et de 50% de la part de chiffre d'affaires supérieure à 665 K€.

Sur la base d'un CA HT annuel de 630 K€, la Ville de Montpellier percevrait 589 K€ de redevances sur la durée totale de la DSP et 630 K€ de redevances pour un CA HT annuel de 680 K€. Le montant des redevances fixe et de contrôle représentent 88 % du montant total des redevances perçues.

- ✓ **TaM** : la Société TaM propose une redevance fixe de 135 K€ annuel soit 405 K€ (indexée) sur la durée de la DSP, une redevance variable de 7% du CA HT réalisé qui est estimé par le candidat à hauteur de 132 K€ sur les 3 ans du contrat et une redevance de contrôle de 5 000 € annuel conforme au document programme.

Sur la base d'un CA HT annuel de 630 K€, la Ville de Montpellier percevrait 553 K€ de redevances sur la durée totale de la DSP et 556 K€ de redevances pour un CA HT annuel de 680 K€. Le montant des redevances fixe et de contrôle représentent 75 % du montant total des redevances perçues.

En termes de potentiel de redevances pour la ville, le candidat Effia propose l'offre la plus intéressante avec une redevance supérieure de 13 % à celle de TaM et dont la part fixe représente 88% contre 75% pour la proposition de TaM.

III. SYNTHÈSE ET CONCLUSION

DSP Laissac	TaM	EFFIA	AVIS
Travaux	TaM s'engage à repeindre, au maximum 2 fois/an, les murs de la terrasse et les escaliers en cas de dégradation.	20 000€ pour la remise en état du parking en début de délégation (peinture sol + signalétique).	EFFIA propose d'investir 20 000€ en début de contrat afin de remettre en peinture le sol et la signalétique du parking. L'offre de TaM est meilleure dans la mesure où elle s'engage à repeindre au maximum 6 fois l'escalier et les murs de la terrasse durant les 3 ans du contrat.
Maintenance des équipements et entretien du parking	<p>Prise en charge des travaux de maintenance de niveaux 1 à 4.</p> <p>Recours à une entreprise spécialisée pour la maintenance préventive et la maintenance corrective des équipements de niveaux de 2 à 4. L'enlèvement des graffitis se fera dès constatation. TaM a inclut dans son périmètre d'intervention le nettoyage des rampes d'accès du parking en procédant au décollage des affiches.</p>	<p>Les opérations de maintenance de niveau 1 seront réalisées par les agents. Pour le reste, il sera fait appel à une société spécialisée. Reprise des peintures autant de fois sur nécessaire en cas de graffitis. 13K€/an sont prévus en cas d'appel à une société extérieure pour décoller des affiches sur les murs extérieurs par exemple.</p>	<p>TaM propose un niveau d'entretien du parking très satisfaisant en incluant dans son offre, l'entretien des rampes d'accès au parking, le nettoyage des graffitis dès constatation.</p> <p>Concernant la maintenance des équipements, les offres des deux candidats sont équivalentes.</p>
Présence du personnel	<p>24h/24h - 7j/7j</p> <p>5,65ETP</p> <p>Pas de sous-traitance pour le travail de nuit.</p> <p>Une astreinte est mise en place.</p>	<p>24h/24h - 7j/7j</p> <p>Reprise de 2 agents + recrutement de 3 agents</p> <p>Le soir présence d'un maître chien.</p> <p>Astreinte téléphonique.</p>	Le nombre d'agents recrutés est correct pour les 2 candidats.
Redevances	<p><u>Fixe</u> : 135 000€/an</p> <p><u>Variable</u> :</p> <p>7% du CA HT réalisé. Seuil de déclenchement supprimé.</p>	<p><u>Fixe</u> : 180 000€/an</p> <p><u>Variable</u> :</p> <p>Si le chiffre d'affaires annuel réalisé est compris entre 515 000€HT et 665 000€HT, la redevance variable sera égale à 10% de la part du CA > 500 000€.</p> <p>Si le chiffre d'affaires annuel réalisé est > à 665 000€HT, la redevance variable sera égale à la somme de 10% de la part du CA comprise entre</p>	EFFIA propose un montant de redevance cumulé légèrement plus élevé que celui de TaM.

Montant cumulé sur 3 ans pour un CA HT de 630K€ HT	553K € HT	515 000€ et 665 000€ et de 50% de la part du CA > à 665 000€. 589K € HT	
Nettoyage	Le nettoyage sera réalisé par les agents en poste.	Le nettoyage sera réalisé par les agents en poste.	Correct pour les 2 candidats. TaM est très précis sur le planning des tâches qui sont assez fréquentes, ce qui permettra de maintenir le parking en bon état.
Modernisation/ Services	<ul style="list-style-type: none"> -Renommer le parking « Laissac Gare ». -Stationnement longue durée + liaison tramway. -Affichage des heures de train (si accord de la SNCF). -Différents services proposés : prêt de parapluie, journaux gratuits, autopartage... -Certification AFAQ AES. 	<ul style="list-style-type: none"> -Réalisation et distribution de plans du parking. -Reprise de la signalétique. -Les agents du parking de la gare informeront les clients en cas de saturation des places disponibles au parking Laissac. -Possibilité de réserver des places en ligne. -Certification ISO 9001. -Différents services proposés : prêt de parapluie, journaux gratuits, autopartage... 	<p>TaM et EFFIA ont mené une réflexion sur l'amélioration de l'accessibilité et la visibilité du parking.</p> <p>Les propositions de TaM de créer une liaison avec la gare et d'afficher les horaires des trains sont très intéressantes. Elles permettent de développer l'intermodalité.</p>

Conclusion :

Les points forts

➤ TaM

- Au niveau financier, la suppression du seuil de déclenchement de la part variable est avantageuse pour la Ville de Montpellier.
- La création de la liaison tramway avec la gare peut attirer de nouveaux clients et ainsi renforcer l'attractivité du parking et développer l'intermodalité avec l'utilisation du tramway.
- L'enlèvement des graffitis dès constatation et une remise en peinture 2 fois/an de l'escalier et des murs de la terrasse permettent de garantir un maintien en bon état du parking.
- Le planning de nettoyage du parking est très précis et satisfaisant

➤ EFFIA

- EFFIA présente la meilleure offre financière. Le montant cumulé des redevances sur les 3 ans, avec un CA estimé à 630K€ HT annuel, se monte à 589K€ HT. Pour TaM, le montant est de 553K€ HT.
- La remise en peinture (sol + éléments de signalétique) du parking en début de contrat.
- La reprise du jalonnement autour du parking et le rabattage des clients du parking de la gare vers le parking Laissac permettraient d'augmenter la fréquentation du parking Laissac.

Les points faibles

➤ TaM

- Le montant des redevances est légèrement plus faible que celui d'EFFIA. Il existe un écart de 36K€ sur les 3 ans de contrat pour un CA HT réalisé.

➤ EFFIA

- La fréquence de nettoyage du parking est très peu détaillée dans l'offre.

Au vu du faible écart séparant les deux offres sur le critère financier, la valeur technique est le critère prépondérant.

La priorité de la ville sur ce parking est donnée à l'entretien et au développement de la fréquentation.

En effet, ce parking souffre d'une mauvaise image en termes de propreté. Il est important de le maintenir en bon état pour garder les actuels usagers et attirer de nouveaux clients.

La proposition de TaM offre un niveau d'entretien du parking très satisfaisant. En effet, TaM s'engage à nettoyer les rampes d'accès du parking, à enlever les graffitis dès constatation, et à repeindre l'escalier et les murs de la terrasse 2 fois/an. Aussi

les tâches de nettoyage sont fréquentes et détaillées dans l'offre. Tous ces éléments laissent à penser que le parking sera correctement entretenu durant les trois prochaines années.

L'offre de TaM est celle qui répondra le mieux aux besoins de la Ville et des usagers du parking.

C'est pourquoi, il est proposé de retenir TaM pour l'exploitation du parking Laissac.

Montpellier, le

- Le Responsable du Service Déplacements/Observatoire

P/0



Vincent MEYER

- La Directrice de l'Aménagement et de la Programmation

Sylvie MAHOT



- Le Directeur Adjoint des Services

Rémy AILLERET

- Le Directeur Général Délégué en charge du Développement

Yannick TONDUT

Séance publique du lundi 17 décembre 2012

Convoqué le mardi 11 décembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 17 décembre 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMÉGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Arnaud JULIEN, Gabrielle DELONCLE, Christian DUMONT, Claudine TROADEC-ROBERT.

Absents :

Mustapha MAJDOUL, Martine PETITOUT.

Délégation de Service Public Parkings Foch-Préfecture et Arc de Triomphe Choix du délégataire

Philippe THINES rapporte :

Une consultation a été engagée dans le but de confier à un délégataire l'exploitation des parkings Foch-Préfecture/ Marché aux Fleurs et Arc de Triomphe situés dans le centre historique de Montpellier.

Le parking Foch-Préfecture, situé à Montpellier sous la place des Martyrs de la Résistance, est actuellement géré par la société Vinci Park sur la base d'une délégation de service public approuvée par délibération du Conseil Municipal en date du 19 avril 1971. Par délibération du Conseil Municipal du 22 décembre 1981, la Ville a décidé la construction du parc de stationnement Marché aux Fleurs, situé sous la place Aristide Briand, en extension du parking Foch-Préfecture. Le parking comprend deux parcs de cinq niveaux chacun reliés par un tunnel. Une sortie se situe dans la rue Foch et concerne uniquement les usagers du parc Foch-Préfecture, garés sous la place des Martyrs de la Résistance, la seconde sortie permet de quitter le parc Marché aux Fleurs par la rue Rosset située derrière la Poste. Il compte au total 685 places dont 426 sous la Place des Martyrs de la Résistance et 259 sous la Place du Marché aux Fleurs. Les emplacements sont répartis de la façon suivante : 394 places publiques dont 9 réservées aux personnes à mobilité réduite et 291 places amodiées. Le contrat de délégation de service public de Vinci Park pour l'exploitation du parking Foch-Préfecture/ Marché aux Fleurs arrive à échéance le 14 février 2013.

Le parking Arc de Triomphe, situé sous la rue Foch à Montpellier, est actuellement géré par EFFIA dans le cadre d'une délégation de service public approuvée par délibération du Conseil Municipal en date du 15 novembre 2007. Le parc compte 451 places réparties sur 5 niveaux, dont 10 places dédiées aux Personnes à Mobilité Réduite ainsi que 3 places pour la recharge de véhicules électriques (toutes situées au niveau -1). Le terme du contrat avec EFFIA pour l'exploitation du parking Arc de Triomphe est fixé au 31 décembre 2013.

La Ville de Montpellier, par délibération du 6 février 2012, a approuvé le principe de l'exploitation des parkings Foch-Préfecture/ Marché aux Fleurs et Arc de Triomphe dans le cadre d'une délégation de service

public et décidé le lancement de la procédure de mise en concurrence conformément aux articles L.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Après que le principe du renouvellement de cette délégation a été validé par le Conseil Municipal, une procédure de publicité et de mise en concurrence a été lancée. A cet effet, la Ville de Montpellier a envoyé le 1er mars 2012, un avis d'appel public à la concurrence. La date limite de remise des candidatures était fixée au 13 avril 2012.

Après analyse des candidatures au vu des critères énoncés à l'article L1411-1 du CGCT, la Commission de délégation de service public réunie le 14 mai 2012 a retenu les candidatures de 6 sociétés : Effia, Vinci Park, TaM, SAGS, Q-Park et URBIS Park.

Un cahier des charges contenant l'ensemble des prescriptions de la Ville a été envoyé à l'ensemble de ces sociétés. La Commission de délégation de service public s'est réunie le 23 juillet afin de procéder à l'ouverture des offres et 1 seul candidat en lice a fait parvenir son offre dans les délais impartis, il s'agit d'EFFIA.

La conformité de l'offre par rapport aux prescriptions du document-programme et l'analyse de la proposition de la société a fait l'objet d'un rapport d'analyse des offres présenté à la commission de délégation de service public réunie le 01 octobre 2012. La commission a proposé d'entamer des négociations avec le candidat. Après études et discussions, un rapport sur le choix final du candidat et l'économie générale du contrat a été élaboré.

L'offre d'EFFIA s'est révélée intéressante pour la Ville, notamment compte tenu de la qualité du service, des moyens mis en œuvre pour exécuter les missions et de la valeur technique. De plus, l'analyse a démontré que le montage financier proposé est réaliste et conforme aux attentes de la Ville. De plus, la proposition du candidat sur une durée de contrat de 12 ans permet de garantir à la Ville un montant de redevance élevé et pérenne.

Mme le Maire propose donc de retenir la société EFFIA pour l'exploitation des parkings Foch-Préfecture/ Marché aux Fleurs et Arc de Triomphe.

Les caractéristiques principales de la convention retenues sont les suivantes :

- Une durée de contrat :
 - o de 12 ans pour le parking Arc de Triomphe ;
 - o de 12 ans, 10 mois et 16 jours pour le parking Foch-Préfecture/ Marché aux Fleurs.

Le contrat prendra donc effet le 15 février 2013 pour se terminer le 31 décembre 2025 pour les parkings Foch-Préfecture/ Marché aux Fleurs et Arc de Triomphe.

L'exploitation par EFFIA dans le cadre de ce nouveau contrat commencera le 15 février 2013 pour se terminer le 31 décembre 2025 pour le parking Foch-Préfecture/ Marché aux Fleurs, et le 1er janvier 2014 pour se terminer le 31 décembre 2025 pour le parking Arc de Triomphe.

- Mise en accessibilité des parkings par EFFIA conformément à la loi handicap (Loi n° 2005-102 du 11 février 2005) et au décret du 17 mai 2006 (les parkings étant considérés comme des Etablissement Recevant du Public).
- La solution d'aménagement retenue pour la mise en accessibilité du parking Arc de Triomphe correspond au scénario n°3 proposé par le document-programme :
 - « Création d'un nouvel ascenseur, accessible à tous et répondant aux termes de la loi handicap, à l'intérieur du parking desservant les 5 niveaux souterrains, et d'un second ascenseur, accessible à tous et répondant aux termes de la loi handicap, accessible depuis le niveau -2 ou -3 (suivant les possibilités techniques) permettant d'accéder en surface rue du Plan du Palais ou rue Placentin, seuls lieux où il est autorisé de créer une nouvelle émergence ».

- La grille tarifaire actuellement appliquée au parking Arc de Triomphe est étendue au parking Foch-Préfecture/ Marché aux Fleurs.
- Une redevance composée d'une partie fixe garantie d'un montant s'élevant annuellement à 995 000 euros HT, une redevance variable s'élevant annuellement à 234 000 euros HT et une redevance de contrôle d'un montant total sur toute la durée du contrat de 5 000 euros HT. Soit un montant total de redevance annuelle de 1 234 000 euros HT et un montant total de redevance sur toute la durée du contrat de 14 956 000 euros HT.

Dans ces conditions, l'économie générale du contrat apparaît très satisfaisante, EFFIA assurant dans le cadre d'une exploitation équilibrée, une amélioration significative de la qualité du service rendu aux usagers et du montant des redevances perçues par la Ville.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

D'autoriser Mme le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer avec EFFIA le contrat de délégation de service public annexé à la présente délibération ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 18/12/2012 |

**Délégation de service public pour la gestion et
l'exploitation des parcs de stationnement**

FOCH/ PREFECTURE – MARCHES AUX FLEURS

ET

ARC DE TRIOMPHE



Rapport sur le choix du délégataire

Novembre 2012

Préambule

✓ Rappel du contexte de la délégation de service public

La consultation ici présentée a pour objet de confier à un délégataire l'exploitation des parkings Foch-Préfecture/ Marché aux Fleurs et Arc de Triomphe situés dans le centre historique de Montpellier.

Le parking Foch-Préfecture, situé à Montpellier sous la place des Martyrs de la Résistance, est actuellement géré par la société Vinci Park sur la base d'une délégation de service public approuvée par délibération du Conseil Municipal en date du 19 avril 1971. Par délibération du Conseil Municipal du 22 décembre 1981, la Ville a décidé la construction du parc de stationnement Marché aux fleurs, situé sous la place Aristide Briand, en extension du parking Foch-Préfecture.

Le contrat de délégation de service public de Vinci Park pour l'exploitation du parking Foch-Préfecture/ Marché aux Fleurs arrive à échéance le 14 février 2013.

Ce parking comprend deux parcs de cinq niveaux chacun reliés par un tunnel. Une sortie se situe dans la rue Foch et concerne uniquement les usagers du parc Foch-Préfecture, garés sous la place des Martyrs de la Résistance, la seconde sortie permet de quitter le parc Marché aux Fleurs par la rue Rosset située derrière la Poste.

Il compte au total 685 places dont 426 sous la Place des Martyrs de la Résistance et 259 sous la Place du Marché aux Fleurs. Les emplacements sont répartis de la façon suivante : 394 places publiques dont 9 réservées aux personnes à mobilité réduite et 291 places amodiées.

Le parking Arc de Triomphe, situé sous la rue Foch à Montpellier, est actuellement géré par EFFIA dans le cadre d'une délégation de service public approuvée par délibération du Conseil Municipal en date du 15 novembre 2007. Le terme de ce contrat est fixé au 31 décembre 2013.

Le parc compte 451 places réparties sur 5 niveaux, dont 10 places dédiées aux Personnes à Mobilité Réduite ainsi que 3 places pour la recharge de véhicules électriques (toutes situées au niveau -1).

La Ville de Montpellier, par délibération du 6 février 2012, a approuvé le principe de l'exploitation des parkings Foch-Préfecture/ Marché aux Fleurs et Arc de Triomphe dans le cadre d'une délégation de service public et décidé le lancement de la procédure de mise en concurrence conformément aux articles L.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Après que le principe du renouvellement de cette délégation a été validé par le Conseil Municipal, une procédure de publicité et de mise en concurrence a été lancée.

A cet effet, la Ville de Montpellier a envoyé le 1er mars 2012, un avis d'appel public à la concurrence. La date limite de remise des candidatures était fixée au 13 avril 2012.

Après analyse des candidatures au vu des critères énoncés à l'article L1411-1 du CGCT, la Commission de délégation de service public réunie le 14 mai 2012 a retenu les candidatures de 6 sociétés : Effia, Vinci Park, TaM, SAGS, Q-Park et URBIS Park.

Un cahier des charges contenant l'ensemble des prescriptions de la Ville a été envoyé à l'ensemble de ces sociétés. La Commission de délégation de service public s'est réunie le 23 juillet afin de procéder à l'ouverture des offres.

- **1 seul candidat en lice a fait parvenir son offre dans les délais impartis, il s'agit d'EFFIA.**

La conformité de l'offre par rapport aux prescriptions du document-programme et l'analyse de la proposition de la société a fait l'objet d'un rapport d'analyse des offres, au vu des critères suivants :

- La qualité du service à l'usager et les moyens mis en œuvre pour exécuter les missions de la délégation, et plus généralement la valeur technique de l'offre. Seront notamment analysés :
 - o concernant l'exploitation : l'ensemble des services rendus aux usagers, notamment les tarifs et leur diversité
 - o concernant les travaux à réaliser, pour chacun des scénarios : la qualité architecturale, la méthodologie d'exécution et les délais d'exécution
- Le coût des travaux à réaliser pour chacun des scénarios
- Le montant détaillé de redevance proposé sur toute la durée du contrat pour chacun des scénarios et pour les 3 durées envisagées (8 ans, 10 ans et 12 ans)
- La pertinence du montage financier de la délégation, les conditions économiques et financières
- Les moyens mis en œuvre pour assurer la transparence financière des comptes de la délégation
- Le niveau des garanties apportées pour assurer le maintien des biens en parfait état.

A l'issue de l'analyse, et conformément à l'avis de la CDSP du 12 octobre 2012, la ville de Montpellier a entamé des négociations avec EFFIA en demandant au candidat de transmettre avant le 26 octobre 2012 une nouvelle proposition prenant en compte un certain nombre de remarques (Cf. Annexe 1 : Rapport d'analyse des offres du 1^{er} octobre 2012 et annexe 2 : courrier du 8 octobre, phase de négociation 1).

La nouvelle offre du candidat EFFIA a bien été remise avant le 26 octobre et présentée, à la demande de la Ville, lors d'une séance de négociation orale le 12 novembre 2012. Suite à cette négociation orale, par courrier du 13 novembre 2012, plusieurs précisions ont été demandées au candidat (Cf. annexe 3 : Courrier du 13 novembre 2012, offre définitive après négociation).

L'analyse ci-dessous porte sur l'offre finale du candidat EFFIA et l'économie générale du contrat.

1. ANALYSE DE LA QUALITE DU SERVICE AUX USAGERS

Organisation générale/ encadrement

L'équipe d'exploitation proposée par EFFIA pourra s'appuyer sur les directions et pôles spécialisés de la société qui se tiennent à sa disposition :

- > Direction Technique pour la qualité des équipements
- > Direction Marketing/Service pour les services clients
- > Direction de la Qualité pour la qualité d'exploitation
- > Direction des Affaires Financières pour la fiabilité des comptes
- > Direction des Ressources Humaines pour la qualité du suivi du personnel
- > Direction Juridique pour le suivi des dispositions contractuelle

De plus, la délégation de service public des parkings Foch-Préfecture/ Arc de Triomphe serait intégrée à l'organisation locale de la société EFFIA, portée notamment par la Direction Régionale Sud-Est, basée à Villeurbanne, et son Directeur qui en serait le responsable avec l'assistance d'un encadrement de proximité.

Une importante souplesse et réactivité pourrait également être garantie par la forte implantation sur Montpellier d'EFFIA avec 30 salariés assurant des activités de stationnement et de fourrière, ce qui est une garantie pour permettre la continuité du service public.

Conclusion sur l'encadrement et l'organisation générale :

L'offre est conforme aux exigences du document-programme.

Equipes d'exploitation

Proposition d'EFFIA :

- Parking Foch-Préfecture / Marché aux Fleurs :
EFFIA s'engage à reprendre l'équipe en place dans le parc soit : 5 salariés assureront le roulement dont 4 agents à temps plein à 100% et un responsable de site à temps plein 100%.
- Parking Arc de Triomphe :
La société EFFIA indique qu'elle s'engage à reprendre l'équipe en place dans le parc soit : 5 salariés assureront le roulement dont 4 agents à temps plein à 100% et un agent à temps partiel 80%.

Une mutualisation du personnel d'encadrement est prévue par EFFIA. Son Responsable de sites actuel (de qualification agent de maîtrise), basé à Montpellier : *« se verrait confier l'exploitation des parcs Foch-Préfecture/Marché aux Fleurs et Arc de Triomphe : il serait affecté pour 40% à la prochaine délégation. Le responsable de site adjoint porterait assistance au responsable de site, basé à Montpellier, il serait affecté pour 40% à la prochaine délégation »*.

Concernant la formation des agents, EFFIA propose à chaque salarié de suivre un plan de formation aux quatre métiers de l'exploitation : accueil, sécurité, technique et commercial. Ces formations sont des gages de qualité du service aux usagers.

Conclusion sur les équipes d'exploitation :

L'offre est conforme aux demandes du document-programme.

Sécurité

Le candidat indique dans son offre que l'organisation locale de la société EFFIA bénéficie d'un dispositif de télésurveillance et d'une capacité d'intervention sur site en moins de 20 minutes.

L'activité de surveillance et de sécurité des parcs s'effectuerait depuis le PC d'exploitation des locaux d'exploitation des parcs Foch-Préfecture/Marché aux Fleurs et Arc de Triomphe où 1 agent d'exploitation sera présent en permanence 7j/7 et 24h/24 assurant notamment la supervision des images de vidéosurveillance de chaque parc et la coordination avec les services de sécurité le cas échéant. Pour plus de sécurité, la surveillance des locaux d'exploitation serait assurée 7j/7 et 24h/24 par une entreprise spécialisée, avec laquelle EFFIA serait sous contrat, pour assurer un délai d'intervention d'urgence de moins de 20 minutes.

De plus, un contrat de télésurveillance serait souscrit auprès d'une société spécialisée, qui gère en permanence le système de Protection des Travailleurs Isolés qui sera déployé sur chaque site ainsi que les alarmes effraction des locaux d'exploitation et des caisses automatiques. Selon une chaîne de décisions préétablie en commun, cette télésurveillance pourrait décider de l'envoi d'un intervenant dans un délai court.

Les rondes sur le parc seront effectuées par les agents d'exploitation sur des parcours variés et à des heures irrégulières. Le matériel mis à disposition des agents, les procédures de contrôle, d'intervention d'urgence et de signalement des incidents majeurs sont clairement détaillés et semblent suffisants pour assurer de bonnes conditions de sécurité.

Conclusion sur la sécurité :

Les dispositions prises pour assurer la sécurité des ouvrages sont conformes aux exigences du document-programme.

Nettoyage

Le candidat indique dans son offre qu'il procédera pour la prochaine délégation à un changement de mode d'exploitation du parc Arc de Triomphe en supprimant le contrat de sous-traitance gardiennage / nettoyage du parc la nuit.

Il indique qu'il proposera « aux 2 agents d'exploitation antérieurement affectés à temps partiel, un contrat de travail à temps plein à 100% sur le parc ». De plus, il procédera « au recrutement d'un agent d'exploitation qualifié à temps partiel affecté à 80% sur le parc ».

Au cours de la prochaine délégation, EFFIA Stationnement ne ferait donc pas appel à une société extérieure de nettoyage ; les prestations de lavage seraient réalisées la nuit par les agents d'exploitation présents sur les parcs Foch-Préfecture/Marché aux Fleurs et Arc de Triomphe à l'aide d'une auto laveuse mise à disposition dans chaque parc. Les agents bénéficieraient à cet effet d'une formation délivrée par l'équipementier.

Conclusion sur le nettoyage

Les dispositions prises sont conformes aux exigences du document-programme.

Services aux usagers

EFFIA propose de mettre en place plusieurs services dans les parkings Foch-Préfecture/Marché aux Fleurs et Arc de Triomphe :

- Réalisation et installation de plan des parkings aux endroits stratégiques comme les escaliers, ascenseurs, locaux d'accueil... ;
- Site internet informatif et commercial (adresses, plans, services proposés, réservation de places en ligne : « Résaplace », calcul du coût du stationnement, paiement à l'avance,...) ;
- Affichage dans les parkings, notamment sur les caisses automatiques, les bornes d'entrées et sorties et au niveau des barrières, des services, tarifs, événements et information client par des « afficadres » ;
- Flyers avec fiches tarifaires distribués aux caisses et aux bureaux d'accueil ;
- Centre de relation client avec une équipe de téléconseillers, un numéro d'appel et une adresse mail ;
- Réalisation d'enquêtes de satisfaction et de contrôle inopiné de l'ensemble des missions effectuées sur les parcs (« client-mystère ») ;
- 2 places de stationnement Fair Play par parc ;
- Assistance aux PMR et accompagnement à la place de tout client ;
- Lavage à sec des véhicules dans les 2 parcs. Une décoration spécifique et une signalétique extérieure et intérieure seront mises en place ;
- Garde d'équipement 2 roues ;
- Référencement des parcs sur les équipements mobiles (GPS et plateforme de mobilité comme l'iPhone avec téléchargement gratuit) ;
- Mise à disposition de journaux gratuits ;
- Aide au démarrage avec Booster ;
- Prêt de parapluies ;
- Prêt de cabas ;
- Ambiance musicale ;
- Mise en place de bornes de recharges électriques. Maintien des 2 bornes dans le parking Arc de Triomphe et création de 2 bornes dans le parking Foch-Préfecture/ Marché aux Fleurs ;
- Maintien des 2 places d'Auto-partage dans le parking Arc de Triomphe et création de 2 places dans le parking Foch-Préfecture/ Marché aux Fleurs ;
- Stationnement vélo dans le parking Arc de Triomphe (ce service est déjà en place dans ce parking) et création de 7 arceaux permettant de stationner 14 vélos dans le parking Foch-Préfecture ;
- Mise en place de panneaux publicitaires ;

- Participation des parkings Foch-Préfecture/ Marché aux Fleurs et Arc de Triomphe aux manifestations locales par exemple :
 - La réservation de places de stationnement lors de la fête de la musique ;
 - La mise en place de tarification spéciale auprès des commerçants lors du marché de Noël ;
 - L'exposition d'œuvres d'art ;
 - La réalisation d'un encart publicitaire au niveau du local d'accueil pour promouvoir les manifestations à Montpellier ;
 - La mise à disposition de brochures de l'Office du Tourisme à l'accueil de chaque parc.
- EFFIA propose de créer un lien sur le site de l'Office de Tourisme de Ville de Montpellier vers le site « Résaplace » ;
- Maintien sur les 2 sites de l'opération « Chèque Parking » ;
- Partenariat avec les commerçants situés à proximité des parkings, par exemple publicité sur les tickets de parking ou sur les barrières de péage.

Concernant l'évolution des services dans le temps :

Pour les services correspondant à la mise à disposition de places de stationnement spécifiques, EFFIA Stationnement s'engage à faire évoluer, tout au long de la durée du contrat de DSP ces services en fonction de la demande. Ces besoins seront mesurés à l'occasion des comptages quotidiens effectués sur les parcs et des demandes des clients. EFFIA propose d'adapter les services suivants en fonction des besoins des usagers :

- Places Fair Play ;
- Places équipées pour le rechargement de véhicules électriques ;
- Stationnement des vélos ;
- Stationnement des motos ;
- Véhicules de petit gabarit.

Le développement de places complémentaires dédiées aux services listés ci-dessus sera pris en charge par EFFIA Stationnement tout au long du contrat de DSP. Pour ce qui concerne les places équipées pour le rechargement de véhicules électriques, l'évolution du nombre de place se fera dans la limite d'une part de la réglementation incendie applicable en la matière et d'autre part de la capacité des installations électriques à supporter ces équipements complémentaires sans modification importante (ex : transformateur).

Pour ce qui concerne les places occupées pour le service d'autopartage et pour le service vélomag', dans l'hypothèse où ce dernier devrait être déployé dans les parcs en ouvrages de la présente délégation, la société EFFIA Stationnement indique se tenir prête à étudier avec les services de la Ville la faisabilité technique opérationnelle et réglementaire de leur déploiement sur les parcs et de leur éventuel impact sur le contrat.

Enfin, il faut noter qu'EFFIA a obtenu en 2009 la certification totale de son activité en ISO9001, ce qui est une garantie du professionnalisme de l'entreprise.

Conclusion sur les services aux usagers

L'offre est conforme aux exigences du document-programme.

Relations avec la Ville de Montpellier

EFFIA s'engage dans son offre à transmettre des comptes rendus financiers et rapports conformément aux stipulations du document programme, et notamment à transmettre à tout moment les éléments statistiques demandés, utiles pour l'observatoire du stationnement.

Conclusion sur les relations avec la Ville de Montpellier :

Les engagements du candidat correspondent aux attentes du document-programme.

La tarification

Comme demandé dans le document programme, le candidat EFFIA projette d'appliquer la grille tarifaire du parking Arc de Triomphe actuellement en vigueur pour les 2 parkings.

Conclusion sur les propositions de tarification :

L'offre est conforme aux exigences du document-programme.

2 ANALYSE DU COÛT DES TRAVAUX ET DES GARANTIES APPORTEES POUR ASSURER LE MAINTIEN DES BIENS EN PARFAIT ETAT

Dans le documents-programme, une liste de travaux et d'aménagement imposée aux candidats était présentée. Il s'agit pour chacun des parkings :

- Parking Foch-Préfecture / Marché aux Fleurs - programme de travaux

Dans le cadre du contrat de délégation, les travaux suivants seront à effectuer par le délégataire :

- Ventilation : reprise des installations en référence à l'arrêté du 9 mai 2006 (installations type PS).
- Sprinklage : Mise en place d'installations en référence à l'arrêté du 9 mai 2006 (installations type PS) ;
- Groupe électrogène : remplacement du matériel devenu trop vétuste, traitement du rejet des fumées ;
- TGBT : Reprise des installations en référence à l'arrêté du 9 mai 2006 (installations type PS) (équipement de disjoncteurs différentiels) ;
- Création de W.C. publics ;
- Mise en accessibilité du parking conformément à la loi handicap (Loi n° 2005-102 du 11 février 2005) et au décret du 17 mai 2006 (les parkings étant considérés comme des Etablissement Recevant du Public). Le rapport joint en annexe 8 est transmis à titre indicatif. Les candidats devront présenter dans leur offre un programme de travaux avec une estimation financière.

De plus, le « monte handicapés » existant situé sous la Place du Marché aux Fleurs devra être transformé en ascenseur accessible à tous et répondant aux termes de la loi handicap. Son positionnement devra rester le même, puisque le seul compatible avec les exigences liées à la proximité des monuments historiques.

Celui-ci desservira les 5 niveaux du parking et devra permettre d'accéder en surface sur la Place du Marché aux Fleurs.

Ces aménagements de mise en accessibilité devront être terminés en 2015.

Le jalonnement intérieur du parking Foch-Préfecture / Marché aux Fleurs devra être suffisamment efficace pour inciter les usagers PMR (Personnes à Mobilité Réduite) à se garer sous la Place du Marché aux Fleurs, seule partie du parking ayant accès à cet ascenseur.

- Parking Arc de Triomphe - programme de travaux

Dans le cadre du contrat de délégation, les travaux suivants seront à effectuer par le délégataire :

- Détecteur de monoxyde de carbone (détecteur CO) : remplacement de l'installation devenu trop vétuste ;

- *Eléments porteurs CF 1H1/2 (problématique épaisseur des planchers) : en référence à l'arrêté du 9 mai 2006 (installations type PS), le traitement des planchers pour atteindre ce degré est à prévoir ;*
- *Mise en accessibilité du parking conformément à la loi handicap (Loi n° 2005-102 du 11 février 2005) et au décret du 17 mai 2006 (les parkings étant devenus des Etablissement Recevant du Public). Le rapport joint en annexe 9 est transmis à titre indicatif. Les candidats devront présenter dans leur offre un programme de travaux avec une estimation financière.*

La création d'un ascenseur accessible à tous et répondant aux termes de la loi handicap est à prévoir. Compte tenu des incertitudes techniques, architecturales et liées aux décisions à venir d'autres acteurs concernant la ligne 5 de tramway, cet aspect fera l'objet de scénarios (cf. 6.06) proposés par les candidats pour chacune des possibilités évoquées ci-dessous :

1. *Dérogation exceptionnelle en cas : « d'impossibilité technique de procéder à la mise en accessibilité ou en raison de contraintes liées à la conservation du patrimoine architectural ou lorsqu'il y a disproportion manifeste entre les améliorations apportées et leurs conséquences » (Loi n° 2005-102 du 11 février 2005).*

Cependant, dans cette hypothèse, un nouvel ascenseur intérieur au parking desservant les 5 niveaux devra être réalisé par le délégataire, compte tenu de l'impossibilité de mettre aux normes l'ascenseur existant.

2. *Réalisation d'un ascenseur extérieur, accessible à tous et répondant aux termes de la loi handicap, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway pour relier la rue Foch à la future station (financement dans le cadre du projet de tramway) qui se situera sur le boulevard du Professeur Vialleton, à proximité immédiate de l'actuelle sortie du parking.*

Dans cette hypothèse, il est nécessaire de prévoir la réalisation par le délégataire d'un nouvel ascenseur intérieur au parking accessible aux PMR et desservant les 5 niveaux, ainsi qu'une nouvelle sortie piétonne accessible aux PMR au niveau -3 pour permettre aux usagers d'utiliser l'ascenseur de la station de tramway.

3. *Création d'un nouvel ascenseur, accessible à tous et répondant aux termes de la loi handicap, à l'intérieur du parking desservant les 5 niveaux souterrains, et d'un second ascenseur, accessible à tous et répondant aux termes de la loi handicap, accessible depuis le niveau -2 ou -3 (suivant les possibilités techniques) permettant d'accéder en surface rue du Plan du Palais ou rue Placentin, seuls lieux où il est autorisé de créer une nouvelle émergence.*

La création de ces deux ascenseurs est indispensable compte tenu de la présence d'un important conduit d'eau potable perpendiculaire à la rue Placentin et longeant le Palais de Justice en bordure nord du parking au niveau -1 et/ ou -2 du parking, qui ne permettra pas à l'ascenseur prévu pour desservir la rue du Plan du Palais d'être accessible depuis tous les niveaux.

Analyse des travaux prévus pour le parking Foch-Préfecture / Marché aux Fleurs

L'offre du candidat EFFIA est conforme aux exigences du document-programme. Comme demandé en phase de négociation, le candidat a bien prévu dans son offre finale de créer des WC accessibles aux handicapés dans la partie « accessible », à savoir sous la Place du Marché aux Fleurs.

Des schémas de fonctionnement du parking en phase de travaux ont été proposés. Ils semblent réalistes et conformes.

Analyse des aménagements d'accessibilité correspondant à la loi handicap pour le parking Foch-Préfecture / Marché aux Fleurs prévus par le candidat

Concernant les aménagements d'accessibilité correspondant à la loi handicap, le candidat a proposé une solution de base, qui correspond à celle demandée dans le document-programme (création d'un ascenseur accessible à tous, en lieu et place du monte-charge, desservant tous les niveaux du parking et permettant d'accéder à la Place), et 2 variantes :

- Variante 1 : Mise aux normes de l'ascenseur existant entre les niveaux -5 et -1 et création d'un ascenseur accessible à tous entre le -1 et le 0, à la place du monte-charge ;
- Variante 2 : Modification de l'ascenseur existant en ascenseur accessible à tous entre les niveaux -5 et la Place et suppression du monte-charge existant au profit d'une jardinière en surface.

La solution de base paraît complexe à réaliser. Il faudrait vérifier les encombrements. La gaine de l'ascenseur sera plus large que la gaine de l'actuelle monte handicapée, ce qui pourrait gêner le rayon de courbure de la rampe de sortie du parking de la place Marché aux fleurs.

De plus, cette solution apparaît comme techniquement la plus onéreuse compte tenu de la création d'une gaine d'ascenseur sur l'ensemble des niveaux inférieurs.

La variante 1 présente la même question d'encombrement. Cependant, cette solution apparaît comme techniquement la moins onéreuse (« réutilisation des gaines existantes »). Il reste à savoir s'il est acceptable de prévoir un changement d'ascenseur au niveau -1 comme c'est actuellement le cas pour le parking de la place de la Comédie.

La variante 2 est une solution intéressante qui permet de desservir tous les niveaux avec un seul appareil. Toutefois, l'émergence serait plus proche du bâtiment de la Préfecture et plus visible, notamment depuis la Place des Martyrs de la Résistance. Il s'agit toutefois de la meilleure solution d'un point de vue fonctionnel et pratique. Cette solution est aussi plus coûteuse que celle proposée en variante 1.

Les montants des 3 solutions évoquées étant assez proche, EFFIA indique qu'aucun impact financier ne sera répercuté sur le montant des redevances versées à la Ville quel que soit le choix retenu. Ce choix pourra être effectué en cours d'exploitation en fonction des exigences architecturales.

Enfin, EFFIA a prévu l'aménagement un dispositif d'accueil adapté aux Personnes à Mobilité Réduite dans la zone « Marché aux Fleurs » à proximité immédiate de ces places réservées.

EFFIA a indiqué en cours de négociation avoir fait appel à un bureau d'études et un architecte afin d'élaborer sa proposition de travaux.

Conclusion pour le parking Foch-Préfecture / Marché aux Fleurs :

L'offre est conforme aux exigences du document-programme.

Le choix entre les différentes options d'aménagement proposées sera effectué en cours d'exploitation en fonction des exigences architecturales.

Analyse des travaux prévus pour le parking Arc de Triomphe

L'offre du candidat reprend les travaux exigés dans le document programme. Des schémas de fonctionnement du parking en phase de travaux ont été proposés. Ils semblent réalistes et conformes.

Analyse des aménagements d'accessibilité correspondant à la loi handicap pour le parking Arc de Triomphe

Concernant les aménagements d'accessibilité correspondant à la loi handicap, le candidat a présenté dans son offre chacun des 3 scénarios conformément aux demandes du document-programme

Le montant des travaux estimé par EFFIA pour le scénario 1, qui correspond au cas où une dérogation exceptionnelle serait accordée, est de **1 500k euros HT**.

Le montant des travaux estimé par EFFIA pour le scénario 2, ascenseur accessible à tous réalisé dans le cadre du projet de ligne 5 de tramway, est de **1 964k euros HT**. Il s'agit de la solution la plus complexe compte tenu notamment du nombre d'acteurs et de la percée prévue sous l'Arc de Triomphe.

Le montant des travaux estimé par EFFIA pour le scénario 3, mise en accessibilité de l'ascenseur existant et création d'un tunnel à proximité (à l'intérieur du parking) avec un nouvel ascenseur qui permet d'accéder rue Plan du Palais ou rue Placentin, est de **2 098k euros HT**.

EFFIA a indiqué en cours de négociation avoir fait appel à un bureau d'études et un architecte afin d'élaborer sa proposition de travaux.

Conclusion pour le parking Arc de Triomphe

L'offre est conforme aux exigences du document-programme.

Il est important de noter que le scénario 1 dépend de décisions qui seront prises en cours d'exploitation, le scénario 2 est le plus complexe compte tenu du nombre d'acteurs et de difficultés techniques et architecturales, et le scénario 3 est le plus coûteux.

3 ANALYSE DES REDEVANCES PROPOSEES

Analyse des redevances proposées à la Ville :

Pour être conforme au cahier des charges de la délégation la proposition du candidat doit comprendre :

1. Une redevance fixe
2. Une redevance variable en fonction du chiffre d'affaires réalisé (CA).
3. Une redevance de contrôle fixée à 5 000 euros annuel destiné à couvrir les charges supportées pour assurer le suivi et le contrôle de la Délégation, le Déléataire verse une redevance annuelle d'un montant de 5 000 euros.

o **Redevance variable**

EFFIA propose une redevance variable sur la base du CAHT annuel global réalisé dont le seuil de déclenchement est abaissé plus la durée du contrat est longue.

❖ **Proposition pour une durée de contrat de 8 ans**

➤ **Pour la première année (2013)**

✓ L'Assiette

- Les recettes totales générées sur le parking Foch Préfecture en 2013 (10 mois + 16 jrs)

- Si le CA annuel réalisé est compris entre 1 185 k€ et 1 485 k€ HT, la redevance variable sera égale à 30% de la part de chiffre d'affaires supérieure à 1 185 K€.
- Si le CA annuel réalisé est supérieure à 2 800 K€ la redevance variable sera égale à la somme de 30% de la part de CA comprise entre 1 185 K€ et 1 485 K€ et de 50% de la part de chiffre d'affaires supérieure à 1 485 K€.

➤ **Pour les années suivantes jusqu'au terme du contrat de DSP**

✓ L'Assiette

- Les recettes totales consolidées générées sur les 2 parkings les années suivantes jusqu'au terme du contrat.

✓ Formule de la redevance variable :

- Si le CA annuel réalisé est compris entre 2 240 k€ et 2 800 k€ HT, la redevance variable sera égale à 30% de la part de chiffre d'affaires supérieure à 2 240 K€.

- Si le CA annuel réalisé est supérieure à 2 800 K€ la redevance variable sera égale à la somme de 30% de la part de CA comprise entre 2 240 K€ et 2 800 K€ et de 50% de la part de chiffre d'affaires supérieure à 2 800 K€.

❖ Proposition pour une durée de contrat de 10 ans

➤ Pour la première année (2013)

✓ L'Assiette

- Les recettes totales générées sur le parking Foch Préfecture en 2013 (10 mois + 16 jrs)

- Si le CA annuel réalisé est compris entre 1 160 k€ et 1 485 k€ HT, la redevance variable sera égale à 30% de la part de chiffre d'affaires supérieure à 1 160 K€.

- Si le CA annuel réalisé est supérieure à 2 800 K€ la redevance variable sera égale à la somme de 30% de la part de CA comprise entre 1 160 K€ et 1 485 K€ et de 50% de la part de chiffre d'affaires supérieure à 1 485 K€.

➤ Pour les années suivantes jusqu'au terme du contrat de DSP

✓ L'Assiette

- Les recettes totales consolidées générées sur les 2 parkings les années suivantes jusqu'au terme du contrat.

✓ Formule de la redevance variable :

- Si le CA annuel réalisé est compris entre 2 180 k€ et 2 800 k€ HT, la redevance variable sera égale à 30% de la part de chiffre d'affaires supérieure à 2 180 K€.

- Si le CA annuel réalisé est supérieure à 2 800 K€ la redevance variable sera égale à la somme de 30% de la part de CA comprise entre 2 180 K€ et 2 800 K€ et de 50% de la part de chiffre d'affaires supérieure à 2 800 K€.

❖ Proposition pour une durée de contrat de 12 ans

➤ Pour la première année (2013)

✓ L'Assiette

- Les recettes totales générées sur le parking Foch Préfecture en 2013 (10 mois + 16 jrs)

- Si le CA annuel réalisé est compris entre 1 145 k€ et 1 485 k€ HT, la redevance variable sera égale à 30% de la part de chiffre d'affaires supérieure à 1 145 K€.

- Si le CA annuel réalisé est supérieure à 2 800 K€ la redevance variable sera égale à la somme de 30% de la part de CA comprise entre 1 145 K€ et 1 485 K€ et de 50% de la part de chiffre d'affaires supérieure à 1 485 K€.

➤ Pour les années suivantes jusqu'au terme du contrat de DSP

✓ L'Assiette

- Les recettes totales consolidées générées sur les 2 parkings les années suivantes jusqu'au terme du contrat.

✓ Formule de la redevance variable :

- Si le CA annuel réalisé est compris entre 2 150 k€ et 2 800 k€ HT, la redevance variable sera égale à 30% de la part de chiffre d'affaires supérieure à 2 150 k€.
- Si le CA annuel réalisé est supérieur à 2 800 k€ la redevance variable sera égale à la somme de 30% de la part de CA comprise entre 2 150 k€ et 2 800 k€ et de 50% de la part de chiffre d'affaires supérieure à 2 800 k€.

○ Redevance fixe

EFFIA propose, sur la base des comptes d'exploitation prévisionnels consolidés le versement à la Ville de Montpellier d'une redevance d'occupation du domaine public sur la base du nombre de places correspondant au périmètre d'utilisation du domaine public.

Tableau synthétique des variantes des propositions de redevances

			Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3
Nombre de places en gestion			1 136	1 133	1 128
Parking Fach Préfecture / Marché aux fleurs			685	685	685
Parking Arc de Triomphe			451	448	443
Pour un contrat de 8 ans, 10 mois et 16 jours	Redevances fixe	Cumulées en K€ HT	7 701	7 006	6 833
		Annuelles en K€ HT	963	876	854
		Par an / place en € HT	795	725	710
	Redevances Variables	Cumulées en K€ HT	1 766	1 763	1 760
		Annuelles en K€ HT	199	199	198
		Par an / place en € HT	175	175	176
	Redevances de contrôle	Cumulées en K€ HT	5	5	5
		Annuelles en K€ HT	5	5	5
	Montant total des redevances en K€ HT		9 472	8 774	8 598
	Montant total annuel des redevances en K€ HT		1 067	989	969
	%(Redevances fixe + contrôle)/redevance variable en K€ HT		81%	80%	80%
Pour un contrat de 10 ans, 10 mois et 16 jours	Redevances fixe	Cumulées en K€ HT	10 345	9 544	9 385
		Annuelles en K€ HT	1 035	954	939
		Par an / place en € HT	865	800	790
	Redevances Variables	Cumulées en K€ HT	2 409	2 407	2 404
		Annuelles en K€ HT	222	221	221
		Par an / place en € HT	195	195	196
	Redevances de contrôle	Cumulées en K€ HT	5	5	5
		Annuelles en K€ HT	5	5	5
	Montant total des redevances en K€ HT		12 759	11 956	11 794
	Montant total annuel des redevances en K€ HT		1 173	1 099	1 085
	%(Redevances fixe + contrôle)/redevance variable en K€ HT		81%	80%	80%
Pour un contrat de 12 ans, 10 mois et 16 jours	Redevances fixe	Cumulées en K€ HT	12 951	12 137	11 944
		Annuelles en K€ HT	1 079	1 011	995
		Par an / place en € HT	910	855	845
	Redevances Variables	Cumulées en K€ HT	3 017	3 015	3 012
		Annuelles en K€ HT	234	234	234
		Par an / place en € HT	206	207	207
	Redevances de contrôle	Cumulées en K€ HT	5	5	5
		Annuelles en K€ HT	5	5	5
	Montant total des redevances en K€ HT		15 968	15 152	14 958
	Montant total annuel des redevances en K€ HT		1 319	1 251	1 234
	%(Redevances fixe + contrôle)/redevance variable en K€ HT		81%	80%	80%

Le candidat EFFIA propose une redevance fixe plus intéressante pour la durée du contrat la plus longue. Il est proposé 795€/place/an pour 8 ans de contrat contre 910 €/place/an pour 12 ans de contrat soit une différence positive pour la Ville de + 14 % de redevance fixe.

Après négociation, le candidat propose un part de redevance fixe plus importante que dans son offre initiale. Les redevances fixes représentent 80% du total des redevances contre 70% dans l'offre initiale.

Conclusion

L'offre est conforme aux exigences du document-programme.

La proposition du candidat sur une durée de contrat de 12 ans permet de garantir à la Ville un montant de redevance élevé et pérenne.

4 ANALYSE DU MONTAGE FINANCIER ET DES MOYENS MIS EN ŒUVRE POUR ASSURER LA TRANSPARENCE FINANCIERE DES COMPTES DE LA DELEGATION

Le candidat EFFIA a réalisé le montage financier de son offre pour chacune des 3 durées de contrat envisagées par la Ville de Montpellier :

1. 8 ans
2. 10 ans
3. 12 ans

	8 ans	10 ans	12 ans
Foch-Préfecture / marché aux fleurs	8 ans, 10 mois et 16 jours Du 15 fév. 2013 au 31 déc. 2021	10 ans, 10 mois et 16 jours Du 15 fév. 2013 au 31 déc. 2023	12 ans, 10 mois et 16 jours Du 15 fév. 2013 au 31 déc. 2025
Arc de Triomphe	8 ans Du 1 er janv. 2014 au 31 déc. 2021	10 ans Du 1 er janv. 2014 au 31 déc. 2023	12 ans Du 1 er janv. 2014 au 31 déc. 2025

A. Pertinence du montage financier de la délégation

- Concernant les recettes d'exploitation :

Tableau comparatif des recettes réalisées sur les 3 derniers exercices et des recettes prévisionnelles :

	En K€ HT	Réalisé (DSP précédente)				Offre Effia	
		2009	2010	2011	Tendance sur la période	prévision annuelle	% Var Prev / 2011
Foch Préfecture / Marché aux fleurs	Produits d'exploitation	2 066	1 964	1 875	-4,73%	1825	-2,67%
	Recette horaires	1 621	1 551	1 480	-4,47%	1406	-4,98%
	Recette abonnés	389	359	344	-5,97%	331	-3,75%
	Amodiations - droits	34	34	34	0,02%	73	114,63%
	Produit divers	22	20	17	-9,87%	15	-14,02%
Arc de Triomphe	Produits d'exploitation	1 008	1 051	1 001	-0,28%	1094	9,33%
	Recette horaires	628	653	605	-1,65%	648	7,12%
	Recette abonnés	372	389	387	2,03%	431	11,33%
	Produit divers	9	8	9	-0,77%	15	75,23%
Global	Produits d'exploitation	3 074	3 015	2 876	-2,51%	2919	-1,51%
	Recette horaires	2 249	2 205	2 085	-3,06%	2054	-1,47%
	Recette abonnés	761	747	731	-1,97%	762	4,23%
	Amodiations - droits	34	34	34	0,02%	73	114,63%
	Produit divers	30	28	26	-5,32%	30	15,38%

➤ **Recettes horaires :**

- **Parking Foch-Préfecture / marché aux fleurs :** Le candidat EFFIA prévoit des recettes horaires annuelles de 1 406 K€ HT. Ce qui correspond à 380 000 paiements par an (moyenne de fréquentation sur 2009 et 2010) pour un ticket moyen de 3.70 € HT.

En raison des importants travaux de remise en état du parc qui devront être réalisés en 2014, le candidat prévoit une diminution de la fréquentation horaire de - 16% lors de cet exercice.

- **Parking Arc de Triomphe :** Le candidat EFFIA prévoit des recettes horaires annuelles de 648 K€ HT ce qui correspond à 175 000 paiements par an (moyenne de fréquentation sur 2009 et 2010) pour un ticket moyen de 3.70 € HT.

En raison des travaux de la ligne 5 du tramway, le candidat EFFIA prévoit une diminution de la fréquentation de -3% en 2015 et de - 7.4% en 2016 sur les deux parkings. Cela correspond à la baisse de fréquentation enregistrée par le parking Arc de triomphe pendant la durée des travaux de la ligne 4 en 2011.

➤ **Recettes abonnées :**

- **Parking Foch-Préfecture / marché aux fleurs :** Le candidat prévoit des recettes abonnées de 331 K€ HT /an. Cela se situe bien dans la tendance à la baisse des années précédentes sur ce parking.
- **Parking Arc de Triomphe :** Le candidat prévoit des recettes abonnées de 431 K€ HT /an soit une croissance de 11% par rapport à 2011.

➤ **Autres recettes :**

- **Parking Foch-Préfecture / marché aux fleurs :** Le candidat EFFIA prévoit 73 K€HT de recettes issues des refacturations des charges des 291 places amodiataires contre 34 K€HT en 2011.
- **Parking Arc de Triomphe :** Le candidat prévoit une forte augmentation des recettes publicitaires 15 K€ HT contre 8.5 K€HT actuellement, soit une hausse de + 75%.

○ Concernant les charges d'exploitation :

Tableau comparatif des charges d'exploitation (hors dotations aux amortissements et redevances versées à la Ville)

En K€ HT		2011 (réalisé DSP précédentes)	2013 (10,5 mois)	2014	%Var 2014/20 11	2015	2016	Années suivantes	%
Parking Foch Préfecture / Marché aux fleurs	Achats de marchandises	26	6	7	-73%	7	7	7	1%
	Achats de matières premières		29	33		33	33	33	7%
	Autres achats et charges externes	134	150	141	5%	147	145	148	24%
	Impôts et taxes	55	54	60	9%	62	61	62	10%
	Charges de personnel	311	207	236	-24%	236	236	236	38%
	Autres charges (frais de structure)	178	112	112	-37%	125	120	128	21%
	Total	704	558	589	-16%	610	602	614	100%
Parking Arc de Triomphe	Achats de marchandises	2		7	307%	7	7	7	1%
	Achats de matières premières	44		41	-6%	41	41	41	8%
	Autres achats et charges externes	161		108	-33%	107	105	108	21%
	Impôts et taxes	91		100	10%	100	100	100	10%
	Charges de personnel	173		187	8%	187	187	187	36%
	Autres charges (frais de structure)	62		77	25%	75	72	77	15%
	Total	532		520	-2%	517	512	520	100%
Global	Achats de marchandises	27	6	14	-49%	14	14	14	1%
	Achats de matières premières	44	29	74	69%	74	74	74	7%
	Autres achats et charges externes	295	150	249	-16%	254	250	256	23%
	Impôts et taxes	146	54	160	10%	162	161	162	14%
	Charges de personnel	484	207	423	-13%	423	423	423	37%
	Autres charges (frais de structure)	240	112	189	-21%	200	192	205	18%
	Total	1236	558	1109	-10%	1127	1114	1134	100%

Les principaux postes de charges :

- **Les charges de personnel :** Elles représentent 37 % des charges d'exploitation hors dotations aux amortissements et redevances versées à la Ville :

- **Parking Foch-Préfecture / marché aux fleurs : 236 K€/an**

L'équipe d'exploitation sera de 5 ETP pour une ouverture du parking 24h/24 et 7j/7.
Ce poste de charges enregistrerait une baisse de - 24 % par rapport à la précédente délégation.

- **Parking Arc de Triomphe : 187 K€/an**

L'équipe d'exploitation sera de 4.8 ETP pour une ouverture du parking 24h/24 et 7j/7. Ce poste de charges enregistrerait une baisse de + 8 % par rapport à la précédente délégation.

- **Autres achats et charges externes :** Elles représentent 23 % des charges d'exploitation hors dotations aux amortissements et redevances versées à la Ville :

Cela comprend principalement l'ensemble des coûts de maintenance et d'entretien du parking, la télésurveillance et les études et honoraires.

- **Parking Foch-Préfecture / marché aux fleurs** : 141 K€/an
- **Parking Arc de Triomphe** : 108 K€/an

➤ **Frais de structure** (18 % des charges d'exploitation hors dotations aux amortissements et redevances versées à la Ville) :

Cela correspond à la quote-part des services support décentralisés (Ressources humaines, Comptabilité, Système d'information). Ces frais de structure représentent 7% du Chiffre d'affaires annuel.

- **Parking Foch-Préfecture / marché aux fleurs** : 112 K€/an
- **Parking Arc de Triomphe** : 77 K€/an

○ **Investissement et Amortissement**

Plan d'amortissement

En K€ HT	Parking Foch Préfecture / Marché aux fleurs	Parking Arc de Triomphe			Global		
		Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3	Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3
Montant des investissements initiaux	3 024	1 500	1 964	2 098	4 524	4 988	5 122
Dotations aux amortissements annuel - 8 ans	378	188	246	262	566	624	640
Dotations aux amortissements annuel - 10 ans	302	150	196	210	452	499	512
Dotations aux amortissements annuel - 12 ans	252	125	164	175	377	416	427
VNC fin de contrat	0	0	0	0	0	0	0

Le plan d'amortissement prévoit l'amortissement complet des investissements réalisés (VNC fin de contrat = 0) pour chacune des hypothèses de durée de contrats et pour chacun des scénarii d'aménagement du parking Arc de Triomphe.

Le plan d'amortissement met en évidence que plus la durée du contrat est longue et moins les dotations d'amortissements annuelle pèsent dans les charges d'exploitation.

En outre, Il est à noter que les investissements initiaux sont entièrement financés sur les fonds propres de l'entreprise qui n'a par conséquent pas recours à l'emprunt.

Conformité de l'index de révision :

Le cahier des charges de la DSP prévoit une clause de révision annuelle des tarifs et des redevances qui seront indexées selon une formule de calcul. Le document programme laisse le choix aux candidats d'en proposer une :

	Effia
Formule	$K = 0,50 \times (ICHT\text{-}rev\text{-}TS_n / ICHT\text{-}rev\text{-}TS_o) + 0,42 \times (IPCabs_n / IPCabs_o) + 0,08 \times (EL_n / EL_o)$
Valeurs	ICHT - rev - TS_n correspond à la moyenne des douze dernières valeurs mensuelles définitives, connues à la date d'indexation de l'indice mensuel du coût, salaires revenus et charges sociales, dans le secteur Transport et Entreposage (Indice INSEE 1565190)
	IPCabs_n correspond à la moyenne des douze dernières valeurs mensuelles définitives, connues à la date d'indexation de l'indice des prix à la consommation pour les autres biens et service (indice INSEE 639103)
	EL_n correspond à la moyenne des douze dernières valeurs mensuelles définitives, connues à la date d'indexation à l'indice des prix de production de l'industrie pour le marché français - prix départ usine - Electricité basse tension (Indice INSEE 1570283)
	ICHT - rev - TS_o correspond à la moyenne des douze dernières valeurs mensuelles définitives, connues au 1 ^{er} juillet 2012 de l'indice mensuel du coût, salaires revenus et charges sociales, dans le secteur Transport et Entreposage (Indice INSEE 1565190) = 104,49
	IPCabs_o correspond à la moyenne des douze dernières valeurs mensuelles définitives, connues au 1 ^{er} juillet 2012 de l'indice des prix à la consommation pour les autres biens et service (indice INSEE 639103) = 134,98
	EL_o correspond à la moyenne des douze dernières valeurs mensuelles définitives, connues au 1 ^{er} juillet 2012 d'indexation à l'indice des prix de production de l'industrie pour le marché français - prix départ usine - Electricité basse tension (Indice INSEE 1570283) = 115,88
	Conforme

La société EFFIA propose une formule d'indexation conforme.

Conclusion :

En conclusion, au vu de l'ensemble de l'analyse financière de l'offre, le candidat EFFIA propose un montage financier réaliste conforme aux exigences du cahier des charges de la DSP. La proposition du candidat sur une durée de contrat de 12 ans est la plus pertinente afin de garantir à la Ville un montant de redevance élevé et pérenne.

5 Demande d'amendement au document-programme par le candidat

Dans son offre, le candidat propose de modifier la clause de rencontre à la future convention de DSP.

Suite à la négociation du 12 novembre 2012, il est convenu d'intégrer à la future convention la clause suivante :

« Pour tenir compte de l'évolution des conditions économiques et techniques d'exécution, les parties conviennent de se rencontrer afin d'échanger sur les conséquences de telles dispositions sur le niveau de la rémunération du délégataire d'une part, et la composition de la formule de révision, d'autre part, notamment dans les cas suivants :

1. En cas de révision du périmètre de la délégation ;
2. En cas de modification significative des conditions d'exploitation consécutive à un changement de réglementation notamment en matière fiscale et sociale ou à l'intervention d'une décision administrative ;
3. Si le montant d'une taxe, impôt ou redevance à la charge du délégataire varie de manière significative à la hausse ou à la baisse par rapport à son montant initial ou si une nouvelle taxe, un nouvel impôt ou une nouvelle redevance entraîne une charge supplémentaire ;
4. En cas de variation du volume horaire annuel en dessous de plus ou moins 20 % par rapport aux bases d'heures d'accueil réalisées ;
5. En cas de mise en place ou/et de développement exceptionnel de nouvelles activités complémentaires et/ou accessoires au service ;
6. En cas de modifications notables des conditions pratiques et/ou tarifaires de circulation sur la voie publique pouvant avoir pour effet notamment de modifier la fréquentation du parc hormis celles connues à la date de signature.

Ce réexamen pourra intervenir à l'initiative du délégataire ou du délégant. La partie prenant l'initiative d'une demande de réexamen apportera toutes les justifications nécessaires.»

6 CONCLUSION

En conclusion, il est préconisé de retenir **EFFIA** pour l'exploitation des parkings Foch-Préfecture/ Marché aux Fleurs et Arc de Triomphe.

Il est proposé de choisir la proposition du candidat sur une durée de contrat de **12 ans** afin de garantir à la Ville un montant de redevance élevé et pérenne.

Concernant la mise en accessibilité du parking Arc de Triomphe, vu que le scénario n°1 (dérogation exceptionnelle) dépend de décisions qui ne seront prises qu'en cours d'exploitation, et vue la complexité du scénario n°2 (mutualisation avec la future station de tramway d'un ascenseur accessible à tous) compte tenu du nombre d'acteurs, des difficultés techniques et architecturales, il est proposé de retenir, bien qu'il s'agisse de l'aménagement le plus couteux, le **scénario n°3** :

« Création d'un nouvel ascenseur, accessible à tous et répondant aux termes de la loi handicap, à l'intérieur du parking desservant les 5 niveaux souterrains, et d'un second ascenseur, accessible à tous et répondant aux termes de la loi handicap, accessible depuis le niveau -2 ou -3 (suivant les possibilités techniques) permettant d'accéder en surface rue du Plan du Palais ou rue Placentin, seuls lieux où il est autorisé de créer une nouvelle émergence ».

Listes des documents en annexe :

- Annexe 1 : Rapport d'analyse des offres du 1^{er} octobre 2012 ;
- Annexe 2 : courrier du 8 octobre, phase de négociation 1 ;
- Annexe 3 : Courrier du 13 novembre 2012, offre définitive après négociation.

Montpellier, le

➤ **Le Responsable du Service Déplacements/Observatoire**

Vincent MEYER

P/O 

➤ **La Directrice de l'Aménagement et de la Programmation**

Sylvie MAHOT



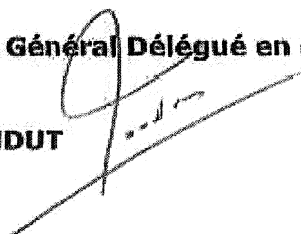
➤ **Le Directeur Adjoint des Services**

Rémy AILLERET



➤ **Le Directeur Général Délégué en charge du Développement**

Yannick TONDUT



Séance publique du lundi 17 décembre 2012

Convoqué le mardi 11 décembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 17 décembre 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Arnaud JULIEN, Gabrielle DELONCLE, Christian DUMONT, Claudine TROADEC-ROBERT.

Absents :

Mustapha MAJDOUL, Martine PETITOUT.

Dénomination de voies

Philippe THINES rapporte :

Dans le cadre du programme de dénomination des voies de la commune de Montpellier, il vous est proposé les dénominations suivantes :

QUARTIER MONTPELLIER CENTRE

- CENTRE HISTORIQUE

Le Plan de l'Université a été créé en 1929 sur l'emplacement de la première maternité montpelliéraine, qui avait été construite vers 1845 et déjà considérée comme vétuste à la fin du XIXe siècle.

En 1930, en raison de la proximité du siège de l'Université -actuel Rectorat- et de la rue homonyme, cette place sera nommée « plan de l'Université ». Sur proposition du comité de quartier « Les amoureux de Candolle » nom inspiré par la sculpture intitulée « Le Paradis Perdu » d'Augustin Dieudonné qui s'y trouve, il est proposé de compléter ce nom par le nom d'usage connu par de nombreux montpelliérains, **nous proposons de la renommer :**

**Plan de l'Université
dit
Place Candolle**

QUARTIER MOSSON

- MOSSON

Dans la ZAC du Coteau située au sud du quartier Malbosc, entre le parc, l'avenue des Moulins et le rond-point d'Alco un nouveau quartier est en cours de création. Pour compléter le réseau viaire de ce quartier une rue va être créée entre la rue de Malbosc et la rue du Professeur BLAYAC, **nous proposons de dénommer cette rue :**

Rue Madeleine SOTTY-BASTIDE
(1935-2007)
Professeur, chercheur, immunologiste et homéopathe

Madeleine SOTTY-BASTIDE est née le 18 mars 1935 à Bourg en Bresse et décédée le 10 Juin 2007 à Montpellier.

Elle fait ses études de pharmacie à Montpellier, elle sera agrégée en immunologie en 1975 et sera nommée Professeur titulaire des Universités en 1979. Elle va se consacrer avec une égale passion à l'enseignement et à la recherche.

Dans le domaine de l'enseignement, elle crée et développe celui de l'Immunologie, alors inexistant à la Faculté. Elle met en place des méthodes de pédagogie active qui l'amèneront à participer à la commission Nationale de Pédagogie.

Dans le domaine de la recherche, elle poursuit ses travaux en collaboration avec son époux, le Professeur Jean Bastide, dans le domaine de la Mycologie Médicale. Ensemble, ils étudient le mode d'action des antifongiques, l'immunologie et la taxonomie des levures pathogènes pour l'homme (travaux repris dans tous les ouvrages majeurs de taxonomie fongique).

A partir de 1982 elle crée sa propre équipe de recherche en immunologie. Mais c'est dans le domaine de la recherche en Homéopathie et dans celui de la nocivité potentielle des téléphones portables qu'elle réalise son œuvre la plus importante.

Son œuvre scientifique, très importante, comporte plus de 350 publications et communications ; elle a donné 152 conférences à travers le monde.

~

Il est nécessaire de corriger une erreur matérielle apparaissant dans la délibération n°2012/520 du 1 octobre 2012, l'allée conduisant à la rue des Tourterelles **est dénommée** :

Rue Bernard FRESNAY
(1943-1995)
Elu et responsable associatif montpelliérain

~

La ZAC Pierres Vives en cours de construction, Art & Build est l'architecte en chef de cet éco-quartier qui comprendra 750 logements, des bureaux et des commerces.

Au cœur de ce quartier a été construit le bâtiment éponyme créé par l'architecte Zaha HADID, il abrite les Archives Départementales de l'Hérault, la Médiathèque Départementale et Hérault Sport, **nous proposons de dénommer le parvis** :

Esplanade de l'Egalité

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'adopter ces propositions de dénomination de voies ;
- d'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire,


Hélène MANDROUX

Publiée le : 18/12/2012

Séance publique du lundi 17 décembre 2012

Convoqué le mardi 11 décembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 17 décembre 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUË, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Arnaud JULIEN, Gabrielle DELONCLE, Christian DUMONT, Claudine TROADEC-ROBERT.

Absents :

Mustapha MAJDOUL, Martine PETITOUT.

Plan local de déplacement - Secteur Nord Avenant à conclure sur les lots n°1, n°2 et n°3 du marché 12M008 Autorisation de signer

Philippe THINES rapporte :

Afin d'améliorer la sécurité et la qualité du cadre de vie, la Ville de Montpellier procède à la réorganisation des sens de circulation et le recalibrage des voies.

Les travaux ont pour objet le réaménagement de la place du Onze Novembre, la mise à double sens des quais du Verdanson et Tanneurs, l'inversion de la rue Henri Serre et la mise en sens unique de l'avenue Bouisson-Bertrand entre la place Godechot et l'avenue Saint Charles.

Les travaux consistent également à l'aménagement de pistes cyclables, la modification du réseau d'éclairage public et à la réfection du revêtement de la chaussée sur l'ensemble du tracé.

Les travaux, dévolus sur appel d'offres, ont été répartis en 3 lots en commissions du 6 mars 2012 pour les lots 1 et 2 et du 29 mai 2012 pour le lot 3:

Lot 1 : Voirie	RAZEL/BEC – EIFFAGE TP	2.391.541,07 € H.T.
Lot 2 : Eclairage public	CITEOS - CEGELEC	314.946,09 € H.T.
Lot 3 : Régulation trafic	SOTEM - ETETP	489.269,86 € H.T.

Le lot n°1 a pour objet, la modification des îlots directionnels, la création de pistes cyclables, la reprise des trottoirs ainsi que le revêtement général de la chaussée sur l'emprise du chantier.

Le lot n°2 a pour objet la reprise du réseau d'éclairage public.

Le lot n°3 a pour objet la modification des carrefours à feux tricolores.

En phase d'exécution du chantier, un certain nombre de travaux et de sujétions techniques ne pouvait être prévu à l'origine du projet. Ces prestations nécessitent un avenant sur chacun des 3 lots pour les raisons suivantes.

Lot n° 1 : Voirie

Compte tenu des reports de trafic engendrés par les travaux, ayant créé des embouteillages non prévus initialement par les modèles de trafic, il est nécessaire de modifier le plan de circulation pendant la phase de chantier avec la mise en impasse de la rue d'Argencourt entre l'avenue du Professeur Valois et l'avenue Jean Mermoz pour un montant en plus-value de **3.530,00 € H.T.**

Compte tenu des difficultés de pose et de rendu qualitatif rencontrées en phase de mise en œuvre, les têtes d'îlots de la place du 11 Novembre sont réalisées avec des bordures courbes non prévues initialement, pour un montant en plus-value de **3.987,00 € H.T.**

En cours de réalisation des travaux, des demandes de riverains (aire de livraisons, stationnement supplémentaire et création de places supplémentaires réservées pour les personnes à mobilité réduite) ont conduit à l'adaptation du projet, pour rétablir la piste cyclable sur trottoir côté écoles, entre les rues Villefranche et Fabre, avec la reprise du trottoir côté Ecusson et permettre ainsi de satisfaire ces demandes exprimées par les riverains. Cette adaptation des accompagnements de voirie, côté Ecusson, a conduit, pour des raisons de mise en cohérence du projet, à remettre à neuf les revêtements des trottoirs non prévus initialement; ce afin d'avoir l'intégralité des trottoirs rendus neufs le long des Quais du Verdanson et des Tanneurs.

La totalité de ces modifications représente un montant en plus-value de **88.356,00 € H.T.**

Un ajournement des travaux, non programmé et non imputable à l'entreprise, a été prononcé pour parfaire cette adaptation du projet; ce qui a conduit à renvoyer au dépôt les équipes et des fournitures périssables pour un montant à prendre en compte de **14.728,00 € H.T.**

Le raccordement sur la rue Jugan a été modifié pour mieux prendre en compte la sortie des garages des immeubles riverains situés en début de rue; ce pour un montant en plus-value de **4.560,00 € H.T.**

L'ensemble des prestations citées ci-dessus représente un montant total en plus-value de **115.161,00 € H.T.**

Par ailleurs, s'agissant d'un marché conclu à prix unitaires, la rémunération des travaux se fait en fonction des quantités réellement exécutées conformément à l'article 12 du C.C.A.G. Travaux; les quantités initialement prévues au marché étant donné à titre estimatif. Ceci représente un montant en moins-value de **32.661,00 € H.T.**

En conclusion, le montant total de l'avenant relatif au lot n°1 – Voirie est donc de 82.500,00 € H.T.; ce qui porte le nouveau montant de ce lot à 2.474.041,07 € HT., soit une augmentation de 3,45 % par rapport au montant initial du marché.

Lot n° 2 : Eclairage public

Au cours d'exécution des travaux, il a été constaté que les réseaux existants n'étaient pas à la bonne profondeur. Les terrassements supplémentaires ainsi que le rajout de fourreaux supplémentaires s'élèvent à un montant en plus-value de **9.319,00 € H.T.**

De plus, des travaux non prévus initialement, par manque d'éléments lors du montage de l'appel d'offre de la part de France Télécom, conduisent à réaliser le génie civil du réseau (conformément à l'article L 224-35 du C.G.C.T.) afin de supprimer le réseau aérien; ce pour un montant en plus-value de **4.582,00 € H.T.**

Par ailleurs, s'agissant d'un marché conclu à prix unitaires, la rémunération des travaux se fait en fonction des quantités réellement exécutées conformément à l'article 12 du CCAG Travaux; les quantités initialement prévues au marché étant donné à titre estimatif. Ceci représente un montant en plus-value de **1.599,00 € H.T.**

En conclusion, le montant total de l'avenant relatif au lot n°2 – Eclairage public est donc de 15.500,00 € H.T.; ce qui porte le nouveau montant de ce lot à 330.446,09 € H.T., soit une augmentation de 4,92 % par rapport au montant initial du marché.

Lot n°3 : Régulation Trafic

Au cours d'exécution des travaux, il a été constaté que les fourreaux existants n'ont pu être réutilisés, car endommagés. Des liaisons sont créées, d'une part, entre la place du 11 Novembre et le carrefour Vernière-Substantion et, d'autre part, entre la rue Villefranche et la rue Ferdinand Fabre pour un montant en plus-value de **7.485,00 € H.T.**

L'adaptation du projet prévu dans le cadre lot n°1 - Voirie, entre les rues Villefranche et Ferdinand Fabre conduit à modifier l'implantation des feux tricolores; ce pour un montant en plus-value de **6.655,00 € H.T.**

La modification de l'implantation des feux tricolores du carrefour Verdanson-Substantion, afin de permettre une meilleure giration du tourne-à-droite pour les livraisons des commerces, s'élève à un montant en plus-value de **2.060,00 € H.T.**

Pendant le déroulement du chantier, il a été décidé d'optimiser la régulation des feux. Pour ce faire, des boucles de détections sont rajoutées pour un montant en plus-value de **8.890,00 € H.T.**

Par ailleurs, s'agissant d'un marché conclu à prix unitaires, la rémunération des travaux se fait en fonction des quantités réellement exécutées conformément à l'article 12 du CCAG Travaux; les quantités initialement prévues au marché étant donné à titre estimatif. Ceci représente un montant en moins-value de **690,00 € H.T.**

En conclusion, le montant de l'avenant relatif au lot n°3 – Régulation trafic est donc de 24. 400,00 € H.T.; ce qui porte le nouveau montant de ce lot à 513.669,86 € H.T., soit une augmentation de 4,99 % par rapport au montant initial du marché.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

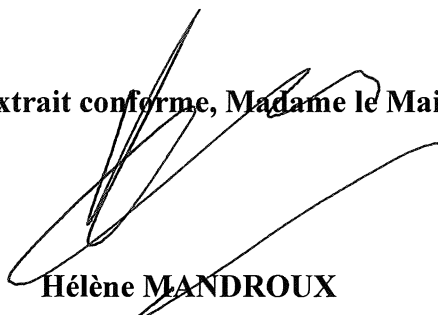
- d'approuver la passation de l'avenant sur les lots 1, 2 et 3 du marché 12M008 à conclure avec, respectivement :

- RAZEL/BEC-EIFFAGE TP pour le lot n°1-Voirie;
- CITEOS-CEGELEC pour le lot n°2-Eclairage Public;
- SOTEM-ETETP pour le lot n°3-Régulation Trafic;

- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 18/12/2012



Note

à l'attention de Madame Laure Dexpert
Adjointe au Directeur des Affaires Juridiques
et de la Commande Publique

S/C

Monsieur Christian Gay
Directeur du Génie Urbain

Objet : Avenant sur les lots 1 - 2 et 3 du marché 12 M 008
Plan Local de Déplacements secteur Nord

Afin d'améliorer la sécurité et la qualité du cadre de vie, la Ville de Montpellier procède à la réorganisation des sens de circulation et le recalibrage des voies.

Les travaux ont pour objet le réaménagement de la place du Onze Novembre, la mise à double sens des quais du Verdanson et Tanneurs, l'inversion de la rue Henri Serre et la mise en sens unique de l'avenue Bouisson-Bertrand entre la place Godechot et l'avenue Saint Charles.

Les travaux consistent également à l'aménagement de pistes cyclables, la modification du réseau d'éclairage public et à la réfection du revêtement de la chaussée sur l'ensemble du tracé.

Les travaux, dévolus sur appel d'offres, ont été répartis en 3 lots en commissions du 6 mars 2012 pour les lots 1 et 2 et du 29 mai 2012 pour le lot 3:

Lot 1 Voirie	RAZEL/BEC – EIFFAGE TP	2.391.541,07 € H.T.
Lot 2 Eclairage public	CITEOS - CEGELEC	314.946,09 € H.T.
Lot 3 Régulation trafic	SOTEM - ETETP	489.269,86 € H.T.

Le lot n°1 a pour objet, la modification des îlots directionnels, la création de pistes cyclables, la reprise des trottoirs ainsi que le revêtement général de la chaussée sur l'emprise du chantier.

Le lot n°2 a pour objet la reprise du réseau d'éclairage public.

Le lot n°3 a pour objet la modification des carrefours à feux tricolores.

En phase d'exécution du chantier, un certain nombre de travaux et de sujétions techniques ne pouvait être prévu à l'origine du projet. Ces prestations nécessitent un avenant sur chacun des 3 lots pour les raisons suivantes.

Lot n° 1 : Voirie

Compte tenu des reports de trafic engendrés par les travaux, ayant créé des embouteillages non prévus initialement par les modèles de trafic, il est nécessaire de modifier le plan de circulation pendant la phase de chantier avec la mise en impasse de la rue d'Argencourt entre l'avenue du Professeur Valois et l'avenue Jean Mermoz pour un montant en plus-value de **3.530,00 € H.T.**

Compte tenu des difficultés de pose et de rendu qualitatif rencontrées en phase de mise en œuvre, les têtes d'îlots de la place du 11 Novembre sont réalisées avec des bordures courbes non prévues initialement, pour un montant en plus-value de **3.987,00 € H.T.**

En cours de réalisation des travaux, des demandes de riverains (aire de livraisons, stationnement supplémentaire et création de places supplémentaires réservées pour les personnes à mobilité réduite) ont conduit à l'adaptation du projet, pour rétablir la piste cyclable sur trottoir côté écoles, entre les rues Villefranche et Fabre, avec la reprise du trottoir côté Ecusson et permettre ainsi de satisfaire ces demandes exprimées par les riverains. Cette adaptation des accompagnements de voirie, côté Ecusson, a conduit, pour des raisons de mise en cohérence du projet, à remettre à neuf les revêtements des trottoirs non prévus initialement; ce afin d'avoir l'intégralité des trottoirs rendus neufs le long des Quais du Verdanson et des Tanneurs.

La totalité de ces modifications représente un montant en plus-value de **88.356,00 € H.T.**

Un ajournement des travaux, non programmé et non imputable à l'entreprise, a été prononcé pour parfaire cette adaptation du projet; ce qui a conduit à renvoyer au dépôt les équipes et des fournitures périssables pour un montant à prendre en compte de **14.728,00 € H.T.**

Le raccordement sur la rue Jugan a été modifié pour mieux prendre en compte la sortie des garages des immeubles riverains situés en début de rue; ce pour un montant en plus-value de **4.560,00 € H.T.**

L'ensemble des prestations citées ci-dessus représente un montant total en plus-value de **115.161,00 € H.T.**

Par ailleurs, s'agissant d'un marché conclu à prix unitaires, la rémunération des travaux se fait en fonction des quantités réellement exécutées conformément à l'article 12 du C.C.A.G. Travaux; les quantités initialement prévues au marché étant donné à titre estimatif. Ceci représente un montant en moins-value de **32.661,00 € H.T.**

En conclusion, le montant total de l'avenant relatif au lot n°1 – Voirie est donc de 82.500,00 € H.T.; ce qui porte le nouveau montant de ce lot à 2.474.041,07 € HT., soit une augmentation de 3,45 % par rapport au montant initial du marché.

Lot n° 2 : Eclairage public

Au cours d'exécution des travaux, il a été constaté que les réseaux existants n'étaient pas à la bonne profondeur. Les terrassements supplémentaires ainsi que le rajout de fourreaux supplémentaires s'élèvent à un montant en plus-value de **9.319,00 € H.T.**

De plus, des travaux non prévus initialement, par manque d'éléments lors du montage de l'appel d'offre de la part de France Télécom, conduisent à réaliser le génie civil du réseau (conformément à l'article L 224-35 du C.G.C.T.) afin de supprimer le réseau aérien; ce pour un montant en plus-value de **4.582,00 € H.T.**

Par ailleurs, s'agissant d'un marché conclu à prix unitaires, la rémunération des travaux se fait en fonction des quantités réellement exécutées conformément à l'article 12 du CCAG Travaux; les quantités initialement prévues au marché étant donné à titre estimatif. Ceci représente un montant en plus-value de **1.599,00 € H.T.**

En conclusion, le montant total de l'avenant relatif au lot n°2 – Eclairage public est donc de 15.500,00 € H.T.; ce qui porte le nouveau montant de ce lot à 330.446,09 € H.T., soit une augmentation de 4,92 % par rapport au montant initial du marché.

Lot n°3 : Régulation Trafic

Au cours d'exécution des travaux, il a été constaté que les fourreaux existants n'ont pu être réutilisés, car endommagés. Des liaisons sont créées, d'une part, entre la place du 11 Novembre et le carrefour Vernière-Substantion et, d'autre part, entre la rue Villefranche et la rue Ferdinand Fabre pour un montant en plus-value de **7.485,00 € H.T.**

L'adaptation du projet prévu dans le cadre lot n°1 - Voirie, entre les rues Villefranche et Ferdinand Fabre conduit à modifier l'implantation des feux tricolores; ce pour un montant en plus-value de **6.655,00 € H.T.**

La modification de l'implantation des feux tricolores du carrefour Verdanson-Substantion, afin de permettre une meilleure giration du tourne-à-droite pour les livraisons des commerces, s'élève à un montant en plus-value de **2.060,00 € H.T.**

Pendant le déroulement du chantier, il a été décidé d'optimiser la régulation des feux. Pour ce faire, des boucles de détections sont rajoutées pour un montant en plus-value de **8.890,00 € H.T.**

Par ailleurs, s'agissant d'un marché conclu à prix unitaires, la rémunération des travaux se fait en fonction des quantités réellement exécutées conformément à l'article 12 du CCAG Travaux; les quantités initialement prévues au marché étant donné à titre estimatif. Ceci représente un montant en moins-value de **690,00 € H.T.**

En conclusion, le montant de l'avenant relatif au lot n°3 – Régulation trafic est donc de 24. 400,00 € H.T.; ce qui porte le nouveau montant de ce lot à 513.669,86 € H.T., soit une augmentation de 4,99 % par rapport au montant initial du marché.

Je vous remercie de bien vouloir prendre en compte ces éléments pour la mise au point des avenants correspondants.

Cordialement.

Le Chef de service Voirie

Stéphane Escobar

Séance publique du lundi 17 décembre 2012

Convoqué le mardi 11 décembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 17 décembre 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Arnaud JULIEN, Gabrielle DELONCLE, Christian DUMONT, Claudine TROADEC-ROBERT.

Absents :

Mustapha MAJDOUL, Martine PETITOUT.

Travaux de mise en sécurité du Tunnel de la Comédie - Appel d'offres ouvert - Autorisation de signer le marché

Philippe THINES rapporte :

Le présent marché a pour objet la réalisation de travaux de mise en sécurité du Tunnel de la Comédie, conformément aux prescriptions de la circulaire ministérielle 2000-63 3ème partie, relative aux tunnels routiers de plus de 300 mètres de longueur.

Ce marché est passé selon une procédure adaptée, en application de l'article 28 du Code des Marchés Publics.

Les travaux, décomposés en trois phases, consistent en la mise aux normes des équipements de sécurité et d'exploitation du Tunnel (équipements électriques, génie civil, défense incendie, gestion technique centralisée, détection automatique des incidents).

Le jugement des offres se fonde sur les critères suivants :

*au niveau des candidatures :

- garantie techniques et financières
- références professionnelles : qualifications et références de l'entreprise

*au niveau des offres :

- valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique (60 %)
- niveau de prix (40%)

La commission d'appel d'offres, au cours de sa séance du 11 décembre 2012, a retenu l'offre économiquement la plus avantageuse proposée par la société ETDE/SCREG, pour un montant de 1.459.450,61 millions d'euros H.T.

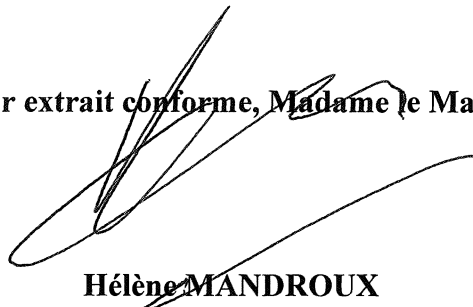
Les crédits nécessaires à l'exécution de ce marché sont inscrits au budget primitif de la Ville.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'attribution du marché n° 2M1284 à la société ETDE/SCREG ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer tous les documents ou actes relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Hélène MANDROUX', written over the printed name.

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18/12/2012

Séance publique du lundi 17 décembre 2012

Convoqué le mardi 11 décembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 17 décembre 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUË, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Arnaud JULIEN, Gabrielle DELONCLE, Christian DUMONT, Claudine TROADEC-ROBERT.

Absents :

Mustapha MAJDOUL, Martine PETITOUT.

Maintenance des équipements électriques et de sécurité du tunnel de la Comédie et de la trémie du Corum - Appel d'offres ouvert - Autorisation de signer le marché

Philippe THINES rapporte :

La ville de Montpellier souhaite disposer d'un marché à bons de commande pour la maintenance technique des équipements électriques et de sécurité du tunnel de la Comédie, ainsi que de la trémie du Corum.

Il s'agit d'un marché à bons de commande passé en appel d'offres ouvert, en application des articles 33.3^{ème} alinéa, 57 à 59 et 77 du Code des Marchés Publics.

Il est conclu pour une période de un an à compter de sa notification, reconductible trois fois, soit une validité maximum de quatre ans.

Le seuil maximum fixé pour le montant annuel des commandes est de 250 000,00 H.T

Le jugement des offres se fonde sur les critères suivants :

*au niveau des candidatures :

- garanties techniques et financières
- références professionnelles : qualification et références de l'entreprise

*au niveau des offres :

- valeur technique de l'offre au regard d'un cadre de mémoire technique (60%)
- niveau de prix (40%)

La commission d'appel d'offres, au cours de sa séance du 27 novembre 2012, a retenu l'offre économiquement la plus avantageuse proposée par la société SPIE Sud-Ouest.

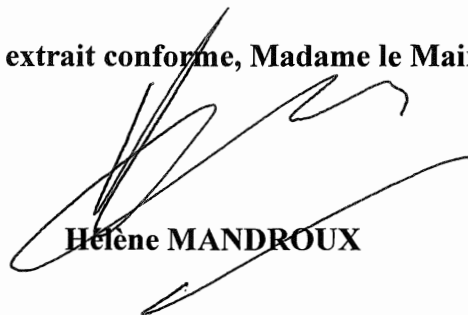
Les crédits nécessaires à l'exécution de ce marché sont inscrits au budget primitif de la Ville.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'attribution du marché n° 2H972500 à la société SPIE Sud-Ouest ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tous les documents ou actes relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 18/12/2012 |

Séance publique du lundi 17 décembre 2012

Convoqué le mardi 11 décembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 17 décembre 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Arnaud JULIEN, Gabrielle DELONCLE, Christian DUMONT, Claudine TROADEC-ROBERT.

Absents :

Mustapha MAJDOUL, Martine PETITOUT.

Attribution d'une subvention à l'association Conseil Départemental de l'Accès aux Droits Exercice 2012

Régine SOUCHE rapporte :

Le Conseil Départemental de l'Accès aux Droits (CDAD), créé depuis 2007, a pour mission de permettre à toutes personnes de bénéficier d'une information générale sur ses droits et ses obligations. Le CDAD met en place des actions et des services gratuits afin de promouvoir une information juridique ou administrative accessible à tous. Les actions développées se déroulent sur la Maison pour Tous François Villon, située en zone urbaine sensible.

L'association propose également une demi-journée par semaine des consultations d'avocats généralistes ainsi que des permanences du Centre d'Information du Droit des Femmes et des Familles pour traiter en particulier des questions relevant des violences faites aux femmes et de la médiation familiale.

Dans le cadre de sa politique de lutte contre les discriminations, la Ville de Montpellier propose d'attribuer une subvention complémentaire de fonctionnement, d'un montant de 1 470 € pour lui permettre de mener à bien l'ensemble de ces actions et ainsi répondre aux sollicitations croissantes.

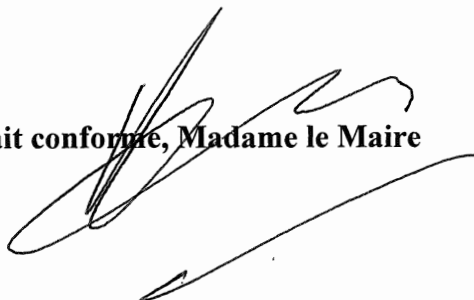
En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de l'affectation de la subvention tel que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la lettre d'engagement ;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2012 sur l'imputation budgétaire : 6574/925/1398, pour un montant de 1 470 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération ;

- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

A handwritten signature in black ink, consisting of several fluid, overlapping strokes, positioned above the printed name.

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18/12/2012

Séance publique du lundi 17 décembre 2012

Convoqué le mardi 11 décembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 17 décembre 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Arnaud JULIEN, Gabrielle DELONCLE, Christian DUMONT, Claudine TROADEC-ROBERT.

Absents :

Mustapha MAJDOUL, Martine PETITOUT.

Quartier des Cévennes Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Copropriété Cévennes 1 Attribution de subventions en parties privatives

Christian BOUILLE rapporte :

Par délibération en date du 03 mai 2010, le Conseil Municipal a approuvé la convention relative à l'Opération Programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) - Copropriété Dégradée des Cévennes 1. Cette convention permet la mobilisation des crédits de l'Agence Nationale pour l'Habitat (ANAH) par délégation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, de la Ville de Montpellier et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur ses fonds propres.

La convention d'OPAH a été signée le 27 juillet 2010 par l'ANAH, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le Département de l'Hérault et le syndic de copropriété. Elle vise à la réhabilitation complète de la copropriété des Cévennes 1, à la solvabilisation des propriétaires, au repérage des logements indignes à l'habitation, au maintien des propriétaires occupants.

Par délibération en date du 13 décembre 2010, le Conseil Municipal a retenu la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) pour la conduite d'opération de l'OPAH. La SERM fournit assistance aux propriétaires ou au syndic pour le montage des dossiers d'investissement et l'obtention des subventions.

Pour la mise en œuvre de ses interventions, la Ville de Montpellier a mis en place et a financé sur son budget, au titre du financement de l'action d'amélioration de l'habitat, un fonds communal d'aides à la réhabilitation privée, destiné à favoriser et accompagner la réalisation de travaux de réhabilitation en y introduisant de manière prioritaire une thématique de mises aux normes thermiques, électriques et acoustiques luttant ainsi contre la précarité énergétique.

Conformément au règlement d'intervention, la Ville de Montpellier apporte aux propriétaires occupants, pour la réhabilitation des parties privatives, une aide de 5 à 10% du montant des travaux subventionnables par l'ANAH en fonction de leur ressources.

Après validation du programme de travaux réalisés par l'équipe de conduite d'opération de la SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier, il est proposé de subventionner les travaux suivants :

Bénéficiaires	Monsieur et Madame WASSFI	Madame VAUGELADE	Monsieur MOUASSERE
Caractéristiques de l'opération	Partie privative	Partie privative	Partie privative
Nature des travaux	Electricité et plomberie	Electricité et chauffage	Electricité et chauffage
Adresse	949 avenue du Professeur Louis Ravaz Bâtiment L	949 avenue du Professeur Louis Ravaz Bâtiment I	949 avenue du Professeur Louis Ravaz Bâtiment M
Dépense subventionnable	3290,00€	10000,00€	1449,40€
Subvention Ville	329,00€	500,00€	145,00€

Conformément au règlement attributif de subventions de la Ville de Montpellier, le versement des subventions engagées ne sera effectué que sous la condition d'une visite de contrôle par l'équipe de conduite de l'opération de la SERM constatant l'exécution des travaux et leur conformité au projet subventionné.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- D'attribuer une subvention de 329,00€ à Monsieur et Madame WASSFI, une subvention de 500,00€ à Madame VAUGELADE, et une subvention de 145,00€ à M. MOUASSERE ;
- De dire que la dépense est imputée sur le budget de la Ville (Nature 20422/numéro de ligne 21 670) ;
- De dire que le paiement de la subvention s'effectuera sur présentation par les propriétaires occupants des pièces justificatives prévues au règlement attributif de la Ville de Montpellier;
- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 18/12/2012

Séance publique du lundi 17 décembre 2012

Convoqué le mardi 11 décembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 17 décembre 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Arnaud JULIEN, Gabrielle DELONCLE, Christian DUMONT, Claudine TROADEC-ROBERT.

Absents :

Mustapha MAJDOUL, Martine PETITOUT.

MONTPELLIER GRAND CŒUR

Opération programmée d'amélioration de l'habitat

Attribution de subventions

Christian BOUILLE rapporte :

Dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, mises en place dans le quartier Centre, des subventions de la Ville sont accordées en application des conventions signées notamment avec l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et la Communauté d'agglomération de Montpellier.

Après validation du programme de travaux, ou contrôle des travaux, réalisés par l'équipe de conduite d'opération de la SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier dans le cadre de la concession d'aménagement Grand Cœur, les subventions suivantes sont engageables :

- Copro Pila St Gely sous couvert de synd SOGICO, 5 Descente En Barrat (parties communes)	740,45 €
- Mlle Melissa BOUILLAND, 57 cours Gambetta (propriétaire occupant)	4.500,00 €
- Mme Christine QUIEVREUX CHADELAS, 6 bd. Renouvier (propriétaire occupant)	64,90 €
- Mlle OLIVO Catherine, 6 bd. Renouvier (propriétaire occupant)	95,00 €
Total :	5 400,35 €

Conformément au règlement attributif des subventions municipales dans le cadre de ces OPAH, le versement de la subvention engagée ne sera effectué que sous la condition d'une visite de contrôle des travaux réalisés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser les paiements des subventions d'un montant total de 5.400,35 € correspondant aux 4 immeubles listés ci-dessus,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 20422 / Fonction 824 / Chapitre 908),
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

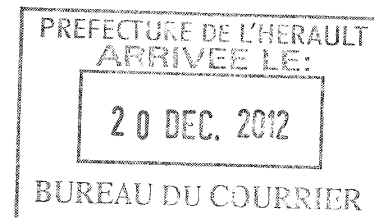
Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 18/12/2012

Séance publique du lundi 17 décembre 2012



Convoqué le mardi 11 décembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 17 décembre 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Arnaud JULIEN, Gabrielle DELONCLE, Christian DUMONT, Claudine TROADEC-ROBERT.

Absents :

Mustapha MAJDOUL, Martine PETITOUT.

CONCESSION D AMENAGEMENT MONTPELLIER GRAND COEUR

Agrément de candidature

La Société française des habitations économiques (SFHE), Société anonyme d'habitations à loyer modéré

31, cours Gambetta

Christian BOUILLE rapporte :

La Ville a confié à la SERM (Société d'équipement de la région montpelliéraine) une concession d'aménagement pour agir sur la qualité et la diversité du logement et pour redynamiser le commerce dans le cadre de l'opération « Montpellier Grand Cœur ». Cette concession a été approuvée par délibération du Conseil municipal le 26 juin 2003 et notifiée le 1er août 2003.

Conformément à cette concession d'aménagement approuvée, la SERM propose d'agréer la candidature de la Société française des habitations économiques (SFHE), Société anonyme d'habitations à loyer modéré en vue de la cession d'un immeuble afin de permettre la réalisation d'une opération de logements collectifs à loyers modérés (Prêt locatif à usage social (PLUS) et prêt locatif aidé d'insertion (PLAI)), et ce afin de répondre aux besoins de logement de l'opération de renouvellement urbain.

- Dénomination du candidat : Société française des habitations économiques (SFHE),
1175, petite route des Milles
13547 AIX-EN-PROVENCE cedex 4
- Localisation : 31, cours Gambetta
34 000 MONTPELLIER
- Parcelles cadastrées : Parcelle HW0030 d'une surface totale de 531 m²
- Nature des projets : Réhabilitation et surélévation d'un immeuble R+3

14 logements collectifs, 9 places de stationnement en RDC - 1 commerce -
10 PLUS / 4 PLAI

- Surface des projets : 911 m² surface de plancher

En conséquence, il vous est proposé :

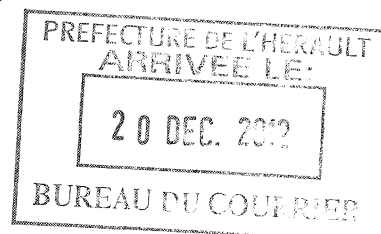
- d'approuver la candidature de la Société française des habitations économiques (SFHE) pour la réalisation d'une opération de logements collectifs à loyers modérés en PLUS et PLAI sur le bien situé 31, cours Gambetta.
- d'autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18/12/2012



Séance publique du lundi 17 décembre 2012

Convoqué le mardi 11 décembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 17 décembre 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Arnaud JULIEN, Gabrielle DELONCLE, Christian DUMONT, Claudine TROADEC-ROBERT.

Absents :

Mustapha MAJDOUL, Martine PETITOUT.

Réaménagement et extension de la crèche GALINETA - demande de permis de construire et demande de subventions

Françoise PRUNIER rapporte :

Dans une volonté d'amélioration de la qualité d'accueil du public au sein des sites dédiés à la petite enfance, et de valorisation du patrimoine de la Ville, il est prévu en 2013 de construire une extension à la crèche Galineta, quartier des Cévennes, afin d'augmenter sa capacité d'accueil de 16 berceaux conformément au contrat enfance jeunesse.

Cette opération consiste à la réalisation d'une jonction entre les logements de fonction de la crèche, préalablement réaménagés, et la crèche actuelle. Il est prévu également une réhabilitation de la façade avec une isolation extérieure.

L'ouverture est prévue en 2014 :

- La première tranche de travaux a été chiffrée pour un montant de 350 000 € TTC.
- La deuxième tranche a été chiffrée pour un montant de 100 000 € TTC.

La maîtrise d'œuvre est confiée à la Direction Architecture et Immobilier. Ces travaux seront exécutés dans le cadre des marchés à bons de commande.

Compte tenu des dispositions explicitées ci-dessus, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'adopter le principe de réaménagement et d'extension de la crèche,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Madame l'Adjointe Déléguée, à signer et à déposer la demande de permis de construire pour ces travaux, et plus généralement tout document relatif à cette affaire,
- de demander les subventions les plus larges possibles auprès des organismes compétents

- D'imputer les dépenses relatives à la première tranche sur le budget de la Ville, Section Investissement : Fonction 9064 – Nature 2313, sous réserve de l'inscription au Budget Primitif 2013 des crédits correspondants. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 18/12/2012

Séance publique du lundi 17 décembre 2012

Convoqué le mardi 11 décembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 17 décembre 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUË, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Arnaud JULIEN, Gabrielle DELONCLE, Christian DUMONT, Claudine TROADEC-ROBERT.

Absents :

Mustapha MAJDOUL, Martine PETITOUT.

Protocole d'accord Ville de Montpellier/CAF de l'Hérault pour favoriser l'offre d'accueil des enfants des familles bénéficiaires du RSA en parcours d'insertion sociale ou professionnelle

Françoise PRUNIER rapporte :

La recherche d'un mode d'accueil pour les jeunes enfants dont les parents sont en parcours d'insertion est une réelle difficulté et peut être un frein à la démarche d'insertion.

A ce titre, et conformément aux dispositions du Contrat Enfance Jeunesse 2011-2014, désireux d'offrir une avancée qualitative dans ce domaine, la CAF et la Ville de Montpellier se proposent de signer un protocole d'accord pour **favoriser l'accueil des enfants de 0 à 3 ans des familles bénéficiaires du Rsa qui sont en parcours d'insertion sociale ou professionnelle**. Ce dispositif expérimental aura une durée initiale d'une année et pour sa mise en œuvre, chacun des partenaires interviendra et accompagnera ces familles de la manière suivante :

- La Ville de Montpellier s'engage à mobiliser dans les établissements municipaux les places nécessaires, à concurrence de 1 place pour 20 places d'accueil, soit environ 60 places au total.
- La Cellule Mode d'Accueil de la CAF (CMA) détecte les familles pour les faire entrer dans ce processus. Elle recherche également une solution de solvabilisation pour que ces familles puissent accéder à l'accueil familial.
- Les Relais Assistants Maternels repèrent les assistant(e)s maternel(le)s pour ce public spécifique.
- Les assistant(e)s maternel(le)s signent la « charte d'engagement » afin de valoriser la qualité de l'accueil et du service rendu aux familles.

Plus spécifiquement pour la Ville, ce protocole regroupe deux dispositifs :

- 1) Pour les **familles bénéficiaires du Rsa en parcours d'insertion sociale**, des places d'accueil occasionnel seront fidélisées dans les multi-accueils municipaux pendant la durée de la formation. Ce dispositif était déjà prévu par la Délibération du Conseil Municipal n°2010/172.

- 2) Pour les **familles bénéficiaires du Rsa en parcours d'insertion professionnelle**, orientées par la Cellule Mode d'Accueil (CMA) de la CAF, des places seront mobilisées en accueil municipal, pour **une durée maximale de 1 mois**, le temps pour la CMA de trouver une solution pérenne en accueil familial.

Il est à noter que ces modalités d'accueil font une large place à l'accueil familial. Il tend à développer et promouvoir ce mode de garde notamment grâce à la charte d'engagement de services réciproques qui permet d'accompagner les assistant(e)s maternel(le)s.

Après étude, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'approuver le protocole d'accord entre la Ville et la CAF pour favoriser l'offre d'accueil des enfants de 0 à 3 ans des familles bénéficiaires du RSA en parcours d'insertion sociale ou professionnelle et l'engagement de services réciproques ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer le protocole ci-joint, ainsi que la charte d'engagement de services réciproques et tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

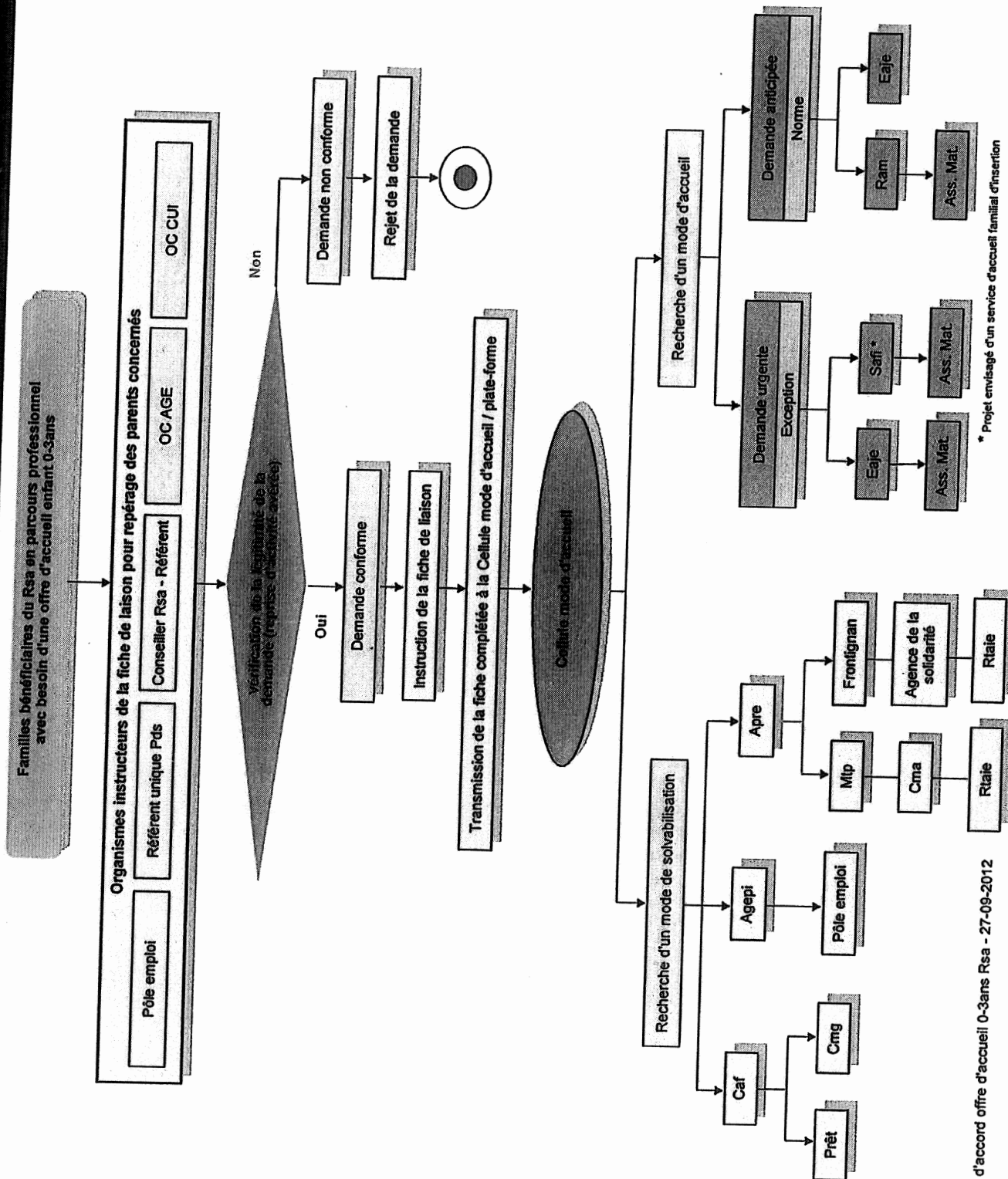
Pour extrait conforme, Madame le Maire



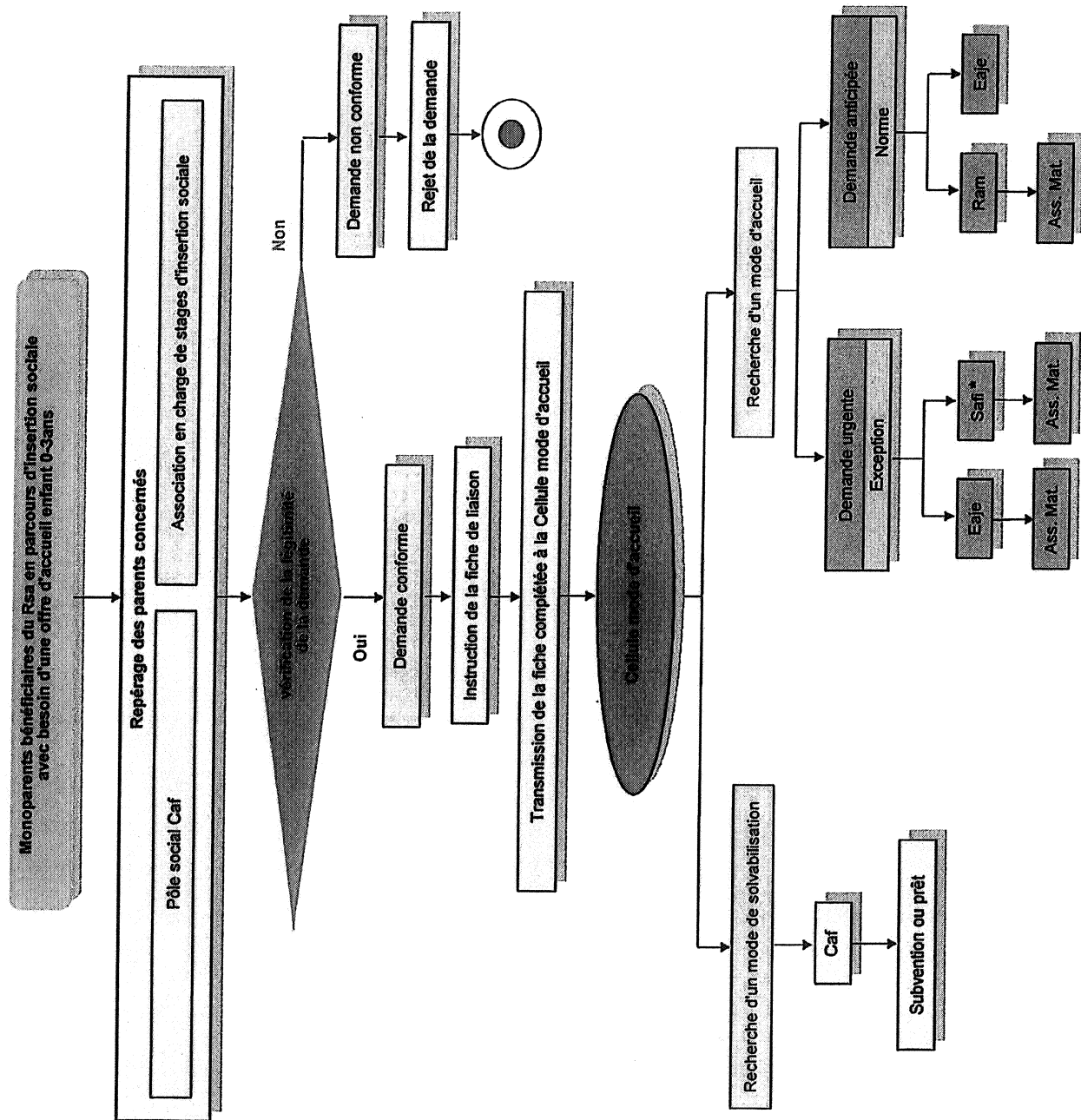
Hélène MANDROUX

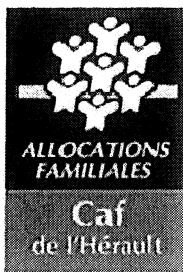
Publiée le : 18/12/2012

Ordinogramme offre de service parents Rsa en parcours professionnel



Ordinogramme offre de service monoparents Rsa en insertion sociale





Ville
de MONTPELLIER

Offre d'accueil
pour les enfants 0-3 ans
des familles bénéficiaires du Rsa
en parcours d'insertion professionnelle ou sociale

Protocole d'accord
Caf de l'Hérault / Ville de Montpellier

Préambule :

La difficulté de trouver un mode d'accueil pour leur enfant constitue un réel frein pour les parents bénéficiaires du Rsa désireux de suivre une formation en insertion sociale ou professionnelle ou d'accéder à un emploi.

Cette difficulté peut être d'ordre financier mais aussi liée aux contraintes des listes d'attente des équipements d'accueil du jeune enfant qui ne permet pas une forte réactivité dans les situations d'urgence ou d'opportunité.

Objet :

Expérimentation d'une plateforme interinstitutionnelle pour la recherche d'une solution d'accueil pour les enfants de 0-3 ans révolus de familles bénéficiaires du Rsa par une bonne articulation des modes d'accueil collectifs et familiaux et la mise en synergie des Services Petite Enfance, Relais assistants maternels, Cellule mode d'accueil Caf et des dispositifs de solvabilisation : *Aides financières individuelles d'action sociale et Complément mode de garde de la prestation d'accueil du jeune enfant (Caf), Aide à la garde d'enfants pour parents isolés (Pôle emploi), Aide personnalisée au retour à l'emploi (Département).*

Contexte réglementaire :

- L'article 10 des dispositions relatives aux droits connexes du Rsa JO du 3/12/08 :
«Le projet d'établissement et le règlement intérieur des établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans, mentionnés aux deux premiers alinéas de l'article L.2324-1 du code de la santé publique, prévoient les modalités selon lesquelles ces établissements garantissent des places pour l'accueil d'enfants non scolarisés âgés de moins de six ans à la charge de personnes engagées dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle et répondant aux conditions de ressources fixées par voie réglementaire, pour leur permettre de

prendre un emploi, de créer une activité ou de participer aux actions d'accompagnement professionnel qui leur sont proposées.»

- L'article D.214-7 du code de l'action sociale et de la famille :
« le nombre de places garanties ne peut être inférieur à une place par tranche de vingt places d'accueil, sauf pour les établissements et services mis en place par des employeurs pour l'accueil exclusif des enfants de leurs salariés".
- La LC Cnaf 2011 -105 du 29 juin 2011 relative à la PSU.

Objectifs :

- Faciliter l'accès à un mode d'accueil des enfants de ce public cible.
- Articuler et coordonner les dispositifs et les compétences Caf / Ville / Département / Pôle emploi.
- Assurer une forte réactivité pour une solution d'accueil, temporaire puis pérenne, afin de ne pas compromettre l'accès à une formation ou un emploi.

Les 4 leviers d'intervention :

-Le service Petite enfance de la Ville :

- Par la coordination avec les multi-accueils pour la mise en œuvre des places mobilisées à cet effet.
- Par la promotion du dispositif et son articulation avec la Cellule mode d'accueil de la Caf.

-La Cellule mode d'accueil Caf :

- Avec l'appui et la saisine des services habilités de la Caf, de Pôle emploi, du Département, et des associations pour l'activation de la solvabilisation des familles concernées : instruction le cas échéant, d'une avance de financement Caf, du CMG Paje, de l'Agepi, de l'Apré, avec un accompagnement des familles et une simplification des circuits administratifs.
- Avec l'appui du Pôle social de la Caf pour la détection des monoparents bénéficiaires du Rsa, et l'orientation en insertion sociale dans des stages cofinancés par la Caf ou pour toute autre situation familiale exceptionnelle relevant de sa compétence.
- Avec l'appui des Relais assistants maternels pour la mobilisation et le développement du mode d'accueil familial.
- Avec l'appui du service Petite enfance de la ville pour la mobilisation de places d'accueil pour pallier les situations d'urgence concernant l'insertion professionnelle et les demandes liées à l'insertion sociale.

-Le (s) Relais assistants maternels :

- Avec le repérage des disponibilités d'asmats pour ce public spécifique en articulation étroite avec la Cma
- Avec la promotion de la charte d'engagements réciproques Caf / Dpimis / Assistant maternel
- Avec la valorisation et la mobilisation du dispositif auprès des familles et des assistants maternels

-La Charte d'engagements réciproques Caf / Dpmis / Assistant maternel qui valorise et développe le mode d'accueil familial pour ce public cf annexe 3.

Processus :

L'accompagnement des familles à l'accès à un mode d'accueil pour leur jeune enfant est mis en œuvre selon deux modalités :

1) Un circuit qui concerne l'insertion sociale des familles bénéficiaires du Rsa, notamment pour les familles monoparentales détectées par le Pôle social, orientées dans des stages cofinancés par la Caf, ou relevant de toute autre situation familiale exceptionnelle diagnostiquée par le Pôle social de la Caf : cf annexe 2.

2) Un circuit qui concerne l'insertion professionnelle des familles bénéficiaires du Rsa dans le cadre de l'expérimentation Caf / Ville pour faciliter un accès à une offre d'emploi ou un stage professionnel qualifiant : cf. annexe 1.

Communication :

Une attention particulière sera portée par la Ville et par la Caf à la valorisation du dispositif et à la formation/information des intervenants impliqués dans le processus.

Evaluation et durée du dispositif :

L'évaluation s'effectue dans le cadre des modalités de mise en œuvre du Contrat enfance jeunesse.

Les instances de pilotage du Cej enfance feront état du bilan réalisé dans le cadre de ce protocole sur la base des indicateurs précisés dans le paragraphe ci-dessous :

- Le nombre, la nature et la répartition par quartier des demandes d'accueil,
- Les suites données aux demandes : places mobilisées en accueil familial, en accueil collectif, les solvabilisations mobilisées dans les différents dispositifs,
- La part des demandes en urgence et des demandes anticipées,
- Les difficultés repérées,
- Les axes de progrès à envisager,
- La coordination avec les organismes de formation.

La durée initiale de ce dispositif expérimental est d'un an.

La poursuite du dispositif sera confirmée lors de son évaluation dans le cadre des instances du Contrat enfance jeunesse volet enfance conclu avec la Ville.

Engagements :

La Caf s'engage :

- à la mise en œuvre en interne du dispositif.

- au pilotage à la promotion et à l'articulation du dispositif avec l'ensemble des partenaires.

La ville s'engage :

- à mobiliser dans les EAJE municipaux les places nécessaires à la mise en œuvre du présent dispositif, à concurrence de 1 place pour 20 places d'accueil. Ces places seront mobilisées selon les modalités suivantes :
 - 1) Pour les enfants 0-3 ans des **familles bénéficiaires du RSA en parcours d'insertion sociale**, et notamment pour les enfants des familles monoparentales détectées par la CAF ou dans toute autre situation familiale exceptionnelle relevant du pôle social de la CAF, des places d'accueil occasionnel seront fidélisées dans les multi accueil pendant la durée de la formation.
 - 2) Pour les enfants 0-3 ans des **familles bénéficiaires du RSA en parcours d'insertion professionnelle** orientées par la Cellule Mode d'Accueil dans le cadre de l'expérimentation (accès à l'emploi ou à une formation qualifiante), des places seront mobilisées pour une **durée maximale de 1 mois**, le temps pour la CMA de trouver une solution pérenne en accueil familial. Il s'agira prioritairement de fidéliser de l'accueil occasionnel en multi accueil, sauf quand des obligations liées à l'amplitude horaire rendront impératif le recours à de l'accueil régulier en EAJE.
- A désigner un référent et son remplaçant pour assurer la continuité de service dans la coordination du dispositif avec la CMA.

Fait à Montpellier,

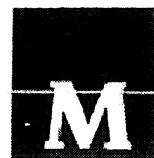
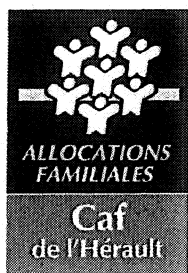
En double exemplaire, le

Le Directeur de la Caf de l'Hérault,

Le Maire de la Ville de Montpellier,

Jean-Pierre PEQUIGNOT

Hélène MANDROUX



Ville
de MONTPELLIER

CHARTRE D'ENGAGEMENTS DE SERVICES RECIPROQUES POUR L'ACCUEIL FAMILIAL

SOMMAIRE

PREAMBULE.....	3
OBJECTIFS DE LA CHARTE D'ENGAGEMENTS RECIPROQUES.....	3
ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES.....	4
➤ LES ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES.....	4
➤ LES ENGAGEMENTS DES ASSISTANT(E)S MATERNEL(LE)S AGREE(E)S.....	4
- Sur les relations avec les parents.....	4
- Sur les relations avec les assistant(e)s maternel(le)s.....	5

Entre :

-L'assistant(e) maternel(le) ci-dessous désigné(e) :

..... (civilité, prénom et nom),
demeurant (n°, rue, CP et ville) ;

d'une part,

et

**-La Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault, dont le siège est situé 139 avenue de Lodève
– 34943 Montpellier Cedex 9, représentée par Monsieur Jean-Pierre PEQUIGNOT, en sa
qualité de Directeur**

**-Le Conseil Général de l'Hérault, dont le siège est situé 1000, rue d'Alco – 34087 Montpellier
Cedex 4, représenté par**

**-La Ville de Montpellier, dont le siège est situé 1, place Georges Frêche 34267 Montpellier
Cedex 2, représentée par**

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

En France, l'accueil d'un enfant au domicile d'un(e) assistant(e) maternel(le), dit accueil familial, représente le deuxième mode d'accueil de la petite enfance juste derrière la garde assurée par la famille.

Pourtant, toutes les études d'opinion le démontrent, ce mode d'accueil ne rencontre pas toujours l'adhésion spontanée des familles, qui lui préfèrent en première intention, l'accueil collectif en crèche. Toutefois, cette réserve a tendance à se dissiper rapidement lorsque l'enfant est accueilli effectivement par un(e) assistant(e) maternel(le) au point que certains parents n'envisagent plus par la suite, de recourir à un autre mode de garde.

En outre, notre pays qui connaît un fort taux de fécondité (1,99 enfant par femme contre 1,60 en moyenne en Europe) et un taux d'emploi féminin de plus de 80 %, doit s'organiser pour pouvoir offrir des solutions d'accueil en nombre tout en maintenant un haut niveau d'exigence de qualité de cet accueil. C'est pourquoi, l'accueil familial doit faire l'objet de l'attention soutenue des partenaires institutionnels, chargés d'apporter une réponse cohérente à la forte demande des parents, des entreprises ou services employeurs.

Ce mode d'accueil présente de nombreux atouts qu'il convient de valoriser : la souplesse et l'adaptation au temps professionnel des parents, notamment ceux en emplois partiels ou en horaires décalés, une solution relativement moins coûteuse pour les collectivités qui veulent organiser un service d'accueil sur leurs territoires, une coordination inter-institutionnelle assurée par un réseau complet de Relais d'assistantes maternelles (RAM) dans le département.

Toutefois, il présente aussi une série de faiblesses, qu'il convient d'objectiver : localement, le faible nombre relatif d'assistant(e)s maternel(le)s induit un effet prix sur les tarifs pratiqués qui restent parmi les plus élevés de l'hexagone et qui rend ce service peu accessible aux catégories moyennes, ou défavorisées. Par ailleurs, il suscite parfois la défiance des parents potentiellement utilisateurs en raison de l'absence supposée de régulation ou de contrôle de cette activité, alors que largement subventionnée par des fonds publics, en premier lieu, par la Prestation d'accueil du jeune enfant versée par les Caisses d'allocations familiales.

Par ailleurs, le secteur de l'accueil familial peut compter sur une couverture territoriale optimale en matière de Relais d'assistant(e)s maternel(le)s, co-financés par la Caf, le Département et les communes utilisatrices.

Objectifs de la charte d'engagements réciproques

Cette charte d'engagement de services fixe les objectifs suivants :

- le rééquilibrage dans le département des modes de garde en faveur de l'accueil familial et l'augmentation générale des solutions d'accueil,
- la diversification des solutions d'accueil,
- la valorisation et la professionnalisation de l'activité d'assistant(e) maternel(le) (donner aux assistant(e)s maternel(le) une possibilité effective de se former),
- valoriser l'image de l'accueil familial auprès des parents et favoriser leur confiance,
- diminuer la tension sur les accueils collectifs,
- optimiser les possibilités d'accueil en atténuant les périodes d'inactivité des assistant(e)s maternel(le)s,
- développer les passerelles et les complémentarités avec les services petite enfance existants,
- accueillir des publics en insertion par un accompagnement institutionnel et une sécurisation financière.

Son contenu a été conjointement élaboré par la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault, la Direction de la protection maternelle infantile et de la santé du département de l'Hérault, les villes de Montpellier et de Frontignan et les organisations professionnelles des assistants maternels.

Il décline les engagements réciproques qui donneront toute sa crédibilité à cette charte et permettront à ces professionnels de montrer aux parents que les salariés qu'ils embauchent sont animés par de réelles valeurs de respect des particularités de chacun (situations de handicap, différences socioculturelles, convictions religieuses,...) et qu'ils sont soucieux de la plus grande cohérence éducative pour le bien-être de l'enfant.

Rôle et engagements des parties

➤ Les engagements des partenaires

- Assurer la promotion de cette charte auprès des parents à travers des articles de presse, des communiqués. Une information sur la charte ainsi que son contenu seront accessibles sur les sites respectifs des deux institutions (caf.fr et cg34.fr).
- Contribuer à l'information et à la professionnalisation des assistant(e)s maternel(le)s grâce au maillage du territoire avec le développement de Relais Assistants Maternels, lieux d'écoute, de conseils, d'information, d'échanges et d'enrichissement professionnel.
- Actualiser deux fois par mois les coordonnées des assistant(e)s maternel(le)s sur le site « mon-enfant.fr » et procéder à l'inscription de leurs disponibilités en s'appuyant sur les Relais Assistants Maternels dès la signature de leur accord écrit.
- Contribuer à la formation des assistants maternels en leur offrant un accompagnement à l'analyse des pratiques.

Plus particulièrement pour la Caf, dans le cadre de l'offre globale de service qu'elle entend mettre en œuvre pour les familles bénéficiaires du RSA, engagées dans un parcours d'insertion :

➤

- Sécuriser la solvabilisation de ces familles grâce à des prêts dans l'attente du versement du complément libre choix du mode de garde (CMG Paje) versé par la Caf. Les relais assistants maternels assureront la mise en relation entre les familles concernées et les assistant(e)s maternel(le)s et les accompagneront dans l'élaboration du contrat de travail et la demande de perception de cette aide.

➤ Les engagements des Assistant(e)s maternel(le)s agréé(e)s

Sur les relations avec les parents

- Accepter l'inscription de ses coordonnées personnelles et de la disponibilité sur la rubrique « assistants maternels » du site « mon-enfant.fr ».
- Offrir une souplesse d'accueil en garantissant au moins un accueil à temps partiel mais aussi sur horaires atypiques et plannings irréguliers, notamment pour les enfants de familles bénéficiaires du Rsa, engagées dans un parcours d'insertion.
- S'engager pour les familles bénéficiaires du RSA à pratiquer un tarif adapté et dans tous les cas n'excédant pas un tarif horaire de 3,50 € net de l'heure.
- Accueillir tous les enfants quelle que soit leur origine et respecter les valeurs culturelles, philosophiques, religieuses de leurs parents.
- Mettre en place des outils de liaison avec les parents : cahier, album, projet d'accueil,... et s'engager à utiliser le contrat d'accueil proposé par la Caf et le Département lors de la formation initiale et mis à disposition dans les Relais Assistants Maternels.

Sur les relations avec les Relais Assistants Maternels

- Participer à la vie du Ram, aux animations, aux réunions festives, aux analyses de pratique, conférences et formations mises en œuvre par le Ram du territoire, dans la limite du respect du rythme et de la sécurité des enfants.

- Signaler au Ram tout changement dans la disponibilité d'accueil, conformément au décret 2006-1153 du 14 septembre 2006 qui fait obligation de déclarer dans les 8 jours l'arrivée ou le départ d'un enfant.
- Remettre aux parents un questionnaire de satisfaction à retourner au Ram une fois rempli.
- Accepter de participer au bilan de la charte d'engagement avec la puéricultrice et l'animatrice de Ram pour envisager le renouvellement de la charte.

Cette charte d'engagements réciproques comporte 5 pages paraphées par les parties.

Fait à, en.....exemplaires originaux, le

L' assistant(e) maternel(le),
Monsieur/Madame

Le Président
du Conseil Général de l'Hérault,
André VEZINHET

Le Directeur
de la Caf de l'Hérault,
Jean-Pierre PEQUIGNOT

Le Maire
de la Ville de Montpellier,
Hélène MANDROUX

Glossaire

- **Agepi** : Aide à la garde d'enfant pour parents isolés
- **Apres** : Aide pour le retour à l'emploi
- **Ass. mat.** : Assistant(e) maternel(le)
- **Caf** : Caisse d'allocations familiales
- **Cma** : Cellule mode d'accueil
- **Cmg** : Complément mode de garde
- **Cnaf** : Caisse nationale des allocations familiales
- **Eaje** : Etablissement d'accueil du jeune enfant
- **OC AGE** : Organisme conventionné Accompagnement global vers l'emploi
- **OC CUI** : Organisme conventionné Contrat unique d'insertion
- **Pds** : Pôle départemental de la solidarité
- **REF IAE** : Référent Insertion par l'activité économique (chantiers d'insertion)
- **Ram** : Relais assistant maternel
- **Rsa** : Revenu de solidarité active
- **Safi** : Service d'accueil familial d'insertion
- **Rtaie** : Responsable territorial des aides à l'insertion économique

Séance publique du lundi 17 décembre 2012

Convoqué le mardi 11 décembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 17 décembre 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Arnaud JULIEN, Gabrielle DELONCLE, Christian DUMONT, Claudine TROADEC-ROBERT.

Absents :

Mustapha MAJDOUL, Martine PETITOUT.

Crèche Joséphine Baker Délégation de Service Public Avenant n° 1

Cession du contrat de la Mutualité Française Hérault à la Mutualité Française Hérault Petite Enfance

Françoise PRUNIER rapporte :

Par délibération du 27 juillet 2009, le Conseil Municipal a programmé la construction de la crèche Joséphine Baker, établissement d'accueil des jeunes enfants, d'une capacité de 60 places d'accueil collectif et de 9 places d'accueil familial, dans le quartier Ovalie.

En date du 7 février 2011, le Conseil Municipal a approuvé le principe de la gestion de la crèche Joséphine Baker dans le cadre d'une délégation de service public et ouvert une procédure de désignation du futur délégataire en application des articles L 1411-1 à L 1411-18 du Code Général des Collectivités Territoriales. L'issue de cette procédure, en date du 26 mars 2012, le Conseil Municipal a retenu la proposition de la Mutualité Française de l'Hérault qui s'est révélée être en tous points la plus intéressante pour la Ville.

La Mutualité Française de l'Hérault a pris l'initiative de se doter, dans un cadre juridique et fiscal adapté, de structures filiales de l'union territoriale ouvertes à des partenaires notamment mutualistes. Ainsi, le 30 juin 2012, a été créée l'Union mutualiste « Mutualité Française Hérault – Petite Enfance » dédiée spécifiquement à la gestion des crèches.

Comme suite à la création de l'union mutualiste « Mutualité Française Hérault – Petite Enfance » par la mutualité française de l'Hérault, structure dédiée à la gestion des crèches, celle-ci devient de ce fait le nouveau titulaire de la convention de délégation de service public pour la gestion de la crèche municipale Joséphine Baker.

Ainsi, l'union mutualiste « Mutualité Française Hérault – Petite Enfance » répond des droits et obligations de la convention ; les clauses et conditions du contrat initial restent inchangées.

Après étude, il est demandé au Conseil Municipal :

- de prendre acte du changement du contractant de la convention de délégation susvisée ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Madame l'Adjointe Déléguée à signer l'avenant n° 1 au contrat délégation de service public et tous documents ou actes relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 18/12/2012

**DELEGATION DE SERVICE PUBLIC
POUR LA GESTION DE LA CRECHE MUNICIPALE JOSEPHINE BAKER**

AVENANT N° 1

A. Identification des parties à la convention

ENTRE :

La Ville de MONTPELLIER
1 place Georges FRECHE
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Représenté par
Madame Le Maire

ET :

MUTUALITE FRANCAISE DE L'HERAULT
Maison de la mutualité
88 rue de la 32^{ème}
34264 MONTPELLIER CEDEX 2

Représenté par
Le président M. CROS

B. Renseignements concernant la délégation de service public

La délégation de service public concernant la gestion de la crèche Joséphine Baker est conclue pour une durée de 3 ans du 01 septembre 2012 au 31 aout 2015. La convention a été notifiée le 05 juin 2012.

Date de la délibération autorisant la signature de l'avenant :
le

déposée en préfecture de l'Hérault

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet la cession du contrat de délégation de service public de « la mutualité française de l'Hérault » à « la mutualité française Hérault - petite enfance », nouveau titulaire, pour les motifs suivants :

La mutualité française de l'Hérault a pris l'initiative de se doter, dans un cadre juridique et fiscal adapté, de structures filiales de l'union territoriale ouvertes à des partenaires notamment mutualistes.

Ainsi, le 30 juin 2012, a été créée l'Union mutualiste « mutualité française Hérault-petite enfance », dédiée spécifiquement à la gestion des crèches.

ARTICLE 2

Le nouveau titulaire du contrat s'engage à reprendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations résultant du contrat initial.

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

D. Signatures des parties

A , le

A , le

Le représentant de l'union mutualiste « mutualité française
Hérault-petite enfance »

Pour Madame Le Maire
l'Adjointe Déléguée

Françoise PRUNIER

Séance publique du lundi 17 décembre 2012

Convoqué le mardi 11 décembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 17 décembre 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Arnaud JULIEN, Gabrielle DELONCLE, Christian DUMONT, Claudine TROADEC-ROBERT.

Absents :

Mustapha MAJDOUL, Martine PETITOUT.

Maisons pour tous de la Ville de Montpellier Mise à disposition de salle à titre gratuit

Sophie BONIFACE-PASCAL porte :

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Dans un souci d'homogénéisation du traitement de ces occupations, vous avez validé lors du dernier Conseil Municipal du 25 juillet, des modèles de convention de mise à disposition permettant le traitement de toutes les situations (occupations ponctuelles ou annuelles).

Il vous est demandé aujourd'hui de bien vouloir vous prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il vous est donc proposé de vous prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous.

Pour cette saison 2012/2013, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à **11** associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de **2025 €**.

Les associations concernées sont : Association EAGLES, Cheerleaders, Synergie des Mémoires Humaines, Crèche Rimbambelle, Jeunesse Indépendante, METISS'KA, DSD, Appel du geste actuel, EN CORPS, SWINGJAMMERZ et Vins d'Elles

La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à **25** associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de **7755 €**.

Les associations concernées sont : Appel du geste, Jazz à tous les étages, Eurogrece, Comité de quartier Pompignane, Justice pour le Petit Bard, Cie des nuits partagées, Gospel good News 34, METISS'KA, Mixture, Arts et éveil, BAND'A BOULOU, HAINGO, MOSAIK Outre-mer, comité de quartier à l'écoute Saint Martin, Crazy danse Montpellier, Gem Lesseps, R2Rue, PINK 34, Airt scène, SURDI 34, Equilibris, Jumeaux et plus 34, Association Montpelliéraine pour un Judaïsme Humaniste Laïque, Théavida et Association Vélocité Languedoc

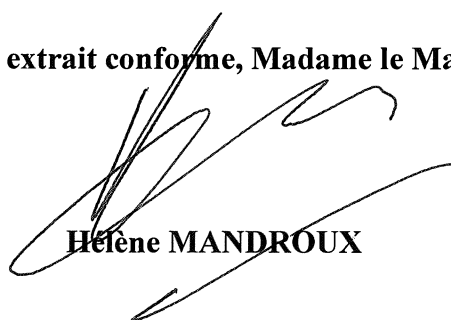
Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, votés lors du Conseil municipal du 25 juillet 2011.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver la signature avec ces associations des conventions nécessaires selon les modèles approuvés lors de la séance du Conseil Municipal du 25 juillet 2011
- D'autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 18/12/2012 |

Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux					ponctuelle		
Maison pour tous :		Mélina-Mercouri		Pour la période de :		déc 2012 à juin 2013**	
Pour Conseil municipal du:				lundi 17 décembre 2012			
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Week-end stages activités associations - de 20 personnes	Valorisation
	Appel du geste		Atelier de danse et d'expression corporelle pour personnes valides et handicapées.	Action solidaire avec un petit groupe de personnes handicapées.	23/02 et 24/02/2013	20 personnes	110
	Jazz à tous les étages		Chant et chorale	Importante participation au projet MPT	Du 25/01 de 18h à 20h au 27/01/2013 de 9h à 18h	20 personnes	220
	Comité de quartier Pompiagne		Réunion	Partenaire MPT	le 13/01/2013	Journée salle pour 20 à 60 personnes	110
	Eurogrece		Atelier de chant, cours de langue et danse grecque.	Cotisation de 30€/an cours animés par des bénévoles Partenaire avec la MPT	le 24/11/2012	Week-end réunions et assemblées	110
Maison pour tous :				François-Villon			
Pour la période de :				déc 2012 à juin 2013**			
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Justice pour le Petit Bard	œuvrer pour le droit, la justice et la dignité des habitants du quartier du Petit Bard et d'ailleurs,...	atelier d'immersion aux pratiques artistiques,		22 demi-journées	Demi-journée salle pour - 60 personnes	1210
	Cie des nuits partagées	création atelier théâtre	Débat citoyen		3 demi-journées	Demi-journée salle pour - 60 personnes	165
Maison pour tous :				Rosa-Lee-Parks			
Pour la période de :				déc 2012 à juin 2013**			
Pour Conseil municipal du:				lundi 17 décembre 2012			
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	GOSPEL GOOD NEWS 34	Pratique du chant Gospel	Conseil d'administration, et réunion de bureau		18/02/2013 et 18/04/2013 de 18h à 21h	Demi-journée salle pour - 60	110
	METISS'KA	Découverte et promotion de la culture antillaise	Stage de danse Gwo'Ka et de percussions antillaise	stage proposé à un tarif très bas / à moins de 10€	14h à 18h sur 2 dates entre janvier et juin 2013	Demi-journée salle pour - 60 personnes	110

MIXTURE	Promouvoir le mixage et les musiques actuelles	Stage de découverte de mixage	stage proposé à titre gratuit	vacances d'Hiver sur une semaine	Week-end stages activités associations - de	110
ARTS ET EVEIL	Initier et faire découvrir les activités d'ats-plastiques aux enfants et aux parents	stage Parents/Enfants d'arts-plastiques : les ateliers bouillonnants	stage proposé à titre gratuit, juste une participation financière pour le matériel. Ce stage favorise la relation parent/enfant et propose la pratique d'une activité de loisirs en famille.	les samedis 6, 13 et 20 avril 2013 de 9h à 12h	Demi-journée salle pour - 60 personnes	165
BAND'A BOULOU	favoriser la pratique du théâtre	Ateliers de théâtre croisé entre la Mpt Léo Lagrange et la Mpt Rosa Lee Parks et présentation d'un match d'impro		le vendredi 29 mars 2013 de 18h à 23h	Demi-journée salle pour + 60 personnes	220
BAND'A BOULOU	favoriser la pratique du théâtre	Répétitions ouvertes au public des spectacles des groupes d'abonnés de la Mpt		les vendredis 25 janvier et 12 avril 2013 de 18h à 23h	Demi-journée salle pour + 60 personnes	220
HAINGO	Favoriser la pratique musicale et découvrir les musiques actuelles	Répétitions du groupe		21 et 22 décembre 2012 de 10h à 17h	Journée salle pour - 20 personnes	110
MOSAIK Outre-mer		réunir les personnes d'origines « outre-mer »		une occupation pour janvier 2013	Journée salle pour + 60 personnes	220
HAINGO	Favoriser la pratique musicale et découvrir les musiques actuelles	Répétitions des adhérents aux cours de chant afin de les initier à la pratique scénique	Cours supplémentaires aux ateliers annuels, pas de contributions financières supplémentaires	les samedis 19 janvier, 9 février, 16 mars, 13 avril, 1er juin et 8 juin 2013	Demi-journée salle pour - 60 personnes	330
Maison pour tous :		L'Escoutaire		Pour la période de :		
Pour Conseil municipal du:		lundi 17 décembre 2012				
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Comité de quartier à l'écoute St Martin	comité de quartier	assemblée générale	vendredi 25 janvier de 17h à 22h	Demi-journée salle pour - 60 personnes	55
	Comité de quartier à l'écoute St Martin	comité de quartier	bal costumée	9h à 00h	Journée salle pour 20 à 60 personnes	110
	Crazy danse Montpellier	atelier de danse country	bal country	samedi 26 janvier de 14h à 23h	Journée salle pour 20 à 60 personnes	110
	Gem Lesseps (groupe d'entraide mutuelle)	Le GEM Lesseps est à l'écoute des personnes, prêts à répondre à la demande ou à soutenir une personne en difficulté.	journée festive autour du handicap	samedi 9 février de 10h à 19h	Journée salle pour + 60 personnes	220

Maison pour tous :			Voltaire		Pour la période de :		déc 2012 à juin 2013		
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation		
	R2Rue	Danse Hip Hop	Stage de danse		du 26 au 28/12 (3 jours)	Demi-journée salle pour + 60 personnes	330		
	PINK 34	Participation au rallye trophée la rose des sables	Acheminement humanitaire		03/03/2013 de 9h à 18h	Journée salle pour + 60 personnes	220		
	Airt scène	comédie musicale	Ateliers de création comédie musicale	3 X 55€ (soit 3 demi journées)	mardi 05/03 ; 23/04 et 30/04 de 20h30 à 22h30	Demi-journée salle pour - 60 personnes	165		
	SURDI 34	Informier et soutenir des personnes malentendantes et devenues sourdes	Assemblée générale	1 X 55€	26/01/2013 de 14h30 à 18h	Demi-journée salle pour - 60 personnes	55		
	Equilibris	Eveil petite enfance	Stage equilibre en draisiennne et de Taïko sur les vacances scolaires / action intégrée dans le projet de la MPT pour soutenir une offre d'animation sur les vacances.	Stage Taïlo = 3X55€ et stage équilibre 2X55€	Stage de Taïko du 25 au 27/02/2013 et stage équilibre du 04 au 05/03/2013	Demi-journée salle pour - 60 personnes	275		
	JUMEAUX ET PLUS 34	soutien aux familles de multiples	Bourse aux vêtements, AG et arbre de Noël.	11 utilisation de salle au tarif 110€		Journée salle pour 20 à 60 personnes	1210		
Maison pour tous :			Frédéric-Chopin		Pour la période de :		décembre à juin 2013		
Pour Conseil municipal du:			lundi 17 décembre 2012						
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation		
	AMJHL Association Montpelliéraine pour un Judaïsme Humaniste Laïque	Activités culturelles pour promouvoir un judaïsme vivant attaché aux valeurs humanistes	Réunions - Activités culturelles		samedi 2 février samedi 23 mars de 14h à 18h	Journée salle pour 20 à 60 personnes	110		
	THEAVIDA	Organiser des événements culturels autour de la culture latino-américaine mêlant le théâtre, la danse et la vidéo	Résidence d'écriture pour spectacle "Voyage au Cœur"		Du 17 décembre 2012 au 15 février 2013 soit un total de 242h		1320		
Maison pour tous :			DAT		Pour la période de :		2013		
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation		
	Association Vélodoc Languedoc		assemblée générale annuelle		18-janv	Journée salle pour - 20 personnes	55 €		
total							7755		



Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux annuelle

Maison pour tous :		André-Chamson	Pour la période de :		2012 à juin 2013**		
Pour Conseil municipal du :		lundi 17 décembre 2012					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total 1/2 journée et 20 personnes incluses	Valorisation
	Association EAGLES Cheerleaders	développer et promouvoir le cheerleading	atelier de gym acrobatique au sol, pyramides voltiges , chants d'encouragement	association étudiants	le lundi de 19h30 à 22h30		300 €
Maison pour tous :		Michel-Colucci	Pour la période de :		2012 à juin 2013**		
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total 1/2 journée et 20 personnes incluses	Valorisation
	Synergie des Mémoires Humaines	développement personnel et autonomie des enfants.	autonomie scolaire	intervention à l'école A.Savary jusqu'en dec 2012. probleme de salle depuis l'arrivée de l'alsh	mercredi de 9h30 à 12h et de 14h à 16h30		300
	CRECHE RIMBABELLE	creche associative. Accueil des tout petits de 3 mois à 3 ans.	atelier expression corporelle, éveil danse	creche du quartier, locaux tres petit.	un lundi par mois de 10h / 11h	1h et 10 personnes incluses	110
	Jeunesse Independante	initiation à la création: développer l'imagination des jeunes, condrétisser leurs réalisation (poésie, musique...)	ateliers d'écriture: 2 groupes pour 2 tranches d'âge (10/14 et 15/20 ans)	nouvel atelier, action en direction de la jeunesse.	mercredi de 15h à 19h	1/2 journée et 20 personnes incluses	300
Maison pour tous :		Rosa-Lee-Parks	Pour la période de :		2012 à juin 2013**		
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total 1h et 10 personnes incluses	Valorisation
	METISS'KA	Découverte et promotion de la culture antillaise	Répétition du groupe de danseurs de Gwo'ka et de percussionnistes antillais	Proposition de l'animation du Carnaval le 16 février 2013	lundi de 20h30 à 22h30		110
	DSD	Développement Solidaire et Durable	Initiation Informatique avec public en difficultés sociales ou en situation de Handicap	de janvier à juin 2013	les jeudis de 14h à 17h	1/2 journée et 10 personnes incluses (3 à 5h)	245

Maison pour tous :		Mélina-Mercouri	Pour la période de :		2012 à juin 2013**		
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	APPEL DU GESTE ACTUEL		Atelier de danse et d'expression corporelle pour personnes valides et handicapées	Action solidaire avec petit groupe de personnes handicapées	vendredi de 15h15 à 17h15	2h et 10 personnes incluses	165
Maison pour tous :		Frédéric-Chopin	Pour la période de :		2012 à juin 2013**		
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	EN CORPS	Rassembler, enseigner, échanger et créer dans les domaines de l'art, de la nature, de la culture du sport et de la création	Résidence - création de danse	Partenariat dans le cadre du Festival les Z'Arts Bô dans la rue	Jeudi de 9h à 10h30	1h30 et 10 personnes incluses	140
	SWINGJAMMERZ	Promouvoir le Lindy Hop	Répétition d'un groupe de musique "SwingJammerz Band" & "Canibal Dandies"	Partenariat dans le cadre des soirées "Cabaret Sauvage"	Dimanche de 18h30 à 23h	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	245
Maison pour tous :		Fanfonne-Guillierme	Pour la période de :		2012 à juin 2013**		
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Vins d'Elles	développement des connaissances œnologiques et viticoles du grand public;éducation à la consommation responsable...	Découverte des vins, atelier de dégustation	aide au lancement de l'activité participatiron au projet de la Maison pour tous	mardi 18h-22h 9/10,6/11,11/12, 8/01,5/02,12/03,9/04,7/05	1h et 10 personnes incluses	110 €

total	2025
-------	------

Séance publique du lundi 17 décembre 2012

Convoqué le mardi 11 décembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 17 décembre 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Arnaud JULIEN, Gabrielle DELONCLE, Christian DUMONT, Claudine TROADEC-ROBERT.

Absents :

Mustapha MAJDOUL, Martine PETITOUT.

Mise à disposition de locaux associatifs Approbation des redevances minorées Autorisation de signer les conventions de location

Frédéric TSITSONIS rapporte :

La Ville de Montpellier, suite à la Commission d'Attribution des Locaux Associatifs (CALA) réunie en date du 23 octobre 2012 propose de renouveler à compter du 1^{er} janvier 2013 jusqu'au 31 décembre 2014, la mise à disposition de locaux pour 53 associations dont les conventions de location sont anciennes et nécessitent une réactualisation.

Dans le même temps, une mise à disposition de nouveaux locaux est proposée à compter du 1^{er} janvier 2013 jusqu'au 31 décembre 2014 à cinq associations, leur permettant ainsi de développer leurs activités dans les quartiers.

Au vu de l'intérêt communal attaché à l'activité de chacune de ces structures, une redevance minorée leur sera proposée. Ladite redevance minorée constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de chaque association concernée :

Association	Adresse des locaux	Valeur locative annuelle	Loyer annuel minoré	Aide annuelle en nature
Renouvellement pour 53 associations				
Amicale de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation	7 rue Cauzit	1 560,00 €	35,00 €	1 525,00 €

Amicale des Anciens Marins de Montpellier	7 rue Cauzit	1 300,00 €	35,00 €	1 265,00 €
Association d'Entraide des Veuves et Orphelins de Guerre	7 rue Cauzit	1 950,00 €	35,00 €	1 915,00 €
Association des Fils de Tués	7 rue Cauzit	1 950,00 €	35,00 €	1 915,00 €
Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance	7 rue Cauzit	1 755,00 €	35,00 €	1 720,00 €
Association Républicaine des Anciens Combattants	7 rue Cauzit	2 080,00 €	35,00 €	2 045,00 €
Association Rhin et Danube	7 rue Cauzit	2 860,00 €	35,00 €	2 825,00 €
Fédération Nationale des Déportés et Internés de la Résistance	7 rue Cauzit	1 300,00 €	35,00 €	1 265,00 €
Union Départementale des Associations de Combattants - UDAC	7 rue Cauzit	1 560,00 €	35,00 €	1 525,00 €
Union Nationale des Combattants section de Montpellier	7 rue Cauzit	1 950,00 €	35,00 €	1 915,00 €
Université duTiers Temps	Le Chapeau Rose rue Jules Isaac	4 030,00 €	35,00 €	3 995,00 €
Tang Hérault	Le Saint Jammes 40 rue Favre de Saint Castor	17 100,00 €	35,00 €	17 065,00 €
Eclaireurs et Eclaireuses de France	Domaine de Grammont 2733 avenue Albert Einstein	9 000,00 €	35,00 €	8 965,00 €
Comité Paroissial de Celleneuve	15 rue du Bassin	8 030,00 €	35,00 €	7 995,00 €
Restaurants du Cœur	370 rue de Centrayrargues	6 930,00 €	35,00 €	6 895,00 €
Restaurants du Cœur	Le Tarascon 1065 rue Croix de Figuerolles	10 980,00 €	35,00 €	10 945,00 €
Restaurants du Cœur	Résidence Aiguelongue rue de Montasinos	4 730,00 €	35,00 €	4 695,00 €
Comité de Quartier Aubes Pompignane	127 rue Marie Durand	3 300,00 €	35,00 €	3 265,00 €
Majorettes de Montpellier	1351 rue de Fontcouverte	22 000,00 €	35,00 €	21 965,00 €
Le Mouvement du Nid	Hôtel de Gérone 2 rue Germain	6 890,00 €	35,00 €	6 855,00 €
Amicale des Corses	Le Domitien 6 rue des Hospices	11 000,00 €	35,00 €	10 965,00 €
Les Amoureux de Candolle	19 rue Lallemand	7 854,00 €	35,00 €	7 819,00 €
Comité de Quartier Cévennes et Environs	Las Rebes 556 avenue Louis Ravaz	7 370,00 €	35,00 €	7 335,00 €
U N A F A M	356 rue Ferdinand de Lesseps	11 000,00 €	35,00 €	10 965,00 €

Espoir Hérault	356 rue Ferdinand de Lesseps	11 000,00 €	35,00 €	10 965,00 €
Solidarité DOM TOM	Résidence Aigoual Dourbie 236 avenue de Louisville	22 632,67 €	5 582,25 €	17 050,42 €
Fédération Régionale des Associations de Prévention de Santé	Le Dom Bosco 54 chemin de Moularès	50 310,00 €	35,00 €	50 275,00 €
Echecs Club Montpellier	Les Jardins d'O 46 rue de la Mouneda	11 000,00 €	35,00 €	10 965,00 €
ADRA Association des Résidents d'Antigone	7 place du Nombre d'Or	13 130,00 €	35,00 €	13 095,00 €
ADRA Association des Résidents d'Antigone	19 place du Nombre d'Or	17 420,00 €	35,00 €	17 385,00 €
ADRA Association des Résidents d'Antigone	Immeuble le Forum 1 rue de Thèbes/place du Millénaire	8 970,00 €	35,00 €	8 935,00 €
ADEFI Association de Défense des Familles et des Individus	85 rue des Passereaux	6 600,00 €	35,00 €	6 565,00 €
Amicale des Arméniens de Montepplier et sa Région	Résidence Europa 488 avenue du Père Soulas	14 960,00 €	35,00 €	14 925,00 €
Association Les Bastides	Résidence Pétrarque 149 rue Gay Lussac	16 500,00 €	35,00 €	16 465,00 €
Spéléo Club de Montpellier	Résidence le Verdi 271 avenue du Pic St Loup	4 400,00 €	35,00 €	4 365,00 €
Comité de liaison et de coordination des associations de personnes handicapées et malades chroniques	Résidence le Cézanne 603 avenue du Pont Trinquat	18 070,00 €	35,00 €	18 035,00 €
Union Fédérale des Consommateurs	Immeuble le Richelieu rue Richelieu	12 350,00 €	35,00 €	12 315,00 €
Fédération du Conseil des Parents d'Elèves	La Butte II 27 rue Savorgnan de Brazza	16 500,00 €	35,00 €	16 465,00 €
Comité de Quartier Ste Anne	1 rue Ste Anne	2 210,00 €	35,00 €	2 175,00 €
Association Attitude	15 rue Ste Ursule	12 155,00 €	35,00 €	12 120,00 €
Dante Alighieri	25 rue Ste Ursule	13 000,00 €	35,00 €	12 965,00 €
France Israël	Le Vallespir 160 avenue du Val de Montferrand	2 970,00 €	35,00 €	2 935,00 €
Jouons en ludothèque	Résidence les Sylvains 1147 avenue Villeneuve d'Angoulême	2 750,00 €	35,00 €	2 715,00 €
La Maison d'Espagne	Résidence les Jardins d'Emeraude rue Raoul	23 400,00 €	35,00 €	23 365,00 €
Club Emploi Cadres	Hôtel Baschy du Cayla 1 rue Embouque d'Or	4 550,00 €	35,00 €	4 515,00 €
Eclaireurs et Eclaireuses de France	Hôtel Baschy du Cayla 1 rue Embouque d'Or	3 900,00 €	35,00 €	3 865,00 €

Parents Enfants Médiation	Hôtel Baschy du Cayla 1 rue Embouque d'Or	10 400,00 €	35,00 €	10 365,00 €
Confédération Nationale du Logement	Hôtel Baschy du Cayla 1 rue Embouque d'Or	6 500,00 €	35,00 €	6 465,00 €
Union des Combattants Européens	Hôtel Baschy du Cayla 1 rue Embouque d'Or	1 300,00 €	35,00 €	1 265,00 €
Veuves Civile de l'Hérault	Hôtel Baschy du Cayla 1 rue Embouque d'Or	1 300,00 €	35,00 €	1 265,00 €
Collectif contre l'homophobie et pour l'égalité des droits	Hôtel Baschy du Cayla 1 rue Embouque d'Or	7 800,00 €	35,00 €	7 765,00 €
CESAM Migration Santé Languedoc	155 rue de Bologne	3 330,00 €	35,00 €	3 295,00 €
Eglise Orthodoxe Sainte Philotée	Domaine de Grammont avenue Albert Einstein	29 700,00 €	35,00 €	29 665,00 €
Nouvelles conventions pour 5 associations				
Familles des traumatisés crâniens	Rue de Thèbes	8 970,00 €	35,00 €	8 935,00 €
Juvénal Antigone	320 avenue du Petit Train	2 700,00 €	35,00 €	2 665,00 €
Secours Populaire	1 rue Jean Vachet	8 800,00 €	35,00 €	8 765,00 €
Jasmin d'Orient	1 rue Jean Vachet	8800,00 €	35,00 €	8 765,00 €
Tin Hinan	Salle Louis Feuillade 410 rue de Barcelone	1800,00 €	35,00 €	1 765,00 €
TOTAL :		52 8656,67 €	7577,25 €	52 1079,42 €

Par ailleurs la Ville de Montpellier propose à compter du 1^{er} janvier 2013 jusqu'au 31 décembre 2014 :
de réactualiser la convention concernant « l'Union Syndicale Sud-Solidaires Hérault » dont les locaux actuels au 23 rue Lakanal vont faire l'objet de travaux pour réaménagement, en l'absence de locaux disponibles à la Maison des Syndicats ;

La valeur locative annuelle de ces locaux a été évaluée à 23 530,00 €.

Au vu de l'intérêt général attaché à l'activité de cet organisme, il est proposé une mise à disposition à titre gratuit à l'identique des syndicats logés à la Maison des Syndicats 474 allée Henri II de Montmorency.

La gratuité de ces locaux constitue une subvention annuelle en nature de 23 530,00 €, qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et dans les comptes annuels de l'organisme concerné.

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver les 59 conventions de location du domaine public et privé de la Ville jointes en annexe ;
- D'approuver, les loyers minorés proposés aux 58 associations listées ci-dessus, la gratuité des locaux pour « L'Union Syndicale Sud-Solidaires » et de porter au compte administratif de la Ville le montant de ces aides en nature pour un total général de 544 609,42 € ;

- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire . |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 18/12/2012

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

« Association des Fils des Tués » dûment représentée par son (sa) Président (e) en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

7 rue Cauzit
34000 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués ont une superficie de 15 m² et sont en occupation conjointe avec l'association d'Entraide des Veuves et Orphelins de Guerre et l'association Pupilles de la Nation et des Orphelins de Guerre ou du Devoir.

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 2 ans. Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 1950,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 1915,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'association
NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(Cachet de l'association)

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

« Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance » dûment représentée par son Président en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

7 rue Cauzit
34000 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués ont une superficie de 13,50 m² et sont en occupation conjointe avec le Comité Louis Marrès des Amis de la Résistance de Montpellier Agglomération.

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 2 ans.
Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 1755,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 1720,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'association
NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(Cachet de l'association)

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

« Association d'Entraide des Veuves et Orphelins de Guerre » dûment représentée par sa Présidente en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

7 rue Cauzit
34000 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués ont une superficie de 15 m² et sont en occupation conjointe avec l'association des Fils de Tués et l'association Pupilles de la Nation et des Orphelins de Guerre ou du Devoir.

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 2 ans. Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 1950,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 1915,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'association
NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(Cachet de l'association)

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

L'association « Fédération Nationale des Déportés et Internés de la Résistance » dûment représentée par son Président en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

7 rue Cauzit
34000 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués ont une superficie de 10 m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 2 ans. Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 1300,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 1265,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'association
NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(Cachet de l'association)

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

L'association « Université du Tiers Temps » dûment représentée par son (sa) Président (e) en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

Résidence Le Chapeau Rose
Rue Jules Isaac
34000 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués ont une superficie de 31m² et sont en occupation conjointe avec l'association « La Terre en soi ».

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 2 ans.
Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

Le loyer s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, espaces verts, chauffage collectif, électricité, etc...).

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 4030,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 3995,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'association
NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(Cachet de l'association)

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

L'association « Restaurants du Coeur » dûment représentée par son (sa) Président (e) en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

Résidence Aiguelongue
Rue de Montasinos
34000 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués ont une superficie de 43 m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 2 ans.
Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

Le loyer s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, espaces verts, chauffage collectif, électricité, etc...).

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 4730,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 4695,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'association
NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(Cachet de l'association)

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

L'association « Comité de Quartier Cévennes et Environs » dûment représentée par son (sa) Président (e) en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

Résidence Las Rebes Bt 1
556 avenue Louis Ravaz
34090 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués ont une superficie de 67 m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 2 ans. Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 7370,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels, taxes et charges comprises, que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 7335,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'association
NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(Cachet de l'association)

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

L'association « ADRA Association des Résidents d'Antigone » dûment représentée par son (sa) Président (e) en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

19 place du Nombre d'Or
34000 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués ont une superficie de 134 m² (lots 59-60-61-62 de la copropriété).

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 2 ans. Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

Le loyer s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, espaces verts, chauffage collectif, électricité, etc...).

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 17420,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 17385,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'association
NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(Cachet de l'association)

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

L'association « Jouons en Ludothèque » dûment représentée par son (sa) Président (e) en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

Résidence les Sylvains
1147 avenue Villeneuve d'Angoulême
34070 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués ont une superficie de 25 m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 2 ans.
Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

Le loyer s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, espaces verts, chauffage collectif, électricité, etc...).

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 2750,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 2715,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'association
NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(Cachet de l'association)

CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du 17 décembre 2012.

d'autre part,

L'association « Club Emploi Cadres » dûment représentée par son (sa) président (e) en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, la Ville de Montpellier en application des articles L. 2122-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, met à disposition du preneur les lieux ci-après désignés situés :

Hôtel Baschy du Cayla
1 rue Embouque d'Or
34000 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux mis à disposition

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux mis à disposition ont une superficie de 35 m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux mis à disposition dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de mise à disposition est consentie, à titre précaire et révocable pour une durée de 2 ans.

Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2013 jusqu'au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Redevance

La redevance s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, espaces verts, chauffage collectif, électricité, etc...).

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 4550,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, la redevance sera minorée et limitée à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Cette redevance minorée est constitutive d'une subvention en nature annuelle de 4515,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux mis à disposition aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention d'occupation

La présente convention ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'Association,

NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(cachet de l'association)

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

L'association « Comité de liaison et de coordination des associations de personnes handicapées et malades chroniques » dûment représentée par son (sa) Président (e) en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

Résidence le Sézanne
603 avenue du Pont Trinquat
34000 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués ont une superficie de 139 m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 2 ans.
Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

Le loyer s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, espaces verts, chauffage collectif, électricité, etc...).

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 18070,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 18035,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'association
NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(Cachet de l'association)

CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du 17 décembre 2012.

d'autre part,

L'association « Parents Enfants Médiation » dûment représentée par son (sa) président (e) en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, la Ville de Montpellier en application des articles L. 2122-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, met à disposition du preneur les lieux ci-après désignés situés :

Hôtel Baschy du Cayla
1 rue Embouque d'Or
34000 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux mis à disposition

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux mis à disposition ont une superficie de 80 m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux mis à disposition dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de mise à disposition est consentie, à titre précaire et révocable pour une durée de 2 ans.

Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2013 jusqu'au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Redevance

La redevance s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, espaces verts, chauffage collectif, électricité, etc...).

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 10 400,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, la redevance sera minorée et limitée à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Cette redevance minorée est constitutive d'une subvention en nature annuelle de 10 365,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux mis à disposition aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention d'occupation

La présente convention ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'Association,

NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(cachet de l'association)

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

L'association « Les Bastides » dûment représentée par son (sa) Président (e) en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

Résidence Pétrarque
149 rue Gay Lussac
34070 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués ont une superficie de 150 m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 2 ans.
Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 16500,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels taxes et charges comprises, que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 16465,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'association
NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(Cachet de l'association)

CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du 17 décembre 2012.

d'autre part,

L'association « Union des Combattants Européens » dûment représentée par son (sa) président (e) en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, la Ville de Montpellier en application des articles L. 2122-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, met à disposition du preneur les lieux ci-après désignés situés :

Hôtel Baschy du Cayla
1 rue Embouque d'Or
34000 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux mis à disposition

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux mis à disposition ont une superficie de 10 m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux mis à disposition dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de mise à disposition est consentie, à titre précaire et révocable pour une durée de 2 ans.

Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2013 jusqu'au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Redevance

La redevance s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, espaces verts, chauffage collectif, électricité, etc...).

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 1300,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, la redevance sera minorée et limitée à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Cette redevance minorée est constitutive d'une subvention en nature annuelle de 1265,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux mis à disposition aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention d'occupation

La présente convention ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'Association,

NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(cachet de l'association)

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

L'association « ATTITUDE » dûment représentée par son (sa) Président (e) en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

15 rue Sainte Ursule
34000 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués ont une superficie de 93,50 m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 2 ans.
Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

Le loyer s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, espaces verts, chauffage collectif, électricité, etc...).

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 12155,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 12120,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'association
NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(Cachet de l'association)

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

L'association « Fédération du Conseil des Parents d'Elèves » dûment représentée par son (sa) Président (e) en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

Résidence la Butte II
27 rue Savorgnan de Brazza
34070 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués ont une superficie de 150 m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 2 ans.
Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

Le loyer s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, espaces verts, chauffage collectif, électricité, etc...).

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 16500,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 16465,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'association
NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(Cachet de l'association)

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

L'association « Familles des traumatisés crâniens du Languedoc-Roussillon » dûment représentée par son (sa) Président (e) en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

Rue de Thèbes
34000 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués ont une superficie de 69 m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 2 ans.
Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2013 jusqu'au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

Le loyer s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, espaces verts, chauffage collectif, électricité, etc...).

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 8970,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 8935,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'association
NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(cachet de l'association)

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

L'association « Tin Hinan » dûment représentée par son (sa) Président (e) en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

Salle Louis Feuillade
410 rue de Barcelone
34000 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués ont une superficie de 40 m² et correspondent à la salle informatique.

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie à titre précaire et révocable.
En 2013, ces locaux doivent faire l'objet de travaux de réaménagement pour être réutilisés par le service Culture et Patrimoine de la Ville de Montpellier.

La présente convention prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2013 jusqu'au 30 juin 2013 sous réserve d'un démarrage des travaux avant cette date.

Dans ce cas et afin de permettre au preneur de libérer les locaux, la Ville de Montpellier le lui notifiera par courrier, quinze jours avant la date de début des travaux.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

Le loyer s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, espaces verts, chauffage collectif, électricité, etc...).

La valeur locative pour la période d'occupation de ces locaux est de 1800 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € pour la durée d'occupation que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature pour la durée d'occupation de 1765 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'association
NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(cachet de l'association)

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

L'association « Union Départementale des Associations de Combattants - UDAC » dûment représentée par son Président en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

7 rue Cauzit
34000 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués ont une superficie de 12 m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 2 ans.
Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 1560,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 1525,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'association
NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(Cachet de l'association)

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

L'association « Amicale de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation » dûment représentée par son (sa) Président (e) en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

7 rue Cauzit
34000 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués ont une superficie de 12 m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 2 ans.
Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 1560,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 1525,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'association
NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(Cachet de l'association)

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

L'association « Amicale des Anciens Marins de Montpellier » dûment représentée par son Président en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

7 rue Cauzit
34000 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués ont une superficie de 10 m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 2 ans. Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 1300,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 1265,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'association
NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(Cachet de l'association)

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

« Association Républicaine des Anciens Combattants » dûment représentée par son Président en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

7 rue Cauzit
34000 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués ont une superficie de 16 m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 2 ans.
Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 2080,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 2045,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'association
NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(Cachet de l'association)

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

« Association Rhin et Danube » dûment représentée par son Président en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

7 rue Cauzit
34000 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués ont une superficie de 22 m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 2 ans.
Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 2860,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 2825,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'association
NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(Cachet de l'association)

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

L'association « Union Nationale des Combattants Section de Montpellier » dûment représentée par son Président en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

7 rue Cauzit
34000 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués ont une superficie de 15 m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 2 ans.
Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 1950,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 1915,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'association
NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(Cachet de l'association)

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

L'association « TANG Hérault » dûment représentée par son (sa) Président (e) en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

Résidence Le Saint James
40 rue Favre de Saint Castor
34080 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués ont une superficie de 190 m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 2 ans.
Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

Le loyer s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, espaces verts, chauffage collectif, électricité, etc...).

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 17100,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 17065,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'association
NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(Cachet de l'association)

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

L'association « Eclaireurs et Eclaireuses de France » dûment représentée par son (sa) Président (e) en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

Domaine de Grammont
2733 avenue Albert Einstein
34000 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués ont une superficie de 100 m². Ils sont situés au rez de chaussée et au 1^{er} étage de la dépendance du château et sont utilisés en lieu de stockage.
Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 2 ans.
Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

Le loyer s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, espaces verts, chauffage collectif, électricité, etc...).

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 9000,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 8965,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'association
NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(Cachet de l'association)

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

L'association « Amicale des Corses de Montpellier » dûment représentée par son (sa) Président (e) en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

Immeuble le Domitien
6 rue des Hospices
34090 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués ont une superficie de 100 m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 2 ans.
Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

Le loyer s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, espaces verts, chauffage collectif, électricité, etc...).

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 11000,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 10965,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'association
NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(Cachet de l'association)

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

« Le Comité Paroissial de Celleneuve » dûment représentée par son responsable, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

15 rue du Bassin
34080 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués ont une superficie de 73 m². Ils sont situés dans l'ancien presbytère de l'église Sainte Croix.

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 2 ans.
Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

Le loyer s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, espaces verts, chauffage collectif, électricité, etc...).

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 8030,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 7995,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'organisme devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'organisme ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'organisme de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour le Comité Paroissial
NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(Cachet de l'association)

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

L'association « Restaurants du Coeur » dûment représentée par son (sa) Président (e) en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

370 rue de Centrayrargues
34000 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués ont une superficie de 63 m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 2 ans. Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

Le loyer s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, espaces verts, chauffage collectif, électricité, etc...).

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 6930,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 6895,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'association
NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(Cachet de l'association)

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

L'association « Restaurants du Coeur » dûment représentée par son (sa) Président (e) en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

Immeuble le Tarascon
1065 rue Croix de Figuerolles
34000 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués ont une superficie de 122 m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 2 ans.
Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

Le loyer s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, espaces verts, chauffage collectif, électricité, etc...).

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 10980,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 10945,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'association
NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(Cachet de l'association)

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

L'association « Comité de Quartier Aubes Pompignane » dûment représentée par son (sa) Président (e) en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

Résidence Pompignane Bt 1
127 rue Marie Durand
34000 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués ont une superficie de 30 m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 2 ans. Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 3300,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels, taxes et charges comprises, que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 3265,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'association
NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(Cachet de l'association)

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

L'association « Majorettes de Montpellier » dûment représentée par son (sa) Président (e) en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

Le Gémil
1351 rue de Fontcouverte
34070 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués ont une superficie de 200 m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 2 ans.
Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

Le loyer s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, espaces verts, chauffage collectif, électricité, etc...).

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 22000,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 21965,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'association
NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(Cachet de l'association)

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

L'association « Le Mouvement du Nid » dûment représentée par son (sa) Président (e) en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

Hôtel de Gérone
2 rue Germain
34000 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués ont une superficie de 53 m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 2 ans.
Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

Le loyer s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, espaces verts, chauffage collectif, électricité, etc...).

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 6890,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 6855,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'association
NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(Cachet de l'association)

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

L'association « Les amoureux de Candolle » dûment représentée par son (sa) Président (e) en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

19 rue Lallemand
34000 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués ont une superficie de 72,80 m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 2 ans.
Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

Le loyer s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, espaces verts, chauffage collectif, électricité, etc...).

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 7854,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 7819,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'association
NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(Cachet de l'association)

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

L'association « ADRA Association des Résidents d'Antigone » dûment représentée par son (sa) Président (e) en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

7 place du Nombre d'Or
34000 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués ont une superficie de 101 m² (lots 17-18-19 de la copropriété).

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 2 ans.
Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

Le loyer s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, espaces verts, chauffage collectif, électricité, etc...).

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 13130,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 13095,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'association
NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(Cachet de l'association)

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

L'association « U N A F A M » dûment représentée par son (sa) Président (e) en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

356 rue Ferdinand de Lesseps
34000 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués ont une superficie de 100 m² en rez de chaussée.

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 2 ans.
Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

Le loyer s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, espaces verts, chauffage collectif, électricité, etc...).

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 11000,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 10965,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'association
NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(Cachet de l'association)

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

L'association « Espoir Hérault » dûment représentée par son (sa) Président (e) en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

356 rue Ferdinand de Lesseps
34000 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués situés au 1^{er} étage de l'immeuble ont une superficie de 100 m² et sont en occupation conjointe avec « Le Groupement d'Entraide Mutuelle Lesseps ».

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 2 ans.
Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

Le loyer s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, espaces verts, chauffage collectif, électricité, etc...).

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 11000,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 10965,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'association
NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(Cachet de l'association)

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

L'association « Solidarité DOM TOM » dûment représentée par son (sa) Président (e) en exercice, ci-après désigné le preneur.

Par contrat de location en date du 4 novembre 1997, avenant n°1 du 26 juin 1998 et avenant n°2 du 29 décembre 2008 la Ville de Montpellier a mis à disposition de l'association Solidarité DOM TOM des locaux dont elle souhaite actualiser l'occupation par une nouvelle convention.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

Résidence Aigoual Dourbie
236 avenue de Louisville
34080 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués ont une superficie de 300 m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

SSA

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 2 ans. Elle prendra effet à compter du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

Le loyer s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, espaces verts, chauffage collectif, électricité, etc...).

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 22 632,67,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera pour l'année 2013 minoré à 5582,25 €, que le preneur s'engage à payer trimestriellement et d'avance au TPM.

Ce loyer ci-dessus fixé sera révisable annuellement au 1^{er} janvier de chaque année en fonction de l'indice du coût de la construction publié par l'Insee, l'indice de base étant celui du 2^{ème} trimestre 2008 soit 1562.

En cas de variation à la baisse des indices, aucune réduction de loyer ne sera pratiquée, le montant de l'année précédente sera reconduit.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 17 050,42 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'association
NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(cachet de l'association)

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

L'association « Fédération Régionale des Associations de Prévention Santé » dûment représentée par son (sa) Président (e) en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

Résidence Le Don Bosco
54 chemin de Moularès
34000 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués ont une superficie de 387 m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 2 ans.
Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

Le loyer s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, espaces verts, chauffage collectif, électricité, etc...).

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 50310,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 50275,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'association
NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(Cachet de l'association)

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

L'association « Echecs Club de Montpellier » dûment représentée par son (sa) Président (e) en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

Résidence Les jardins d'O Bt B
46 rue de la Mouneda
34090 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués ont une superficie de 100 m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 2 ans.
Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

Le loyer s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, espaces verts, chauffage collectif, électricité, etc...).

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 11000,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 10965,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'association
NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(Cachet de l'association)

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

L'association « Amicale des Arméniens de Montpellier et sa Région » dûment représentée par son (sa) Président (e) en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

Résidence Europa
Immeuble le Portugal
488 avenue du Père Soulas
34000 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués ont une superficie de 136 m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 2 ans.
Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

Le loyer s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, espaces verts, chauffage collectif, électricité, etc...).

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 14960,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 14925,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'association
NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(Cachet de l'association)

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

L'association « ADRA Association des Résidents d'Antigone » dûment représentée par son (sa) Président (e) en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

Immeuble le Forum 1
Rue de Thèbes/place du Millénaire
34000 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués ont une superficie de 69 m² (lot n°76 de la copropriété).

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 2 ans.
Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

Le loyer s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, espaces verts, chauffage collectif, électricité, etc...).

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 8970,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 8935,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'association
NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(Cachet de l'association)

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

L'association « ADFI Association de Défense des Familles et des Individus » dûment représentée par son (sa) Président (e) en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

Résidence Les Aubes
85 rue des Passereaux
34000 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués ont une superficie de 60 m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

SM

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 2 ans.
Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

Le loyer s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, espaces verts, chauffage collectif, électricité, etc...).

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 6600,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 6565,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'association
NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(Cachet de l'association)

CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du 17 décembre 2012.

d'autre part,

L'association « Eclaireurs et Eclaireuses de France » dûment représentée par son (sa) président (e) en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, la Ville de Montpellier en application des articles L. 2122-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, met à disposition du preneur les lieux ci-après désignés situés :

Hôtel Baschy du Cayla
1 rue Embouque d'Or
34000 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux mis à disposition

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux mis à disposition ont une superficie de 30 m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux mis à disposition dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de mise à disposition est consentie, à titre précaire et révocable pour une durée de 2 ans.

Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2013 jusqu'au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Redevance

La redevance s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, espaces verts, chauffage collectif, électricité, etc...).

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 3900,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, la redevance sera minorée et limitée à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Cette redevance minorée est constitutive d'une subvention en nature annuelle de 3865,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte admsinistratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux mis à disposition aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention d'occupation

La présente convention ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'Association,

NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(cachet de l'association)

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

L'association « Spéléo Club de Montpellier » dûment représentée par son (sa) Président (e) en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

Résidence le Verdi
271 avenue du Pic Saint Loup
34000 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués ont une superficie de 40 m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 2 ans.
Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

Le loyer s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, espaces verts, chauffage collectif, électricité, etc...).

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 4400,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 4365,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'association
NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(Cachet de l'association)

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

L'association « Union Fédérale des Consommateurs » dûment représentée par son (sa) Président (e) en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

Résidence le Richelieu
3 rue Richelieu
34000 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués ont une superficie de 95 m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 2 ans.
Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

Le loyer s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, espaces verts, chauffage collectif, électricité, etc...).

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 12350,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 12315,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'association
NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(Cachet de l'association)

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

L'association « Comité de Quartier Sainte Anne » dûment représentée par son (sa) Président (e) en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

1 rue Sainte Anne
34000 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués ont une superficie de 17 m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 2 ans.
Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 2210,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels taxes et charges comprises, que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 2175,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'association
NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(Cachet de l'association)

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

L'association « DANTE ALIGHIERI » dûment représentée par son (sa) Président (e) en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

25 rue Sainte Ursule
34000 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués ont une superficie de 100 m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 2 ans.
Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

Le loyer s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, espaces verts, chauffage collectif, électricité, etc...).

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 13000,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 12965,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'association
NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(Cachet de l'association)

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

L'association « France Israël » dûment représentée par son (sa) Président (e) en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

Résidence le Vallespir
160 avenue du Val de Montferrand
34090 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués ont une superficie de 27 m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 2 ans.
Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

Le loyer s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, espaces verts, chauffage collectif, électricité, etc...).

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 2970,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 2935,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'association
NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(Cachet de l'association)

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

L'association « La Maison d'Espagne » dûment représentée par son (sa) Président (e) en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

Résidence les jardins d'Emeraude
rue Raoul
34000 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués ont une superficie de 180 m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 2 ans.
Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

Le loyer s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, espaces verts, chauffage collectif, électricité, etc...).

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 23400,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 23365,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'association
NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(Cachet de l'association)

CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du 17 décembre 2012.

d'autre part,

L'association « Confédération Nationale du logement » dûment représentée par son (sa) président (e) en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, la Ville de Montpellier en application des articles L. 2122-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, met à disposition du preneur les lieux ci-après désignés situés :

Hôtel Baschy du Cayla
1 rue Embouque d'Or
34000 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux mis à disposition

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux mis à disposition ont une superficie de 50 m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux mis à disposition dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de mise à disposition est consentie, à titre précaire et révocable pour une durée de 2 ans.

Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2013 jusqu'au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Redevance

La redevance s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, espaces verts, chauffage collectif, électricité, etc...).

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 6500,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, la redevance sera minorée et limitée à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Cette redevance minorée est constitutive d'une subvention en nature annuelle de 6465,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux mis à disposition aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention d'occupation

La présente convention ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'Association,

NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(cachet de l'association)

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

L'association « Secours Populaire » dûment représentée par son (sa) Président (e) en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

1 rue Jean Vachet
34000 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués ont une superficie de 80 m² et sont en occupation conjointe avec l'association Jasmin d'Orient.

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 2 ans.
Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2013 jusqu'au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

Le loyer s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, espaces verts, chauffage collectif, électricité, etc...).

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 8800,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 8765,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'association
NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(cachet de l'association)

CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du 17 décembre 2012.

d'autre part,

L'association « Collectif contre l'homophobie et pour l'égalité des droits » dûment représentée par son (sa) président (e) en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, la Ville de Montpellier en application des articles L. 2122-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, met à disposition du preneur les lieux ci-après désignés situés :

Hôtel Baschy du Cayla
1 rue Embouque d'Or
34000 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux mis à disposition

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux mis à disposition ont une superficie de 60 m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux mis à disposition dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de mise à disposition est consentie, à titre précaire et révocable pour une durée de 2 ans.

Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2013 jusqu'au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Redevance

La redevance s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, espaces verts, chauffage collectif, électricité, etc...).

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 7800,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, la redevance sera minorée et limitée à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Cette redevance minorée est constitutive d'une subvention en nature annuelle de 7765,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux mis à disposition aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention d'occupation

La présente convention ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'Association,

NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(cachet de l'association)

CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du 17 décembre 2012.

d'autre part,

L'association « Veuves Civiles de l'Hérault » dûment représentée par son (sa) président (e) en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, la Ville de Montpellier en application des articles L. 2122-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, met à disposition du preneur les lieux ci-après désignés situés :

Hôtel Baschy du Cayla
1 rue Embouque d'Or
34000 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux mis à disposition

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux mis à disposition ont une superficie de 10 m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux mis à disposition dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de mise à disposition est consentie, à titre précaire et révocable pour une durée de 2 ans.

Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2013 jusqu'au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Redevance

La redevance s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, espaces verts, chauffage collectif, électricité, etc...).

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 1300,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, la redevance sera minorée et limitée à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Cette redevance minorée est constitutive d'une subvention en nature annuelle de 1265,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux mis à disposition aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention d'occupation

La présente convention ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'Association,

NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(cachet de l'association)

CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du 17 décembre 2012.

d'autre part,

L'association « CESAM Migrations Santé Languedoc » dûment représentée par son (sa) président (e) en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, la Ville de Montpellier en application des articles L. 2122-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, met à disposition du preneur les lieux ci-après désignés situés :

155 rue de Bologne
Mas de la Paillade
34080 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux mis à disposition

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux mis à disposition ont une superficie de 37 m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux mis à disposition dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de mise à disposition est consentie, à titre précaire et révocable pour une durée de 2 ans.

Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2013 jusqu'au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Redevance

La redevance s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, espaces verts, chauffage collectif, électricité, etc...).

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 3330,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, la redevance sera minorée et limitée à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Cette redevance minorée est constitutive d'une subvention en nature annuelle de 3295,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux mis à disposition aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention d'occupation

La présente convention ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'Association,

NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(cachet de l'association)

CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du 17 décembre 2012.

d'autre part,

L'association « Eglise Orthodoxe Sainte Philothée de Montpellier » dûment représentée par son (sa) président (e) en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, la Ville de Montpellier en application des articles L. 2122-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, met à disposition du preneur les lieux ci-après désignés situés :

Domaine de Grammont
Avenue Albert Einstein
34000 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux mis à disposition

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux mis à disposition ont une superficie de 270 m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux mis à disposition dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de mise à disposition est consentie, à titre précaire et révocable pour une durée de 2 ans.

Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2013 jusqu'au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Redevance

La redevance s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, espaces verts, chauffage collectif, électricité, etc...).

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 29700,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, la redevance sera minorée et limitée à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Cette redevance minorée est constitutive d'une subvention en nature annuelle de 29665,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux mis à disposition aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention d'occupation

La présente convention ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'Association,

NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(cachet de l'association)

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

L'association « Juvénal Antigone » dûment représentée par son Président en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

320 avenue du Petit Train
34000 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Le lieu loué est un garage d'une superficie de 30 m² destiné à stocker les trophées sportifs de l'association .

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 2 ans.
Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2013 jusqu'au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

Le loyer s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, espaces verts, chauffage collectif, électricité, etc...).

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 2700,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 2665,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'association
NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(cachet de l'association)

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

« L'UNION SYNDICALE SUD-SOLIDAIRES 34 » dûment représenté par son Secrétaire Départemental en exercice, Monsieur Noël MAS, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

23 rue Lakanal
34000 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués ont une superficie de 181 m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Les locaux, seront utilisés par le preneur, à usage exclusif de bureaux et de réunions.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

Des travaux de réaménagement et d'embellissement des locaux seront effectués par la Ville de Montpellier en janvier 2013 et ce pendant une durée de 3 mois environ .

La présente convention prendra pleinement effet à l'issue de ces travaux pour se terminer au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 23530,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt général effectué par le preneur, la présente convention est consentie à titre gracieux.

Cette gratuité est constitutive d'une subvention en nature annuelle de 23530,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, le preneur devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'organisme ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'organisme de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour L'Union Syndicale Sud-Solidaires 34
NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(cachet de l'association)

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

L'association « Jasmin d'Orient » dûment représentée par son (sa) Président (e) en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

1rue Jean Vachet
34000 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués ont une superficie de 80 m² et sont en occupation conjointe avec l'association Secours Populaire.

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 2 ans.
Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2013 jusqu'au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

Le loyer s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, espaces verts, chauffage collectif, électricité, etc...).

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 8800,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 8765,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'association
NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(cachet de l'association)